TOUT!

hebdomadaire d'action communis

DOSSIER IMMIGRATION

Pour une rentrée à l'heure de LIP!

numèro 218 – vend. 31 août – 24 pages 2 francs

TOUS POUR LIP LIP POUR TOUS!

L'été fut agité. La rentrée le sera.

La rentrée, c'est d'abord Lip. Lip qui est devenu un symbole, un exemple, qui a gagné le cœur de millions de travailleurs.

La police occupe l'usine, les Lip ouvrent un atelier clandestin ! Le syndic leur refuse la paye, ils répondent calmement qu'ils se paieront à nouveau ! Et ils continuent à discuter sans céder les ressucées de plan proposées par Giraud :« ni démantèlement, ni licenciements » reste la seule base de négociation.

Et surtout, Lip fait réfléchir. Tous ceux qui trouvent en rentrant une nouvelle montée des prix (notamment des tarifs publics), les termes d'impôts avancés, des menaces sur l'emploi et bien d'autres motifs de mécontentement...

La grève de Lip est populaire : elle est devenue la cause commune de millions de travailleurs. Elle fait lever l'espoir, car, derrière Lip, depuis l'intervention policière du 13 août, beaucoup ont senti comme un formidable encouragement, l'unité de la riposte.

Unité syndicale CGT-CFDT d'abord. Unité des partis de gauche dans les meetings et les cortèges aussi. Unité plus large encore.

Sur le plateau du Larzac aussi, les 25 et 26 août, le sentiment d'être ensemble, d'être forts, de faire cause commune (paysans travailleurs, anti-militaristes, avec ceux de Lip et de Noguères !) donnait à penser qu'on peut aller beaucoup plus loin.

Or, c'est précisément au moment où le gros des troupes revient, où les travailleurs plus nombreux que jamais peuvent faire payer au pouvoir sa lâche intervention policière du 13 août, que les fausses notes, les discordances apparaissent.

Dans sa lettre du 28 août aux syndiqués CGT de Lip, Séguy se livre à des menaces et des démonstrations allusives : « ...nous ne saurions trop vous mettre en garde contre certaines tentatives qui visent à théoriser à propos de l'affaire Lip pour le compte d'idées et de stratégies partisanes ». Lesquelles ? Qui est visé ?

Il insiste , « il est très important pour vous-mêmes, pour tous les travailleurs et pour l'opinion publique, que soit affirmée en toute circonstance votre volonté d'aboutir au plus tôt par la voie d'une véritable négociation, comme à Noguères et à Romans, à une solution satisfaisante ». Sans préciser à quel prix ! Sans rappeler les 11 licenciements qui le jour même à Romans font rebondir le conflit !

La presse patronale (Les Echos du 29 août) se frotte les mains en évoquant le discours de Maurice Thorez en 36 : « il faut savoir terminer une grève ! ». Edmond Maire, loin de se sentir visé, commente dans Le Monde du 30 août : « sur le fond de cette lettre (...) nous sommes parfaitement d'accord ».

Et, comme par hasard, L'Humanité se lance énergiquement dans la campagne des cantonnales.

Les revendications et les luttes ouvrières vont-elles être mises en veilleuse par les directions syndicales, comme à la veille des législatives ? Au moment où une victoire à Lip aurait un effet contagieux et agirait comme un extraordinaire stimulant sur la combativité des travailleurs ?

Alors, les révolutionnaires sont-ils hostiles par principe aux négociations ? Aucunement. Les travailleurs de Lip ont montré jusqu'à ce jour qu'on pouvait s'asseoir à une table de négociation sans rendre les armes (en l'occurence sans restituer les montres et les archives) ni céder de terrain (en remettant au contraire en marche l'atelier clandestin).

Mais, parce que la victoire est possible, l'heure reste à la mobilisation intense de tous.

Il faut multiplier les efforts à la base en créant partout des comités solidarité-Lip, unitaires, larges, militants, sans exclusives.

Il faut aussi centraliser les forces, concrétiser le rapport de force central qui existe par une initiative nationale à la hauteur. Après le Larzac, les travailleurs de Lip ont parlé d'une montée nationale sur Besançon ; si cette idée aboutissait, il faudrait mobiliser toutes les énergies pour en faire un succès sans précédent.

Enfin, puisque le gouvernement qui représente la fausse majorité élue en mars a dissout la Ligue Communiste, a envoyé sa police à Lip un 13 août, n'apporte pas de réponse aux revendications des travailleurs, est incapable de remédier à la vie chère ; puisqu'il apparaît clairement responsable de la situation, il faut dire que ce gouvernement n'est pas en place pour longtemps ; que les travailleurs ont le droit de le mettre à la porte, même si ce droit ne figure pas dans la constitution, pas plus que n'y figurent les méthodes de lutte légitimes employées par les travailleurs de Lip.

Dehors ce gouvernement d'exploiteurs, de censeurs et de policiers !

APPEL

La campagne de signatures de l'appel du comité pour l'abrogation du décret de dissolution de la Ligue Communiste continue et trouve en cette fin de vacances un second souffle. Près de 10 millions d'AF ont déjà été collectés et plus de 5 000 signatures recueillies. Il faut que la campagne s'amplifie à la veille de la réunion du Conseil d'Etat. Camarades faites signer massivement l'appel et collectez.

Correspondance M. M.F. Kahn, 15, rue Clerc, Paris 7ème

CCP — Michel Foucault 26-15 Paris

Il est impossible, vu leur nombre de continuer à publier la liste des signatures. Nous nous en excusons.

Quelques exemples de solidarité parmi des milliers d'autres :

10 employés des services médicaux et du CHU de Strasbourg

39 employés des Laboratoires du College de France

Section syndicale CDFT du Crédit Commercial de France, Paris et Levallois.

Enkiri, CFDT Hachette

31 travailleurs, la plupart OS chez Peugeot-Besançon.

Un groupe de 8 travailleurs syndiqués à la CGT-Livre

20 personnalités locales et politiques de Béziers

Comité parisien de soutien aux paysans du Larzac

Syndicat CFDT des organismes sociaux du Var (caisse primaire assurance maladie— URSSAF — caisse allocations familiales)

Section locale CFDT de la caisse d'assurance varoise de vieillesse de l'Industrie et du Commerce (VAVIC)

Section de Toulon du PSU.

Sections CGT et CFDT d'Encyclopedia Universalis

Un groupe de 8 cheminots de Paris

Groupe information Congo

Section CFDT ALCATEL Strasbourg

Jacques Body, Président de l'université de Tours

Un sodat à Montlery

Un gardien de la paix de Paris

Pes, Secrétaire du CE des CNC-CGT

Bonan et Lesire, BF des Bouches-du-Rhône-PS

Graille, maire PS, La Ciotat

Fulgent, président de la Ligue des Droits de l'Homme, La Ciotat.

Rédaction des Temps Modernes

Pingaud, Conchon, Bastide (membres du Bureau, section socialiste des écrivains)

7 employés du Ministère de l'Equipement

CE du SGEN-CFDT du CNRS

Syndicat CFDT des industries chimiques de l'agglomération rouennaise

Bureau parisien de la section CFDT de l'ANPE, Paris

6 militants CFDT du bâtiment

François Loncle , secrétaire national des radicaux de gauche

40 universitaires et enseignants de Toulouse

78 employés des PTT chèques postaux de Toulouse

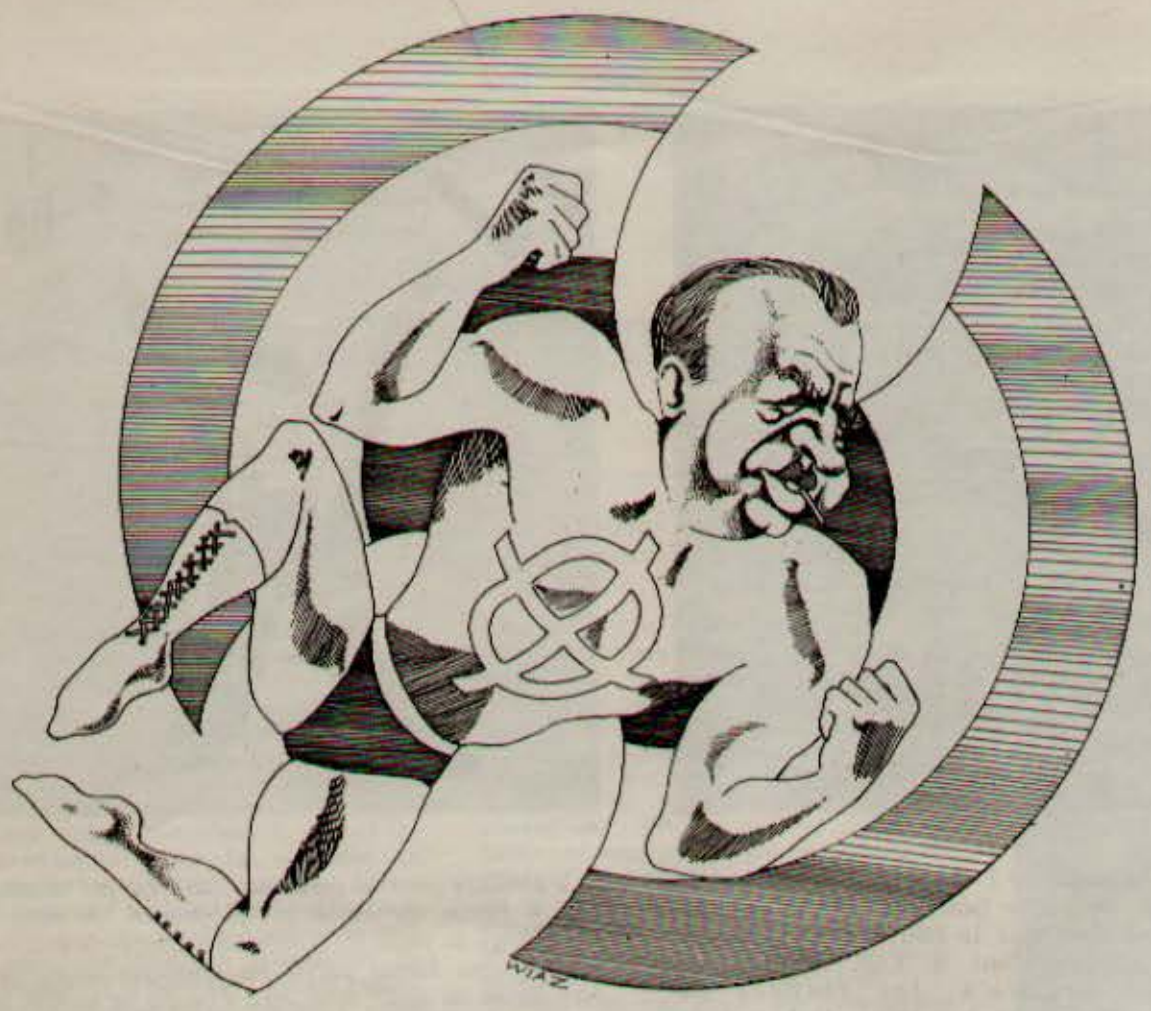
32 employés des PTT (ville non précisée)

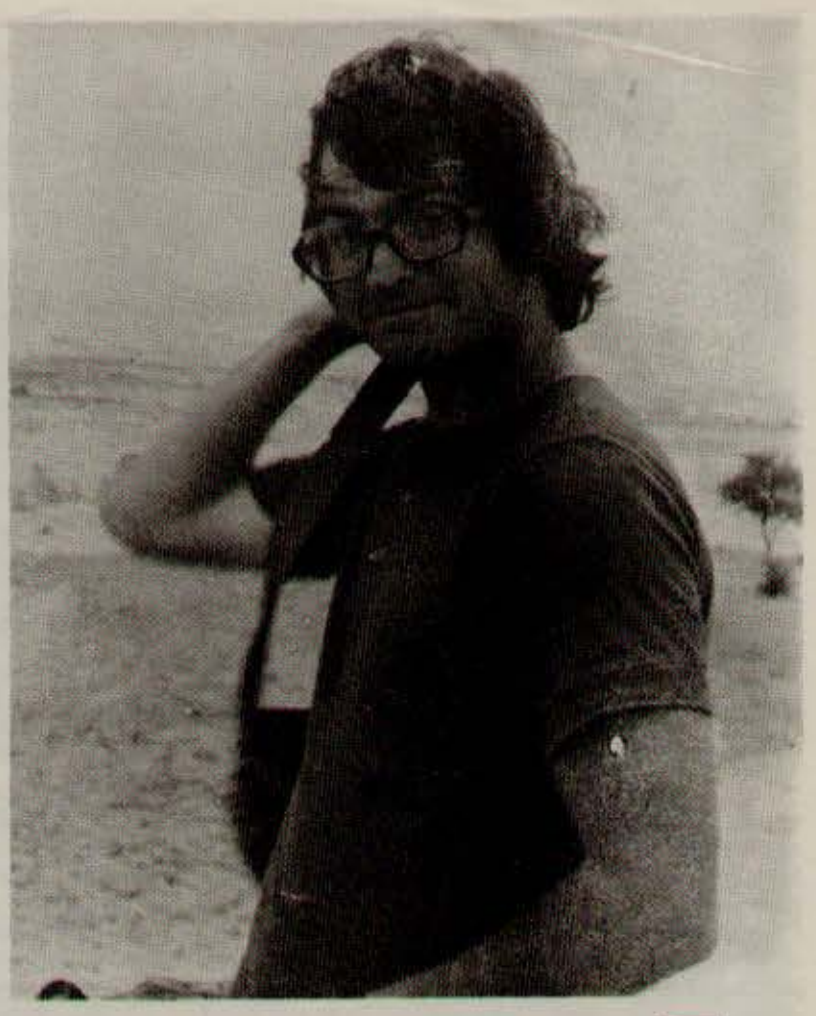
UNE ORGANISATION SCHIZOPHRENE !

A Marseille, la section locale de l'UJP publie un communiqué d'un racisme qui ne le cède en rien à ceux d'« Ordre Nouveau » et au « Front National ».

A Metz,la section locale de l'UJP décide sur la proposition de son secrétaire départemental William L'Homme, et par 12 voix pour 2 abstentions et 9 contre, de signer l'appel contre la dissolution de la Ligue Communiste.

Le prochain congrès de l'UJP promet !





libérez rousset

C'est finalement le vendredi 31 août à 13 h que Pierre Rousset, ancien membre du bureau politique de l'ex-Ligue Communiste passera devant la XVIème chambre correctionnelle. Premier procès après les évènements du 21 juin, il risque fort d'être le dernier. En effet, le gouvernement ne doit pas avoir intérêt lors d'une rentrée sociale qui s'annonce particulièrement agitée, à laisser aux anti-fascistes le loisir de faire le procès de la répression en France. En outre, après toutes les révélations faites sur « l'opération » policière du 21, la campagne raciste qui se développe dans le pays ne peut que justifier davantage l'attitude des militants anti-racistes qui n'ont pas hésité ce jour-là à descendre dans la rue. Le danger existe que Pierre Rousset serve de bouc émissaire et que le gouvernement fasse pression sur la justice pour obtenir sa revanche après la libération d'Alain Krivine.

C'est pourquoi, malgré le contexte des vacances, la mobilisation s'est développée, du Larzac à Besançon, dans toutes les luttes, il a été question de la défense de Rousset. Il n'y a pas un endroit en France où il n'y ait eu des peintures et des affichages exigeant la liberté de notre camarade. Témoignages de solidarité, messages de soutien, conférences de presse, tout ce qui était possible a été organisé. Dans l'hypothèse où Rousset serait condamné, un appel serait déposé et un délai serait ainsi donné pour de réelles mobilisations de masse. L'unité qui s'est réalisée (FEN, CFDT, PS, PSU, Ligue des Droits de l'Homme et extrême-gauche) pour la défense de Rousset prouve que ce procès apparait à tous comme un des « tests » dans la lutte contre la politique répressive du pouvoir. Contre les accusations et les pressions grossières de Marcellin sur la justice.

Rousset doit être acquitté, Rousset doit être libéré !

CONFERENCE DE PRESSE

Organisée par le Comité National pour l'abrogation du décret de dissolution de la Ligue Communiste, une conférence de presse s'est tenue dans les salons de l'Hôtel Moderne le mercredi 29 août. Aprés une déclaration de Madeleine Rebérioux au nom du Comité, des représentants de la CFDT, de la FEN, du PSU, de la Ligue des Droits de l'Homme, de Révolution !, de « Rouge », du PS prirent la parole au nom de la direction nationale de leurs organisations, pour affirmer leur solidarité avec Pierre Rousset.

FEN

Paris, le 29 août 1973

RESOLUTION

La FEN qui a fait connaître publiquement dès le 29 juin sa réprobation devant l'ensemble des mesures répressives prises par le gouvernement à l'encontre d'un mouvement d'extrême-gauche et de ses responsables, tient à rappeler sa position :

ces décisions ont porté une grave atteinte aux libertés.

Toutes les organisations démocratiques au premier rang desquelles figurent les centrales syndicales se doivent d'exprimer leur indignation, dès lors qu'au travers d'un procès se trouve mise en cause la liberté d'opinion et de manifestation.

La liberté ne se découpe pas.

Les procès de militants politiques consécutifs à la dissolution d'un parti d'extrême-gauche constituent un dangereux précédent et une menace pour toutes les organisations d'opposition.

Paris, le 29 août 1973

Déclaration CFDT

...En juillet dernier, la CFDT s'est élevée contre la dissolution de la Ligue Communiste et l'arrestation de plusieurs de ses dirigeants. Pour elle, il s'agissait d'une grave atteinte aux droits de réunion et d'organisation. La CFDT s'élevait aussi contre le fait que les responsables emprisonnés le soient sous le statut de droit commun et non sous celui des détenus politiques...

...Après demain, après une longue procédure d'instruction, Pierre Rousset sera jugé. Il continue de subir le régime de la détention provisoire comme s'il s'agissait d'un dangereux malfaiteur.

Le 23 août, Edmond MAIRE, secrétaire général, a adressé un télégramme à Me Jouffa, pour lui faire part de son souhait que le tribunal décide la libération immédiate de ROUSSET.

La CFDT apporte son soutien à tous ceux qui luttent pour la défense des libertés.

Paris, le 29 août 1973.

● ROUEN

Le 22 août s'est tenue une conférence de presse à Rouen pour la libération de Pierre Rousset. Etaient représentés Lutte Ouvrière, Rouge, L'Ecole Emancipée, le PSU, la Ligue des Droit de l'Homme, le syndicat CFDT des industries chimiques, le comité pour l'abrogation du décret de dissolution de la Ligue Communiste. Plusieurs personnalités étaient aussi présentes dont le Dr Boble, conseiller général, maire d'Yvetot.

D'autre part, l'union régionale CFDT a pris position de son côté ainsi que la Fédération de Seine-Maritime du Parti Socialiste. Une manifestation de rue s'est déroulée le jeudi 23 août rue du Gros-Horloge, des milliers de tracts ont été distribués et une banderole réclamant la libération de Pierre Rousset, tendue.

● A PARIS

100 000 tracts du comité pour l'abrogation du décret de dissolution de la Ligue Communiste et la libération de Pierre Rousset ont été distribués en l'espace de deux jours.

● DEGREMONT (Rueil)

La section syndicale CFDT de Dégrémont (Rueil) a publié un communiqué dans lequel elle déclare notamment :

« Déjà l'unité d'action du mouvement ouvrier a permis d'obtenir la libération d'Alain Krivine malgré les tentatives rageuses de Marcellin de s'y opposer. Aujord'hui, c'est la libération immédiate de Pierre Rousset, la levée de toutes les inculpations contre les militants de l'ex-Ligue Communiste, l'abrogation du décret de dissolution contre cette organisation, composante du mouvement ouvrier qu'il faut imposer.

● RENAULT-Cléon

Création d'un comité contre la répression et pour les libertés, soutenu par les travailleurs de LO, du PSU et les diffuseurs de Rouge de l'usine. Ce comité se prononce pour « l'abrogation du décret de dissolution de la Ligue Communiste et pour la libération des emprisonnés politiques »

● PTT

Les sections CFDT de Paris XI et de Paris XIX ont voté des motions exigeant la mise en liberté de Pierre Rousset

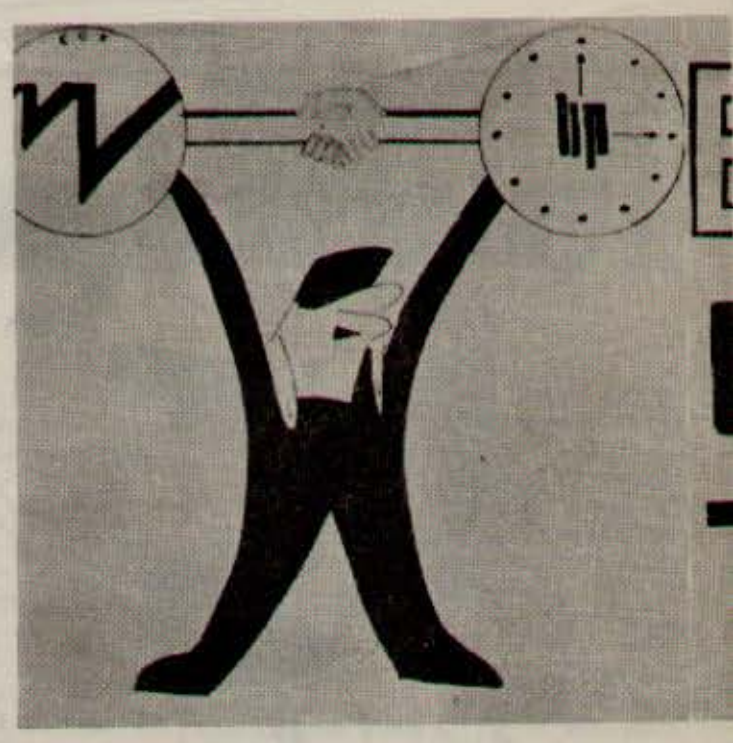
● EDUCATION SURVEILLEE

Le Bureau National du Syndicat des Personnels de l'Education Surveillée (FEN) a envoyé une lettre au ministre de l'Intérieur et au Garde des Sceaux s'élevant contre la loi anti-casseurs et exigeant l'annulation du décret de dissolution et la remise en liberté des militants arrêtés. Le Bureau National « réaffirme son soutien à toute action unitaire dans la lutte contre une accentuation inquiétante de l'autoritarisme ».

● C.D.A.

Pierre Rousset a reçu du Comité de Défense des Appelés le télégramme suivant : « 85.000 au Larzac, les anti-militaristes sont solidaires avec toi. »

L'HEURE DES CHOIX



Il y a quelques semaines, le congrès de l'UJP a vendu des « montres sauvages » ; des ministres se sont même déclarés prêts à en acheter. Peu de temps après, Messmer revendiquait personnellement l'intervention des flics.Charbonnel déclarait, menaçant : *« s'ils veulent passer leur temps à faire de la propagande politique ou syndicale sur les plages, dans les comités d'entreprise, s'ils ne veulent plus travailler chez Lip, qu'ils le disent, il n'y aura plus d'affaire Lip »*. Où donc est la véritable politique de la majorité ? En fait, les carottes de Giscard ne servent que pour amuser la galerie. C'est bien le bâton que le gouvernement essaie de manier aujourd'hui à Lip. Toutes les « opérations sourire », les séances de négociations répétées ne servent qu'à tenter de faire passer les matraques, les lacrymos, les tracasseries policières, à tenter de déconsidérer les Lip par rapport à l'ensemble de la classe ouvrière en les présentant comme de dangereux rêveurs.

LE DURCISSEMENT

Si les promesses mielleuses et dérisoires se succèdent (sans garantie d'ailleurs), du côté de la répression les choses vont beaucoup plus vite : les lettres de ré-embauche arrivent, venant de la société « LIP–IDI » inexistante à ce jour. Les flics sont toujours à Palente et il faut bien considérer que, malgré tout, le gymnase c'est différent de l'usine. Les machines sur lesquelles les grévistes travaillaient, le sentiment de force et de fierté qui les animait quand ils recevaient « chez eux » des milliers de travailleurs, tout ça s'est un peu estompé ou tout au moins affaibli. Une parade efficace a été trouvée à l'occupation policière de Palente, mais les travailleurs de Lip sont à Jean Zay un peu comme des réfugiés et le danger d'isolement et de dispersion est alors tangible. La réorganisation prendra du temps, surtout pour que la totalité des grévistes y soit associée comme c'était le cas auparavant.

De plus, l'étau policier se resserre à Besançon. Sans parler des manifestants arrêtés et condamnés à de la prison ferme, la surveillance policière s'installe : perquisitions dans les presbytères, mais aussi chez des grévistes. Interrogatoires à propos des caches des montres. Arrestations en ville de gens qui avaient au poignet des montres Lip pour vérification d'identité et interrogatoire. L'administration de l'hôpital St Jacques relève le nom des travailleurs qui s'étaient mis en grève le 14 par solidarité avec Lip. Des militants de Révolution ! sont arrêtés à leur local. Peu à peu, un climat d'intimidation s'installe en ville.

Après les simulacres de jugement du tribunal local, le Parquer aurait maintenant l'intention de porter plainte contre les dirigeants de la grève pour vol et recel.

QUELLES NEGOCIATIONS ?

Des négociations se poursuivent. Elles sont à l'image même de la lutte de Lip : tous les syndicats y sont représentés et, sur vote de l'assemblée générale, les membres du comité d'action y ont envoyé eux aussi autant de représentants. Ceux qui négocient refusent délibérément la diplomatie secrète : tout ce qui est dit est enregistré et les bandes sont disponibles pour que les grévistes puissent en faire des écoutes collectives. Cela contraste avec les maquignonages de couloir qui sont en usage dans certaines autres usines...

Mais, à côté de la manière dont elles sont menées, se pose la question de leur *contenu*. Sur quoi et comment négocier ? Dans le journal *Le Point*, Edmond Maire déclare sans vergogne : *« nous souhaitons pour Lip une négociation de type classique sur des problèmes revendicatifs concrets »*. A la question de François Ceyrac *« vous acceptez les compromis »*, il répond avec empressement *« bien sûr »*.

Dans le contexte actuel, ce genre de déclaration est inquiétant, car la situation est particulièrement claire, les travailleurs de Lip ne se battent pas pour des indemnités plus ou moins fortes de licenciement, ni pour un nombre plus ou moins grand de licenciés. Ils ont mis en avant le mot d'ordre : *« Non aux licenciements, non au démantèlement »*. Ils ont donné pour objectif à leur lutte non les conséquences des décisions des capitalistes mais ces décisions elles-mêmes. Leurs revendications offensives mettent donc en question la logique même du système. C'est pourquoi patrons et pouvoir leur opposent une résistance vicieuse, acharnée, méthodique. On comprend aisément dans ces conditions qu'il n'y ait pas de solution circonscrite aux 1300 ouvriers de Lip seulement. *L'essentiel n'est pas de s'asseoir autour d'une table ronde entre « gens de bonne volonté » pour chercher des compromis, mais de construire un rapport de force à l'échelle nationale capable d'obliger le pouvoir à céder sur ce qu'il défendra avec le plus d'acharnement.*

DANS LA BALANCE, LE POIDS DE LA SOLIDARITE

La riposte à l'intervention des flics, le soutien à Lip se poursuivent.

Au niveau local, la réaction immédiate fut massive : 10 000 personnes manifestèrent à Besançon le jour même, grève générale pendant plus de 24 heures. Mais la mobilisation continue : des entreprises qui étaient en vacances au moment de l'attaque des flics commencent à débrayer en rentrant. Ainsi, chez MISCLER, dès que les ouvriers reprennent le travail, le patron vient leur demander : « quand ferez-vous grève pour Lip ? » ! Malgré les négociations, la vigilance se maintient. A la Rhodia, le préavis de grève permanent est maintenu. Un tract du 28/8/73 maintient l'usine en alerte : *« Tous les travailleurs exigent le retrait des forces du DESORDRE qu'ils ont subies en 1967 et rappellent avec force qu'ils sont prêts à débrayer sitôt que les Lip le réclameront, à toute heure du jour et de la nuit, comme ils le firent les premiers le mardi 14 août 73. Car la lutte des travailleurs de Lip est celle de toute la classe ovrière »*.

De la même manière, les travailleurs du CHU se déclarent *« prêts à répondre une nouvelle fois à un appel de votre part, à une nouvelle action, à une nouvelle manifestation en liaison avec toutes les autres entreprises de la ville au cas où le gouvernement maintiendrait son intransigeance »*.

Aux Compteurs, c'est une assemblée générale du personnel qui va décider elle aussi comment continuer la solidarité. On pourrait citer également l'exemple des cheminots, des PTT, de l'EGF...

Ici donc, chacun n'attend qu'une chose : des initiatives centrales organisées par les syndicats, mais visiblement, seule une journée d'action est envisagée mercredi 29 avec éventuellement une manifestation sur l'ORTF locale. La combativité est grande, mais le risque est réel de faire une mobilisation qui apparaisse répétitive, en retrait par rapport aux manifestations du 15 juin et du 14 août.

Quoi qu'il en soit, le travail d'information et de liaison des usines doit être envisagé sérieusement au niveau régional. Les employés municipaux montrent la voie dans ce domaine. Témoin ce tract du 22/8/73 de l'Union Intersyndicale des Services Municipaux de Besançon :

« La lutte pour le personnel Lip n'est pas terminée. Lip a besoin de l'aide et du soutien de tous les travailleurs du pays. Un comité de liaison et de soutien à Lip va être formé parmi les employés municipaux (syndiqués ou non). Pour être efficace, ce comité doit comprendre de nombreux volontaires ».

Mais ces initiatives, aussi nombreuses soient-elles, ne suffisent pas – tant qu'elles resteront au niveau local – pour modifier radicalement le rapport de force national et ainsi faire gagner définitivement les Lip.

LES LIMITES DE LA RIPOSTE NATIONALE

« C'est un défi lancé à toute la classe ouvrière. Ce défi, nous le relèverons » déclarait avec fermeté Georges Séguy après l'intervention des flics. La réaction ouvrière, souvent spontanée, a été massive : arrêts de travail largement suivis dans toute les villes, meetings, manifestations. Oui, Lip se bat pour tous les travailleurs, tous l'ont montré *en plein milieu du mois d'août*.

Après le succès du meeting parisien à la Bourse du Travail, le 22 août, syndicats et partis de gauche se sont réunis pour envisager la poursuite de la solidarité à Lip. *Rouge* et *Lutte Ouvrière* ont demandé à y participer pour y faire des propositions. Aucune suite n'a été donné à leur demande. Nous ne pouvons que le regretter car toute exclusive affaiblit le soutien aux travailleurs de Lip.

A cette réunion, *Rouge* avait demandé à participer pour faire trois propositions :

1) la sortie d'une affiche nationale à 500 000 exemplaires

2) une grève nationale de 24 H avec des manifestations unitaires de solidarité

3) la création de comités de solidarité à la grève de Lip.

Ces propositions correspondaient à trois exigences du mouvement :

– étendre plus largement la popularisation

– donner un deuxième souffle à la solidarité par une initiative centrale capable de marquer un rapport de force avec le pouvoir

– construire en profondeur, à la base, un mouvement de solidarité unitaire.

La réunion s'est tenue sans la présence des révolutionnaires et il n'en est sorti aucune décision concrète, sinon des déclarations générales sur la nécessité d'étendre la solidarité.

Cette carence n'est pas une affaire de mauvaise volonté.

La riposte et la solidarité se heurtent aux barrières de la ligne politique du PCF et du PS :

– le PCF n'a pas sorti jusqu'ici la moindre affiche nationale sur Lip, qui lutte depuis 4 mois 1/2. Par contre, il colle en ce moment des affiches réclamant l'abaissement du droit de vote à 18 ans pour les cantonnales ;

– l'Union de la Gauche est une solution réformiste purement électorale ; l'unité de ceux qui la composent est prête à s'affirmer à la tribune de meetings (ou au gouvernement) mais elle répugne au militantisme à la base dans le cadre de comités unitaires ;

C'est cela qui détermine les bornes fixées par les réformistes à la solidarité :

– des actions décentralisées, des grèves importantes par secteur (ORTF, Mines), l'appel à débrayer dans chaque entreprise en mettant en avant ses propres revendications ;

– mais rien qui puisse ressembler à une épreuve de force centrale avec le pouvoir sur le terrain d'une lutte ouvrière comme Lip, rien qui risque de déboucher sur une crise politique en l'absence de débouché électoral autre que les cantonnales.

Or, c'est précisément de cela que les grévistes ont besoin : depuis 10 jours maintenant, la solidarité ne tarit pas. Le mouvement a fait tâche d'huile, touchant de nouvelles usines, de nouvelles villes. S'il ne va pas en s'amplifiant, c'est qu'aucun objectif central ne lui a été offert. C'est là qu'est le véritable problème.

Il faut faire peser un rapport de force global face au gouvernement à travers une initiative centrale. La sympathie et la mobilisation qui entourent Lip le permettent.

CHARBONNEL ? CONNAIS BIEN !

— Charbonnel, UDR, se bat pour que le « syndicat » fasciste CFT à la solde du patronat soit décrété représentatif.

— Charbonnel, député, prend comme suppléant Charles Ceyrac, le frère de François, vous connaissez ?

GIRAUD ? PAS UN DEBUTANT !

Délégué pour sauver Lip, il n'en est pas à son premier « sauvetage » :

— il est PDG de Richard Continental : l'usine sera liquidée

— il s'occupe de Saut-du-Tarn : 750 emplois supprimés. Encore bravo pour le petit homme à la serviette !

NOUVELLE CHANSON

Parle plus haut, faut que Giraud puisse nous entendre
Le jour approche où s'en sera fini d'attendre
Les grands patrons ont peur de nous
Ils disent haineusement que nous sommes fous
Parle plus haut et parle encore
De ces LIP fous, de ces LIP forts
Parle plus haut, Giraud ne peut plus nous surprendre
Tu sais très bien qu'il ne voudra jamais comprendre
Que par la lutte ont a gagné
Ce que les patrons refusaient de nous donner
Parle plus haut et parle encore
De ces LIP fous, de ces LIP forts
Parle plus haut, faut que Giraud puisse nous entendre
Le jour venu il lui faudra ne pas attendre
Avec les plans de Charbonnel
Pour nous quitter que les LIP lui offre une poubelle.

LE TEMPS DES CHOIX EST VENU

Il est maintenant temps de choisir :

– soit on se bat pour la victoire de Lip et on s'en donne les moyens,

– soit on cherche le compromis par une « négociation classique », on continue à organiser la solidarité au coup par coup, en ordre dispersé. Et l'on risque – compte tenu de l'enjeu et de la politique du pouvoir – d'arriver non à trouver un « bon compromis », mais à compromettre le sort de la grève. On aurait tort de ne pas prendre les menaces de Messmer au sérieux.

Aujourd'hui, la tâche est bien de consolider en profondeur le mouvement de solidarité et d'articuler la mobilisation sur la perspective d'un objectif central.

* *Créons partout des comités de solidarité à Lip.* Les révolutionnaires seront les premiers à en susciter, à y militer activement et à poursuivre obstinément la bataille pour l'unité contre toutes les exclusives d'où qu'elles viennent.

* *Imposons une initiative centrale qui affirme un rapport de force national.* A Besançon, l'idée d'une marche sur la ville – comme celle qui eut lieu au Larzac – revient dans toutes les discussions. Les travailleurs de Lip qui en sont revenus, et beaucoup d'autres, la soutiennent, comme tous ceux à qui on a sans cesse posé la même question dans leurs voyages : qu'est-ce qu'on peut faire pour aider Lip ? Elle a été reprise plusieurs fois en assemblée générale et la plupart des organisations politiques locales y est favorable. Une telle initiative rencontrerait un écho formidable dans la classe ouvrière et la jeunesse, elle pourrait déboucher sur une mobilisation monstre. Mais il est clair qu'il ne peut s'agir d'un gadget : elle signifierait à Besançon une épreuve de force frontale avec le pouvoir d'Etat. C'est pourquoi elle devrait être organisée dans l'unité la plus large, par des comités de préparation unitaires, dépassant le cadre de simples cartels syndicaux ou unitaires.

* Mais, d'ores et déjà, toutes les initiatives de solidarité devraient s'insérer dans *la perspective d'une riposte générale de la classe ouvrière face à la hausse des prix et aux menaces de l'emploi*, sur des mots d'ordre unifiants, appuyée sur des organismes de démocratie ouvrière.

Tel doit être l'objectif des marxistes-révolutionnaires. le gouvernement est sur la défensive, il cherche à se ressaisir, il veut frapper pour prévenir une vague de luttes ouvrières. Ne lui en laissons pas l'occasion. Tenons-nous prêts à répondre massivement à tout apel des travailleurs de Lip.

le 27.8.73
S.TRITON

C.G.T.

C.F.D.T.

INTERSYNDICALE
ENCYCLOPEDIA UNIVERSALIS

Résolution

L'intersyndicale CFDT-CGT de l'Encyclopedia Universalis, réunie le 22 août 1973, assure les travailleurs de LIP de son entière solidarité dans leur lutte contre le démantèlement de leur outil de travail et contre les manœuvres du pouvoir et du patronat qui ont culminé avec la scandaleuse occupation de l'usine LIP par les forces policières. L'intersyndicale considère que, par leur politique, le gouvernement et le patronat manifestent le volonté de briser un mouvement qui a donné depuis 5 mois à tous les travailleurs un exemple remarquable tant par sa combativité que par le mode d'action qu'il a initié.

L'intersyndicale décide de se constituer en Comité de Solidarité Pour la victoire des travailleurs de LIP et appelle le personnel des autres maisons d'édition à former avec lui un comité de solidarité de l'édition.

DANS LA "NOUVELLE USINE" LA LUTTE CONTINUE

Apres avoir installé leur usine dans le gymnase Jean Zay, les travailleurs ont maintenu l'organisation collective de leur lutte. La réorganisation du travail en commissions a été rapidement réalisée. Pas question de se laisser prendre au piége de la démoralisation ! En quelques jours, les commissions se sont remises à développer leurs activités par de nouvelles initiatives.

* *La commission popularisation* a diffusé le numéro 7 du bulletin « Lip-Unité » sur toutes les usines de la ville et les supermarchés. Le bulletin d'information est complété par un journal parlé enregistré sur mini-cassette standard. Contre l'intoxication permanente de la presse bourgeoise, les ouvriers de Lip vont envoyer ce journal une fois par semaine au minimum aux comités d'entreprise, aux organisations syndicales et aux délégations de grévistes... La cassette No 1 paraîtra le mercredi 29 août. Elle pourra être commandée à Lip-Jean Zay. Un film sur la lutte de Lip a été tourné qui peut être projeté dans les meetings que tiennent les ouvriers de Lip ; il est diffusé de façon permanente à Jean Zay (pour toute commande : commission popularisation, 25000-Besançon). Un troisième film sur la poursuite de la lutte est en route et sortira autour du 10 ou 12 septembre.

* *La commission organisation-voyages*, fonctionne à plein. Les travailleurs de Lip continuent de faire des meetings dans toute la France et à l'étranger, Clermont-ferrand le 29 août. Reims le 4 septembre. Nîmes le 29-30 août. La solidarité se manifeste plus que jamais : en Vendée, les travailleurs de Lip ont fait une collecte de solidarité de 1 million 2.

A Périgueux de 4 200 F. A Dôle, 400 personnes assistaient au meeting et la collecte a été intégralement versée aux ouvriers de MAGYAR (Dôle) en lutte depuis 3 mois. On discute aussi en commission de l'éventualité d'une marche nationale de solidarité sur Besançon.

* *La commission anti-répression*, s'est créée pour riposter et informer la population face aux violences et aux tracasseries policières.

Elle exige :

– l'évacuation immédiate des CRS
– la libération de tous les emprisonnés
– l'arrêt immédiat des poursuites contre les ouvriers de Lip
– la réintégration des licenciés.

Lundi soir, cette commission organise un meeting avec le Comité de Défense des Réprimés et le comité de soutien. S'y sont jointes les organisations suivantes : UL-CFDT, Association pour la défense des droits des détenus, PSU, LO, Rouge, CdP, Révolution !

* *La commission restaurant*, a elle aussi du pain sur la planche : 1000 repas servis vendredi. Et quels repas ! Jambon de montagne et cailles sur canapé. Des CRS, eux avaient droit à du beaf dans le sabot ! Bon appétit.

* *La commission animation*, organise un spectacle permanent suivant la disponibilité des chanteurs et comédiens solidaires de la lutte de Lip. Samedi 25 : Yvan Dautun et F. Béranger. Dimanche : les enfants terribles. Mardi 28 : Yves Boisset fait une deuxième projection de son film « R.A.S. »

* *Les commissions production et vente*, vont fonctionner dans peu de temps. De l'imagination il y en a à Lip. Ça continue plus que jamais.

QUE S'EST-IL PASSÉ A PALENTE ?

Plusieurs soirs de suite des centaines, voire des milliers de personnes se sont heurtées aux CRS qui occupent l'usine de Palente. 34 condamnations à des peines de prisons ; 33 des condamnés étaient des ouvriers de Besançon et de la région. Avec la lutte de Lip, c'est le problème de la violence ouvrière, de sa légitimité en réponse à la violence policière, de ses formes et de sa liaison avec le mouvement de masse revendicatif qui s'est trouvé posé. La presse a tellement déformé ce qui s'est passé qu'il est bon de rappeler les faits et leur signification.

Tout a commencé le 14 août, quand le gouvernement a envoyé ses flics réoccuper l'usine. Cette intervention, c'était une provocation délibérée lancée à la face de toute la classe ouvrière, à travers le coup porté au symbole vivant de sa combativité et de son esprit offensif : Lip.

RIPOSTER DU TAC AU TAC : UNE NECESSITE.

Le problème de la riposte à cette occupation militaire de l'entreprise s'est posé dès le matin. En quelques heures, de toute la région, des travailleurs se sont massés devant l'entreprise. Le ton était d'emblée violent : il ne s'agissait pas de faire du pacifisme, de minimiser l'intervention policière en disant que le problème n'était pas celui-là, mais celui de reconstruire l'entreprise ailleurs. La réaction était nette : il s'agissait de reprendre l'usine par une mobilisation ouvrière massive. Témoin le premier tract sorti par la CFDT :

« Appel à la mobilisation...
...
...OBJECTIF
CGT et CFDT appellent tous les travailleurs à se rassembler à 15 heures à Palente (devant la maison des jeunes), d'où nous monterons à l'usine exprimer notre détermination de rendre l'usine aux travailleurs.
— Pour l'aboutissement des revendications Lip
* pas de licenciement
* pas de démantèlement
— Contre l'intervention policière
GREVE GENERALE
MANIFESTATION
Tous à Palente à 15 h.
Union locale CFDT
10 h, mardi 14 août »

Toute la matinée c'est cette idée-là qui fut martelée. Mais la CGT fit pression pour que le cortège se dirige sur la préfecture et non sur l'usine. L'UL-CFDT céda et se rangea à cette position, qu'elle fit approuver par les grévistes. C'était un premier recul politique.

C'est pourquoi l'après-midi, lors de la manifestation, la confusion était réelle, et seule la présence d'un cordon CGT et l'absence d'une alternative claire évitèrent l'affrontement direct. Mais la volonté de chasser les flics était largement présente : un millier de manifestants, est resté sur place... et la manifestation s'est terminée place St Pierre. Au meeting peu de personnes sont restées, et des masses de travailleurs sont remontés à pied à l'usine, la banderolle sous le bras, pour prendre à partie la police.

QUI S'EST BATTU AVEC LES FLICS ? POURQUOI ?

Les premiers affrontements ont commencé le jour même, dès l'après-midi. Un millier de personnes avait délibérément refusé de partir en manif ; de nombreux grévistes sont restés là aussi.

Aussi,, à 18 heures, quand tous remontent à l'usine, le climat est déjà très tendu ; chacun a dans la tête une idée précise : harceler les flics, les faire reculer, les démoraliser.

Qui est venu là ? La presse bourgeoise et même *l'Humanité* ont parlé de provocateurs, de gauchistes venus de Paris, d'« éléments extérieurs ». La réalité est plus simple : c'est la population ouvrière de Besançon qui est présente pour crier son indignation à la police, les habitants du quartier, les ouvriers de la Rhodia, les cheminots de Dijon et de Dôle, des jeunes ouvriers aussi venus d'un peu partout.

On a parlé d'« étudiants », de « voyous ». En fait ce sont des travailleurs arrivés là souvent avec femme et enfants pour faire quelque chose, pour montrer leeur solidarité à ceux de Lip, parce qu'il n'est pas possible de tolérer comme ça que des flics occupent une usine que les ouvriers avaient remise en marche.

Voilà pourquoi, pendant plusieurs soirs, 2 000 personnes – parfois plus – sont restées jusqu'à 2, 3 heures du matin autour de l'usine.

« LES FORCES DU DESORDRE »

Hier beaucoup d'entre eux respectaient sans doute la force policière, la craignaient ; ils viennent à présent en masse insulter la police sans craindre les affrontements ; ils applaudissent même quand les gardes mobiles, suffoqués par la chaleur et la tension nerveuse tombent évanouis. Il faut avoir vu ces familles bisontines entières, avec des mouchoirs mouillés autour du cou pour les prévenir des lacrimogènes, échangeant des « conseils techniques » comme des « anciens combattants » de 68, pour comprendre ce qui s'est passé ces jours-là près de Palente. Les « gardiens de la paix » sont devenus pour tous les « forces du désordre », les défenseurs d'un ordre des patrons contre les ouvriers.

Pendant des heures des harcèlements spontanés se poursuivent. Rarement on en vient au corps à corps, car les gardes mobiles maintiennent un espace vide de 50 mètres environ. Les grenades pleuvent, les pierres et les objets les plus divers volent vers les flics. L'ambiance est infernale. Très vite, les manifestants apprennent à relancer les grenades, à distinguer les offensives des autres ; parfois meme ils combinent des attaques et des opérations de diversion. Et jusqu'à 2 fusils qui font leur apparition pour descendre les lampadaires qui permettaient aux policiers de repérer les manifestants !...

la position des grèvistes

Tout en considérant que les affrontements avec la police « ne sont pas le meilleur terrain de lutte » et que l'essentiel est la popularisation et la solidarité, les travailleurs de Lip ont pris clairement position sur la responsabilité de la police : « *C'est la provocation que constitue l'occupation de notre usine qui est responsable des affrontements* », affirme « Lip-Unité » No 7. Il ajoute que les travailleurs de Lip refusent de jouer les Ponce-Pilate :

« Nous ne pouvons pas nous désintéresser de ce qui se passe à Palente, de ceux qui s'y font ceinturer et matraquer, voire condamner. Même si nous pensons qu'ils viennent sur un mauvais terrain de lutte, nous savons que la quasi totalité de ces gens sont des travailleurs comme nous ou d'autres personnes qui cherchent à défendre notre juste cause (...)

C'est pourquoi, dès le 19 août, nous avons créé une commission « Lip-anti-répression » qui cherche à informer les gens sur leurs droits, face à la répression, qui s'efforce d'assurer leur défense par l'assistance d'avocats, qui examine les cas sociaux (peres de famille condamnés, travailleurs licenciés à la suite de leur arrestation, etc...).

Cette commission Lip recueille aussi un maximum de témoignages sur les violences exercées par les forces du désordre à Palente et appuie les initiatives des habitants de ce quartier qui cherchent à défendre leurs droits

*

LES FLICS COGNENT ET NOUS ARRETENT COMMENT REAGIR ?

LA COMMISSION ANTI-REPRESSION DE LIP VOUS DIT CE QU'IL FAUT FAIRE.

1) Vous êtes arrêtés par les flics :

Vous êtes tenus de donner votre prénom, votre nom, date et lieu de naissance, profession, domicile... ET RIEN D'AUTRE.

Ils n'ont pas le droit de vous obliger à :
— donner le nom de l'employeur
— subir la photo et les empreintes digitales.

Ne répondez rien aux questions, sinon cette formule à répéter obstinément : je n'ai rien à déclarer, je n'ai rien à déclarer, je n'ai rien à déclarer...

NE RIEN SIGNER

Si vous êtes gardés par les flics plus de 24 heures, réclamez la visite d'un médecin, C'EST UN DROIT ABSOLU, on est obligé de vous l'accorder.

2) Vous êtes tabassés et relâchés :

Allez immédiatement chez un médecin faire constater les coups et faire établir un constat médical sur papier timbre. Prendre contact avec la COMMISSION ANTI-REPRESSION de LIP pour déposer une plainte.

3) Vous êtes tabassés et gardés :

Faire constater les coups par le médecin réclamé au bout de 24 heures. Cf. paragraphe 1.

4) Vous êtes traînés en justice :

Refusez-vous à toute déclaration si l'avocat n'est pas présent. Si vous êtes inculpés, vous devez exiger un avocat, c'est un droit absolu. (1)

Demandez l'un de ceux de la Commission, si vous connaissez leur nom. Sinon attendez l'audience, que votre famille ait pris contact avec eux.

En tout état de cause, si à l'audience vous n'avez pas d'avocat, vous pouvez en demander un, désigné d'office, et vous avez le droit de demander un délai pour préparer votre défense.

Dans tous les cas, il est conseillé de refuser d'être jugé immédiatement. Il faut donc demander sa mise en liberté.

N'ECOUTEZ PAS LES BONIMENTS DES FLICS, ILS N'ONT POUR BUT QUE DE VOUS ENFONCER...

5) Les familles et connaissances qui constatent la disparition d'une personne ou qui apprennent l'arrestation de quelqu'un doivent prendre contact immédiatement avec la COMMISSION ANTI-REPRESSION POUR ORGANISER SA DEFENSE.

Pour la commission anti-répression
s'adresser à la Commission d'Accueil
NOUVELLE USINE LIP
JEAN ZAY

(1) Si vous avez été tabassés, reclamez dès qu'on vous amène au procureur une expertise médicale et reclamez qu'elle soit versée au proces-verbal.

1ère liste des condamnations : 33 travailleurs, 1 étudiant.

B.D. 23 ans, Manutentionnaire .....45 jours
B.P. 18 ans Electricien chez Citroën .. 1 mois
B.P. 20 ans, Livreur chez Beguekin .... 1 mois
B.J.L. 19 ans, Kelton .....3 sem.
B.D. 30 ans, Equarisseur chez Avency 15 jours
B.J.L. 28 ans, Bijoutier à l'Union Bisontine Monteur de boites15 j.
C.J. 21 ans, Infirmier ..... 10 j.
D.C. 20 ans, Ouvrier coupeur .....8 j.
D.K. 28 ans, Mécanicien dentiste .....8 j.
D.D. 19 ans, Manœuvre à Rhodiacéta .... 10 J.
F.G. 22 ans, Horloger chez YemaF.D. 26 ans, Mécanicien à Neufchâtel40 J.
G.R. 31 ans, Ouvrier monteur chez Bourgeois2 mois
G.C. 18 ans, Peintre ..... 6 mois
G.P. 19 ans, Electricien P 1 chez Daguzet1 mois
L.C. 44 ans, Magasinier FACEM ..... 1 mois
L.D. 19 ans, T.Hôtel .....15 J.
M.J.P. 25 ans, Peintre Intereco ..... 45 j.
M.A. 19 ans, Peintre ..... 2 mois
M.S. 19 ans, Plongeur ..... 1 mois
M.R. 20 ans, Agent EDF ..... 1 mois
M.G. 31 ans, Tourneur Peugeot Sochaux 2 mois
M.L. 29 ans, Ouvrier chez Bourgeois, délégué CFDT15 J.
M.P. 18 ans, Mécanicien chez Bis ..... 1 mois
M.C. 23 ans, Employé SNCF ..... 1 mois
O.P. 22 ans, Contrôleur Kelton ..... 2 mois
O.C. 22 ans, Etudiant ..... 1 mois
P.J. 24 ans, Chef d'équipe SBAP .....10 J.
R.J. 28 ans, Horloger chez Kelton .....10 J.
S.N. 38 ans, Rectificateur Auger .....10 J.
S.P. 22 ans, Vendeur fruits et légumes ...10 J.
S.R. 26 ans, Ouvrier peintre SIFOP .....3 sem.
V.M. 40 ans, Fraiseur ..... 2 mois
V.J. 20 ans, Contrôleur ..... 1 mois
V.J. 25 ans, Courtier en assurances .....8 J.

AUTO-DEFENSE OUVRIERE ET RECONQUETE DE L'USINE

L'occupation de Lip par la police et les manifestations violentes qui ont eu lieu autour de l'usine posent un problème, vis-à-vis duquel aucun militant révolutionnaire n'a le droit de se défiler : celui de la riposte à la violencee policière.

Lorsque Lip était encore occupée par les grévistes, la manière de *défendre l'usine* face à une éventuelle intervention des flics avait été discutée. Techniquement d'abord : par un renforcement des gardes, pour se défendre comme il fallait. Politiquement ensuite : par la préparation d'une alerte de toute la ville (sirènes, voitures-sonos...) avec l'objectif d'une manifestation le jour même. La défense était donc conçue à la fois comme une résistance passive et comme une riposte de masse. Prise par surprise, au petit matin, la veille du 15 août, la garde très peu nombreuse n'a pas pu opposer de défense réelle, mais l'appel aux travailleurs de la ville s'est organisé très rapidement.

Dès lors c'est le problème de la *reconquête de l'usine* qui se trouvait concrètement posé, à l'occasion d'une lutte exemplaire sur laquelle toute la classe ouvrière avait les yeux braqués.

Et cet objectif dépassait largement le cadre de Besançon : ces dernières années, contre des dizaines et des dizaines de grèves, le pouvoir a envoyé ses flics. A Gelbon, à Caterpillar, à Fos, à Thionville, la classe ouvrière a trouvé les forces de répression bourgeoises sur son chemin pour briser sa lutte. C'était cela aussi l'enjeu.

Les grévistes de Fos avaient montré à tous la voie de *l'auto-défense ouvrière*, en protégeant leur grève contre les flics à l'aide des bulldozers avec lesquels ils travaillaient. Les ouvriers de Chausson à Reims avaient montré leur solidarité ouvrière en envoyant en détachement un piquet mobile pour renforcer celui de l'usine Citroën menacé par la CFT. Ces actions, et beaucoup d'autres, marquaient ne volonté de rompre avec le légalisme et le pacifisme, d'affirmer le droit des travailleurs à la légitime défense contre les flics et les nervis patronaux. Elles montraient comment une défense s'organise, se prépare.

Ceux de Lip pouvaient montrer que la classe ouvrière n'est pas décidée à tolérer l'occupation de ses usines par les flics sans réagir. Et même qu'elle est prête à tout faire pour y mettre fin chaque fois qu'elle disposera d'un rapport de forces suffisant. *Car la vraie question n'était pas celle de la « légitimité » ou pas des affrontements en fonction de critères moraux, mais bien celle du rapport de force nécessaire pour imposer l'évacuation de l'usine.* Et, là encore, le rapport de force ne doit pas être conçu coomme une notion « technique », purement «militaire», mais comme lié à la mobilisation de masse locale, à sa combativité, et à l'ampleur de la solidarité.

Le même problème s'est posé l'année dernière, lors de la grève du Joint Français de St Brieuc. L'usine était occupée par les flics. Des bagarres avaient eu lieu sans arrêt autour de l'usine entre CRS et jeunes travailleurs justement exaspérés. Des grévistes avaient été blessés. Quel parcourt devait suivre l'énorme manifestation de masse qui suivit ces événements : vers la mairie, ou vers l'usine ? Il ne fait pas de doute que les forces étaient alors suffisantes pour faire une démonstration jusqu'à l'usine.

A Besançon aussi l'occasion a été manquée de *marquer le coup* face au pouvoir et au patronat. C'est à ce manque qu'ont tenté de répondre, instinctivement, tous ceux qui sont montéés à Palente ces soirs-là Ces affrontements ont montré qu'une partie de la classe ouvrière cherchait confusément à rompre avec les traditions pacifistes inculquées par les rééformistes ; elles ont prouvé que des centaines de travailleurs d'usines les plus diverses étaient prêts à dé fier la police bourgeoise et à se battre physiquement contre elle.

Mais en l'absence de toute perspective, ils prenaient aussi l'allure de gestes de désespoir dont le but n'était pas vraiment la reconquête de l'usine, mais la volonté de marquer son hostilité à la répression policière. Leur répétition plusieurs soirs de suite sans aucun débouché a très vite permis leur dégénérescence et les tentatives réelles de provocations de les utiliser. Mais c'est là la paille qui ne doit pas cacher la poutre.

S.T.

la faucille et le marteau

larzac, 25-26 aout 73

2500 personnes annonçaient presse et radio vendredi soir à la stupéfaction des dizaines de milliers de participants; de 30 à 50 000 étaient ils obligés d'admettre dés samedi. Au delà de cet énorme désavoeu de l'information officielle, les commentateurs n'ont voulu voir que le nombre, l'aspect vestimentaire, le décor, la description d'une vaste et joyeuse kermesse.

Le rassemblement du Larzac fut cela (pourquoi pas ?) et autre chose :UN POINT DE CONVERGENCE DES LUTTES DE L'ETE, un formidable symbole de la rentrée sociale.

UN MELTING-POOT POLITIQUE ?

Etaient physiquement présents sur les Causses du Larzac non seulement les 103 paysans qui refusent l'expropriation militaire, et disent non au refus du permis de construire une bergerie, non seulement la masse des militants anti-militaristes mais aussi 200 travailleurs de chez Lip, ovationnés et accueillis au chant de l'Internationale, les ouvriers du comité de grève de Pechinay-Noguéres, les représentants de Romans... c'est-à-dire, au delà des multiples délégations ouvrières et paysannes descendues de tous les coins du pays, la présence politique et physique d'une large partie de l'avant garde ouvrière et paysanne venue camper fraternellement en présence de l'extrême gauche révolutionnaire, hors du cadre et sans l'égide du réformisme organisé traditionnel.

Un journaliste bien attentionné aurait pu voir en ces deux journées un vaste melting-poot politique des luttes de classe significatives de ces derniers mois, voire de ces dernières années. Et il aurait pu énumérer (c'est une méthode simple qui a son intérêt) : les multiples délégations ouvrières de nombreuses entreprises asphyxiées d'Occitanie, réduites au chômage et à la spéculation immobilière et dont les combats « échappent » à la grande presse, les paysans du Var en lutte contre le camp militaire du plateau de Canjuers, les paysans bretons de la « guerre du lait » et des affrontements contre les cumulards et les expropriateurs et dont certains représentants inculpés, les paysans alsaciens qui ne veulent pas se sacrifier pour l'autoroute des trusts, les travailleurs immigrés, la jeunesse anti-militariste, le CDA et ses nombreux sketchs très fréquentés, le CAM, le GARM, etc... , les militants d'extrême-gauche : Rouge dont le stand se remarquait par l'affluence de ses visiteurs, LO, Révolution, l'AMR, le PSU, des délégations étrangères, notamment des militants irlandais contre qui, rappelons le, les troupes britanniques viennent s'entraîner au Larzac depuis 2 ans, enfin la masse importante des travailleurs de toutes professions parmi lesquels de nombreux jeunes ouvriers inorganisés, descendus de Paris et d'ailleurs, en moto, en stop, en train...

« LES FLICS HORS DE LIP, L'ARMEE HORS DU LARZAC »

Derrière ce mot d'ordre central, il y a aussi matière à énumération. Au creux des marches, à la tribune, les nombreux communiqués de soutien des délégations ouvrières et paysannes, des organisations politiques et anti-militaristes dont celui du Front des Soldats, Marins et Aviateurs révolutionnaires. En marche vers la Blaquière, dans l'immense cortège, les milliers de manifestants groupés derrière la banderole « Non à la dissolution de la Ligue Communiste », scandant « Libérez Rousset », les milliers groupés derrière les banderoles des CDA de Montpellier, Toulouse soutenant la lutte des soldats du 120ème RT de Fontainebleau, n'étaient pas les moins dynamiques.

Comment s'y retrouver dans tout cela ? Certes, le public, les organisations, les mots d'ordre étaient très composites :

Des non-violents aux groupes d'extrême gauche, des communiqués anti-militaristes et révolutionnaires au discours sifflé et hué du général de la Bollardière. A ce propos, on notera qu'il n'est pas sans importance qu'un ex-général vienne dire explicitement :« on m'a éduqué et j'ai cru pendant des années à une défense nationale contre les « pays communistes », j'ai compris que c'était une vaste mystification ».

Certes, au cours des forums de la journée de dimanche, animés par les paysans travailleurs (sur les luttes occitanes, bretonnes, sur les luttes ouvrières et paysannes et leurs rapports réciproques, sur la répression, sur l'armée) apparurent très nettement des différenciations dans les analyses et les objectifs. Ces différenciations traduisent une prise de conscience confuse et éclatée du processus de radicalisation de la période actuelle. Si elles mesurent les tâches à accomplir pour les militants révolutionnaires, elles sont aussi la marque d'un cheminement en masse vers la conscience révolutionnaire.

Aux discours de clôture de la Blaquière, entourant la reproduction d'un mouton du Larzac au centre duquel tournait une pendulette fabriquée par les travailleurs de LIP, en cadeau aux bergers de la Blaquière, la délégation des 200 fit ses adieux devant 50000 manifestants chantant l'Internationale debout. Mais ce symbole n'est pas seulement factuel et ces adieux étaient largement un « au revoir mes frères ».

C'est qu'en effet l'idée d'une marche sur Besançon, d'une ampleur encore plus grande que celle du Larzac, idée d'ailleurs répandue massivement sur le plateau par un tract des diffuseurs de Rouge, se popularise trés rapidement.

Et qu'en guise de conclusion, un militant paysan-travailleur, prenant à partie Marcellin, clame : « Tu voies Marcellin, nous sommes presque 100000 ici, demain si tu veux exproprier un paysan du Larzac, nous reviendrons et, si les travailleurs de LIP nous appellent, nous irons de même, et après-demain nous irons là où nous appellerons d'autres travailleurs en lutte », il n'y a pas seulement dans un tel discours l'expression d'une solidarité active des luttes, il y a surtout et c'est capital, la prise de conscience d'un rapport de force nouveau qui s'établit entre le pouvoir et les travailleurs.

De même le trait d'union établi par les orateurs entre l'illégalité des travailleurs de LIP et la construction illégale (sans le permis de construire qui fut refusé) de la bergerie de la Blaquière, n'est pas seulement symbolique. Il marque les méthodes de lutte nouvelles qui gagne nt les masses et qui impulsent ce changement qualitatif du rapport de force.

interview d'un responsable

« Les paysans travailleurs nous ont donné un bon coup de main » dit la chanson des paysans du Larzac !

Qui sont ces paysans travailleurs ? Au point de départ des paysans travailleurs, une pratique syndicale, en rupture avec celle des organisations nationales de paysans se développe d'abord dans l'ouest puis dans d'autres régions. A certains moments ceux qui posent les problèmes des agriculteurs en des termes nouveaux ont besoin de coordonner leurs actions : Vent d'Ouest, initialement journal du CRJAO qui était la structure régionale du CNJA dans l'ouest, deviendra en février 1972 l'organe de la tendance Paysans Travailleurs. Pour ceux-ci, l'agriculteur dispose de sa force de travail. Il est exploité différemment certes de l'ouvrier mais par les mêmes, c'est-à-dire non seulement par l'agriculteur capitaliste mais par le système capitaliste dans son ensemble. Par là, il sera solidaire des ouvriers en lutte.

Il y a quelques mois, les Paysans Travailleurs du Poitou Charente ont quitté le CNJA estimant ne plus pouvoir y travailler pour s'organiser de façon indépendante.

Où en est donc cette organisation de paysans qui a su en cette fin de mois d'août rassembler une foule de plus de 50 000 participants au Larzac pour soutenir le combat des 103 paysans du Larzac menacés d'expulsion par l'extension d'un camp militaire ?

C'est ce que nous avons demandé à un responsable, militant du Poitou Charente.

Q.— : Comment s'organisent les paysans travailleurs ?

R.— : En Poitou-Charente, lespaysans qui participent aux luttes sont majoritairement des paysans de plus de 35 ans. Ceci parce que beaucoup de jeunes ne s'installent plus. Or, les statuts des CDJA ne leur permettent pas de s'exprimer à cause de leur âge, puisqu'il s'agit d'un syndicat de « jeunes agriculteurs ». Ajoutée à cela, l'étiquette de CDJA était de plus en plus péjorative pour la menée des luttes.

On a donc été contraint de s'organiser différemment, d'autant plus qu'on commençait à dire des choses qui ne plaisaient pas aux organisations professionnelles et qu'on nous a coupé les vivres en espérant nous saper. Seulement, on a riposté. Il ne suffisait pas d'être sur des positions défensives et de protester contre le fait qu'on ne nous donnait plus d'argent. Cela nous a permis de démontrer avec preuves à l'appui la nature de ces organisations. Mais, parallèlement à cela, on a quitté ces organisations pour se regrouper sous la forme d'un syndicat de classe. On sait que tous les paysans n'ont pas les mêmes intérêts. Cela nous a conduit à dire que la classe la plus exploitée s'organise pour mener ses propres formes de lutte et recherche dans la lutte ses alliés objectifs qui permettront un jour de fonctionner sur d'autres bases.

On pense que parmi les travailleurs, la prise de conscience de son exploitation doit être la *première étape*. Dans un second temps, l'organisation politique ne pourra plus être une organisation politique corporatiste, mais une organisation politique regroupant l'ensemble des paysans. Pour nous, le problème de l'organisation politique se pose donc à un second niveau.

QU'EST CE QUE LES PAYSANS TRAVAILLEURS

larzac, 25-26 aout 73

Q.— : Les paysans sont pour toi divisés en deux classes, les uns qui rallieront la bourgeoisie ou qui l'ont déjà ralliée, les autres qui sont du même côté que la classe ouvrière. Le problème est de savoir s'il est possible de créer et de faire vivre une organisation syndicale de paysans pauvres comme une organisation syndicale ouvrière, c'est à dire sans présupposés politiques ? Sans que cette organisation pose le problème du socialisme ?

R.— : Les paysans qui luttent chez nous ne luttent pas nécessairement pour le socialisme : ils n'ont pas une théorie cohérente sur un certain nombre de problèmes, ils luttent sur des choses qu'ils voient concrètement tous les jours : c'est le marchand de bestiaux qui rachète leurs terres, c'est la coopérative ou l'entreprise qui ne leur paie pas le lait. Ils luttent là-dessus et à travers ces luttes, ils comprennent un certain nombre de choses. Je crois que c'est cela l'aspect essentiel, et dans les luttes, ils sont amenés à s'organiser de façon collective. Il n'y a pas d'appareil administratif, d'appareil technocratique. Ils n'ont pas un programme conçu à l'avance, c'est au fur et à mesure de ces luttes que s'élabore un certain nombre de choses, au fur et à mesure que progresse la prise de conscience. La forme d'organisation, même si le contenu est un peu différent suivant les régions, est en quelque sorte acquise et elle va s'élargir et se développer dans les jours prochains.

Par exemple, en Poitou-Charente, spontanément, on a pris contact, et aussi dans des départements limitrophes, avec des gens qui n'étaient dans aucune organisation parce qu'ils pensaient que la plupart d'entre elles étaient de la « merde » au service de la bourgeoisie.

Ces gens-là commencent à nous connaître et nous demandent comment on est organisé concrètement.

Autre exemple, j'ai contacté juste avant la marche des gens du Massif Central qu'on ne connaissait pas ou très peu et qui sont décidés à s'organiser.

Il faut ajouter que le phénomène de classe en agriculture n'est pas simple. Des petits paysans véhiculent les idées de la bourgeoisie, croyant qu'ils sont des petits entrepreneurs et l'astuce de la bourgeoisie actuellement est de plus en plus nette, elle met à la tête des organisations bourgeoises des petits paysans, ce qui fait que quand on dit il y a des *petits* des *moyens*, des *gros* paysans, on trouve en face de nous la bourgeoisie par le biais de ces organisations qui développent les idées fausses de la bourgeoisie. On peut espérer que au fur et à mesure des luttes, on pourra enrayer la progression de ces idées, mais cela n'est pas simple, on assiste encore à des luttes où des paysans interviennent pour débloquer des grèves.

L'étape d'aujourd'hui est importante, on verra de moins en moins des paysans brisant les grèves d'ouvriers. Maintenant, il y a une perspective : celle des paysans travailleurs.

Q – :Au début, il y avait un paradoxe dans la mise en place du mouvement paysan travailleur. Il était au début composé de gens qui n'étaient pas de gros paysans, mais qui avaient développé leur exploitation, qui avaient capitaliser pas mal, qui s'étaient soumis au progrès technique et pouvaient espérer devenir des chefs d'entreprise dans un délai plus ou moins long, on a des exemples connus, d'autres moins. Il y a donc là un paradoxe. Qu'en penses-tu ?

R.— : Voilà comment on découpe la paysannerie, peut-être un peu arbitrairement.

D'une part la grosse paysannerie qui touche des subventions et... qui a de grandes surfaces et emploie des ouvriers. Ceux-là sont nos ennemis, on les connait bien, c'est clair.

Tout à fait en-dessous on a les petits paysans très pauvres.

Entre les deux, il y a une grande couche intermédiaire qui représente quelquechose d'important, ceux-là sont les modernistes. C'est de là qu'est parti, on peut le dire, le courant des paysans travailleurs. On peut l'expliquer car c'est sur eux que le système s'est appuyé pour faire passer toute son idéologie et ses illusions en montrant le progrès et la réussite de quelques uns pour faire croire que tous les autres pouvaient en faire autant. Cependant, il y eut quelques élus, mais tous les autres sont déçus et de là est né le courant, à partir de la confrontation des paysans avec les règles du capitalisme sauvage.

Paysan-travailleur est actuellement organisé sur des bases syndicales de caractère anti-capitaliste et ce ne pouvait être que cette frange de gens qui ont fait le pas vers le modernisme qui ont très bien assimilé le progrès technique et ont investi, qui puisse démarrer le mouvement des paysans travailleurs parce que ce sont eux qui sont confrontés aux règles du système capitaliste.

Ce ne pourrait pas être les petits paysans qui subissent le plus l'emprise idéologique du système et des notables, on le voit bien actuellement dans les pays sous-développés.

Ce ne sont jamais les plus pauvres. En Poitou-Charente, les plus pauvres se révoltent, mais ne s'organisent pas en mouvement révolutionnaire. Depuis 4 mois, toujours en Poitou-Charentes, des gens luttent avec des fusils face aux flics et ont tiré, ce sont des petits paysans qui ne sont jamais sortis de chez eux, mais cependant ils sont récupérés par la bourgeoisie : c'est le problème de la FFA.

En tant que paysans-travailleurs on a choisi de rester dans la lutte pour avoir un rôle d'explication à l'intérieur. Mais c'est évident que la petite paysannerie actuellement, si on veut la mobiliser sur des thèmes, ils seront politiquement de *droite* et ceci à un niveau très haut.

Q.— : Revenons au problème de la différenciation des niveaux de conscience. Je suis d'accord avec toi lorsque tu parles du niveau de conscience assez bas dans la démarrage des luttes.

Il n'empêche que le mouvement paysan-travailleur, au cours de la lutte est obligé de se poser des questions directement politiques, parce que les luttes des paysans s'affrontent tout de suite à l'Etat bourgeois. C'est le problème de la grève du lait l'an dernier. Il doit donc se poser des questions politiques, comment vois-tu cette réflexion politique. Se fait-elle à l'intérieur du mouvement où par jonction avec des organisations politiques ?

R.— : La première chose est qu'on ne distingue pas l'aspect syndical de l'aspect *politique*. Tout comportement, toute lutte, toute intervention, est pour nous un phénomène politique.

Tout ce qui est différent pour nous, c'est le niveau, c'est-à-dire, que les gens actuellement, si on veut s'appuyer sur eux et les mobiliser, ne le seront que si on dit des choses qui les concernent. On pourrait dire des très justes et que les gens combattrons. Il ne sert à rien d'avancer des choses d'un niveau de compréhension très élevé si cela n'est pas repris. Il faut chercher à voir ce qui peut mobiliser les gens et les faire progresser à partir de là.

On se pose le problème de l'organisation politique, comme tout le monde, comme tous les militants progressistes. Mais, on s'aperçoit qu'actuellement, il n'y a pas d'alternative politique, il n'y a pas de groupe politique constitué dans le sens où nous on l'entend, c'est-à-dire des groupes politiques structurés, ayant une pensée claire, regroupant des intellectuels, des étudiants, des travailleurs. Ce sont des actions comme celle de la marche sur le Larzac qui nous permettront d'aller vers cette organisation qui regroupera tous les gens, tous les travailleurs qui ont les mêmes intérêts. Mais pour l'instant, la vie politique en France est très sclérosée. On peut voter pour ceux-ci ou ceux-là, temporairement, pour des raisons tactiques, mais pour le mouvement paysan-travailleur, il n'y a pas d'alternative politique en France.

larzac, 25-26 aout 73

armée

R.A.S. AU REGIMENT (suite)

Un groupe de 9 soldats nous a fait parvenir la lettre suivante. Pour des raisons évidentes, nous respecterons leur anonymat.

Les brimades physiques n'existent plus dans l'armée. « R.A.S. » répond inlassablement le commandant lorsqu'il en est fait état. Pourtant, depuis onze jours qu'a été incorporée la classe 73-08, plusieurs faits scandaleux se sont produits au 5ème Régiment d'Infanterie, stationné au camp de Frileuse à 40 kilomètres de Paris. Nous, jeunes appelés, tenons à rendre publics ces faits, afin que les Français sachent dans quelles conditions s'accomplit bien souvent le service national.

A la 11ème Compagnie, après un discours violemment anti-communiste (en vertu de la neutralité politique !) et résumé au tableau noir par la devise « Travail, Famille, Patrie » (sic) (l'ombre du Maréchal plane toujours sur l'armée...), le capitaine commandant la compagnie s'est livré par trois fois à des sévices sur de jeunes recrues :

– Un soldat à été battu parce qu'il a osé réclamé le silence, en pleine nuit, au capitaine qui se livrait dans une pièce contigüe, à un véritable tapage nocturne. La victime a dû être soignée à l'infirmerie.

– Un soldat, dont nous tairons le nom, bien qu'exempté de longues marches par le médecin militaire, a été contraint de participer à une marche de nuit, au cours de laquelle il s'est effondré de fatigue. Il a été alors violemment battu par le capitaine et l'adjudant-chef et laissé sur place sans connaissance. Le lendemain, il fut transporté d'urgence, toujours dans le coma, à l'hôpital militaire de Versailles (marche ou crève...).

– Un troisième soldat, ne pouvant plus supporter les contraintes imposées aux jeunes recrues dans cette compagnie a tenté de se suicider en s'ouvrant les veines. Immédiatement après sa tentative, il a été molesté jusqu'à l'arrivée des infirmiers. Par la suite, le capitaine a réuni la compagnie pour villipender la « lâcheté » de ce soldat et annoncer publiquement qu'il serait traduit devant un tribunal militaire pour « avoir tenté volontairement de se soustraire aux obligations du service national ». Devant diverses protestations, cette menace a par la suite été levée.

A la deuxième compagnie de commandos, un sergent-chef, ancien légionnaire, se livre quotidiennement à des brutalités qui, pour êtres moins violentes, n'en sont pas moins inadmissibles. Il a par ailleurs soustrait le registre d'inscription à l'infirmerie, empêchant ainsi les soldats de se porter consultants. Cela lui a attiré des reproches de la part du commandant.

Nous esperons que la publication de ces faits incitera la population et le haut commandement à exercer un contrôle plus vigilant sur ce qui se passe à l'intérieur de certaines casernes afin que de telles exactions ne puissent plus se produire.

Le mouvement des lycéens contre la loi Debré a laissé quelques traces dans l'armee

manifestation contre la dissolution de la ligue communiste devant les casernes francaises de tubingen

Le 5 juillet, la section locale du GIM (Groupe Internationaliste Marxiste, section de la IVème Internationale) a appelé à une manifestation contre l'interdiction de la Ligue. Environ 200 militants des différentes organisations révolutionnaires y ont participé. Le cortège, après avoir traversé le centre de Tübingen, s'est dirigé vers les trois grandes casernes françaises. Des prises de parole, en français et en allemand, eurent lieu. Un numéro spécial de « Was Tun ? » a été distribué massivement à la population allemande, des tracts en français furent lancés aux soldats français par les fenêtres de la caserne. Ce matériel fut précipitamment ramassé par les gradés paniqués. La manifestation a fait halte devant chaque caserne et une prise de parole en français à l'intention des soldats a été faite. Le même soir, un meeting avec plus de 100 personnes a eu lieu à l'université. Quelques jours plus tard, un soldat français a abordé une camarade allemande en pleine rue pour lui dire que l'action avait eu beaucoup d'écho chez les soldats et qu'ils attendaient d'autres tracts et journaux sur les événements en France et la dissolution de la Ligue.

le groupe de Tübingen du GIM

MARSEILLE: contre la haine raciale

Ils soufflent le froid après avoir soufflé le chaud. Pendant deux jours, radios et journaux ont puissamment contribué à créer un état de psychose : « Marseille a peur ». La belle aubaine, la diversion inespérée, que l'émotion créée à Marseille par le meurtre d'un chauffeur d'autobus et qui pouvait détourner l'attention de la lutte des travailleurs de Lip, du climat social de la rentrée !

A Marseille même, 2 journaux se sont partagés le travail. Le « *Méridional* » appelait au meurtre. Le « *Provençal* » de Deferre constatait, sans porter de jugement, la montée de l'indignation populaire Il a fallu attendre ce mardi 28 août pour que le 1er secrétaire de la fédération du PS, Emile Loo, publie une mise en garde contre le racisme dans le *Provençal*.

La veille, *France-Soir* et les radios avaient changé de ton, lancé des appels au « calme » et à la « raison ». Sans doute était-il génant pour le pouvoir, après la collusion ouverte du 21 juin de se trouver mêlé par UJP et CDR interposés aux ratonneurs du Front National et de la CFT !

Mais pouvoir et patronat ont pu mesurer en ces quelques jours l'efficacité de l'intoxication raciste. Aux organisations ouvrières de prendre la mesure du danger !

Ces dernières journées à Marseille ont révélé combien est profond le racisme latent et comment un fait divers monté en épingle peut faire enfler une vague xénophobe, peut créer au coeur de la population des réflexes de peur, de haine, d'autodéfense raciale. Les têtes suivent quand les ventres s'affolent, et pas seulement dans la petite-bourgeoisie commerçante et chez les employés, mais aussi dans des couches importantes du prolétariat.

LA RIPOSTE

L'UD-CGT a pris en charge avec l'intersyndicale des traminots l'organisation des obsèques d'Emile Guerlache. Elle a ainsi contribué à éviter qu'un caractère raciste et vengeur ne soit donné par certains à cette cérémonie (le risque était réel, la corporation des traminots étant profondément touchée par le meurtre). Cela était juste, cela était de sa responsabilité élémentaire. Elle donne à ce drame un prolongement revendicatif, contre la conduite à agent seul, pour assurer la sécurité.

Mais ce travail n'a pas été accompagné d'une nécessaire campagne militante contre le racisme dans les entreprises et dans la rue. Campagne vigoureuse de dénonciation et d'explication, pour l'unité du prolétariat français et immigré contre leur seul ennemi : le patronat.

Les déclarations de presse de l'UD-CGT sur ce thème, noyés dans un pathos humaniste et pleurnichard, ont tenu lieu de campagne et quelques éditos anti-racistes de la « Marseillaise ».

Ainsi désarmée face à la vague raciste, la bureaucratie syndicale a été amenée à un recul sur le terrain du soutien aux luttes. L'UD-CGT a annulé la manifestation pour Lip, organisée et préparée avec la CFDT, le mardi 28 à cause de « l'atmosphère de pogrom suscitée par les mouvements racistes », précise le communiqué de l'UD, la campagne raciste devenant prétexte à renoncer à une manifestation de solidarité ouvrière, le seul terrain sur lequel une riposte anti-raciste est efficace !

Seule la CFDT, Révolution !, les lecteurs et sympathisants de « Rouge » défilèrent à 500 sur la Canebière, puis traversèrent le quartier arabe aux cris de « travailleurs-français, immigrés : Solidarité » !

Organiser sur une grande échelle une campagne d'explication et de mobilisation anti-raciste, c'est la tâche des révolutionnaires. Tâche urgente devant un péril inquiétant.

correspondant par téléphone le 28.8.73

ILS TUENT

Le 25 août- **Un Nord-Africain *tué* et deux blessés par balles dans un café du Perreux.**

Le 27 août- **Marseille. Un immigré trouvé mort, avec cinq balles dans le corps à l'entrée de l'autoroute-nord.**

Le 28 août- **Marseille. Un jeune Arabe de 16 ans tué par une rafale tirée d'une voiture. Dans le même quartier, un Arabe est blessé d'une balle dans le pied.**

Le 28 août- **Un algérien abattu devant un foyer en Moselle.**

Les fascistes se croient revenus au beau temps des ratonnades. Ces crimes ne resteront pas impunis.

HALTE AU RACISME!

La vermine s'étend. La multiplication et la simultanéité des agressions contre les travailleurs immigrés ne laissent aucun doute : il ne s'agit nullement de faits isolés, œuvre de quelques excités. Non. Nous avons à faire face à une véritable campagne raciste, chauvine, xénophobe.

« Assez de voleurs algériens, assez de casseurs algériens, assez de fanfarons algériens, assez de trublions algériens, assez de syphillitiques algériens, assez de proxénètes algériens, assez de fous algériens, assez de tueurs algériens », écrit *Le Méridionnal.*

Quand on en arrive à ce stade de haine, la violence physique succède à la violence verbale, les paroles se traduisent en actes : le pogrom, le lynch ne sont pas loin.

Salah Bougrine, l'Algérien meurtrier du chauffeur de bus marseillais, a été à moitié lynché par la foule : il est toujours dans le coma. *Le Figaro*, qui s'en émeut, dénonce cette nouvelle loi du talion.
Il est temps !

A Ivry, un ouvrier portugais, frappé par une bande de nervis, se jette dans la Seine où il se noie.

A Grasse, les commerçants font la chasse à l'Arabe.

A Cagnes-sur-Mer, six Nord-Africains sont gravement blessés au cours d'une attaque.

A Ollioules, près de Toulon, une attaque similaire a lieu contre des travailleurs immigrés.

A Toulouse, des paras ratonnent les Arabes dans le centre de la ville.

Un jeune Algérien est abattu à Marseille.

Partout, des incidents multiples reflètent le racisme quotidien. Presque toujours, à l'origine des incidents, on trouve les charognards fascistes.

A Grasse, les commerçants ont été manipulés par Ordre Nouveau. A Ollioules, les ratonneurs étaient dirigés par des membres du SAC qui réclamaient « un assainissement national passant par le four crématoire » (Le Monde, 28 août). A Marseille, un certain Comité de Défense des Marseillais s'est « spontanément » créé après le meurtre au cri de *« Marseille ne sera pas Harlem »*. C'est sans doute spontanément que ce comité a élu domicile au siège du Front National, paravent transparent d'*Ordre Nouveau*. Comme par hasard, tous les groupes fascistes appellent à la manifestation de ce fameux Comité de Défense.
Les choses sont claires !

Encouragée par une politique gouvernementale de renforcement du contrôle policier et des expulsions (les mesures transitoires de Gorse prennent fin le 30 septembre), une campagne raciste de grande ampleur se développe en France. Mais ne nous y trompons pas. Si la gangrène gagne si rapidement, c'est que les conditions sont propices. Il n'y a pas de fumée sans feu. Le racisme est inhérent au système capitaliste qui a besoin de dresser les peuples les uns contre les autres, les travailleurs les uns contre les autres, pour leur faire oublier leur exploitation commune. A l'heure où, dans toute l'Europe, les luttes ouvrières se durcissent et menacent le pouvoir bourgeois, celui-ci ressort la vieille recette éculée du « diviser pour mieux régner ». L'excitation à la haine raciale est d'autant plus dangereuse que nous savons combien le racisme latent imprègne la vie quotidienne, y compris, hélas, dans la classe ouvrière.

La Ligue Communiste a été interdite pour avoir manifesté, malgré les flics, contre un meeting raciste qui marquait le début d'une campagne « contre l'immigration sauvage ». Il n'a pas manqué alors de bonnes âmes pour reprocher aux militants de l'ex-Ligue d'avoir été se fourvoyer dans une action minoritaire.

Les quelques semaines qui viennent de s'écouler, cette flambée de violence raciste, entretenue et orchestrée, ont montré à quel point cette manifestation « minoritaire » était justifiée et indispensable. Plus que jamais doit se développer la solidarité de classe avec nos camarades travailleurs immigrés. Plus que jamais doit se mettre en place le front uni des organisations démocratiques et révolutionnaires pour combattre la vermine raciste.

POURQUOI L'IMMIGRATION ?

L'immigration ne trouve pas ses racines dans la bonne ou la mauvaise volonté des hommes : les flux migratoires sont le produit direct des inégalités de développement économique entre différents pays (1). En règle générale les classes possédantes des pays développés comme celles des pays colonisés y trouvent leur compte :

Pour les exploiteurs des pays d'origine : elle réduit à peu de frais un chômage endémique lié à la sous-industrialisation sans créer d'emplois nouveaux ; elle fait rentrer chaque année plusieurs dizaines de milliards d'anciens francs (devise forte) pour un pays comme l'Algérie par exemple.

Pour les exploiteurs des pays d'accueil : elle offre une main-d'œuvre commode : *« La présence de cette immigration donne à notre économie plus de souplesse, s'agissant de gens très mobiles, acceptant de changer d'entreprise, de région et le cas échéant, de devenir des chômeurs indemnisés (sic).*

L'immigration est encore plus fructueuse dans la mesure où elle permet à notre pays d'économiser une partie des frais d'éducation et de mieux équilibrer les charges de la nation : jeunes, immigrés, apportent souvent plus de cotisations qu'ils ne reçoivent de prestations. »

« Usine Nouvelle », journal patronal (26.3.70)

Voilà pourquoi le patronat a besoin des 3.500.000 travailleurs immigrés qui sont arrivés aujourd'hui en France, chassés de leur pays par la misère ou le chômage. Leur migration est à la fois un produit du développement capitaliste et une aubaine pour ceux qui en profitent.

POURQUOI UN CHANGEMENT DANS LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT A CE PROPOS ?

Depuis les origines du gaullisme l'immigration clandestine fut tolérée, sinon encouragée par le gouvernement :

– en 1956, 80 % des immigrés étaient introduits en France par l'ONI (Office National de l'Immigration) et 20 % y arrivaient clandestinement.

– En 1970, l'ONI faisait rentrer 20 % des travailleurs étrangers et on comptait 80 % d'entrées clandestines.

Ainsi, pendant des années, tout comme la traite des blanches, l'immigration clandestine constitua une industrie discrète, mais florissante. Il est vrai qu'elle nourrissait des corporations entières : depuis les « passeurs », jusqu'à ceux qui procuraient des papiers à prix d'or, en passant par les marchands de sommeil... Rien que pour parvenir physiquement à destination, des travailleurs versaient parfois jusqu'à l'équivalent d'un an de salaire.

Le gouvernement fermait les yeux, bienveillant. Certains fonctionnaires tendaient même la main... Que ceux qui font semblant de découvrir aujourd'hui l'immigration clandestine ne jouent pas les Sainte-Nitouches.

« Clandestins » ? Il faudrait s'entendre. Si la police française peut faire merveille pour découvrir 10 grammes d'héroïne dans un talon de chaussure, comment ne voit-elle pas ces milliers d'hommes qui traversent les frontières ? Comment ne peut-elle repérer 500 tunisiens qui débarquent d'un coup à Marseille ? ». Sally N'Dongo posait la question dans le *Nouvel Observateur* No 456. Elle mérite de l'être en effet.

Aujourd'hui le gouvernement part en guerre contre l'immigration clandestine et prévoit un renforcement du contrôle de l'Etat sur la venue en France de travailleurs étrangers. On parle de « mettre fin à un scandale », d'« améliorer le sort des immigrés ». Mais derrière les bons sentiments de Fontanet et l'« humanisme » fielleux de Marcellin, il y a des raisons économiques et politiques profondes :

– La réorientation énergique vers une politique de contrôle de l'immigration par l'Etat bourgeois a été justifiée par l'augmentation du chômage (qui a atteint en 72 le chiffre le plus élevé depuis la seconde guerre mondiale. Fontanet l'a dit très clairement pour justifier sa circulaire scélérate :

> *« Le gouvernement va prendre des mesures pour réduire l'érosion du plein emploi (...). Il est évident qu'en période de moindre appel de la production, il serait anormal et contraire à l'intérêt des travailleurs étrangers de les faire entrer en France pour les condamner à devenir chômeurs ».*

– Mais la France a été épargnée par la récession qui a touché d'autres pays européens. Le volume du chômage a légèrement diminué tout en se stabilisant à un niveau très élevé. Le gouvernement n'en a pas moins poursuivi sa politique en prévision d'échéances économiques plutôt sombres dans un contexte international très tourmenté.

La peur d'une crise possible dans des délais assez rapprochés avec de nouveau une flambée de chômage dicte sa conduite. Il veut se donner les moyens d'éviter l'exemmple de l'Allemagne : en 1966, le gouvernement allemand confronté à une récession économique avait fait expulser 220.000 travailleurs immigrés. Fontanet-Marcellin marchent sur ses traces.

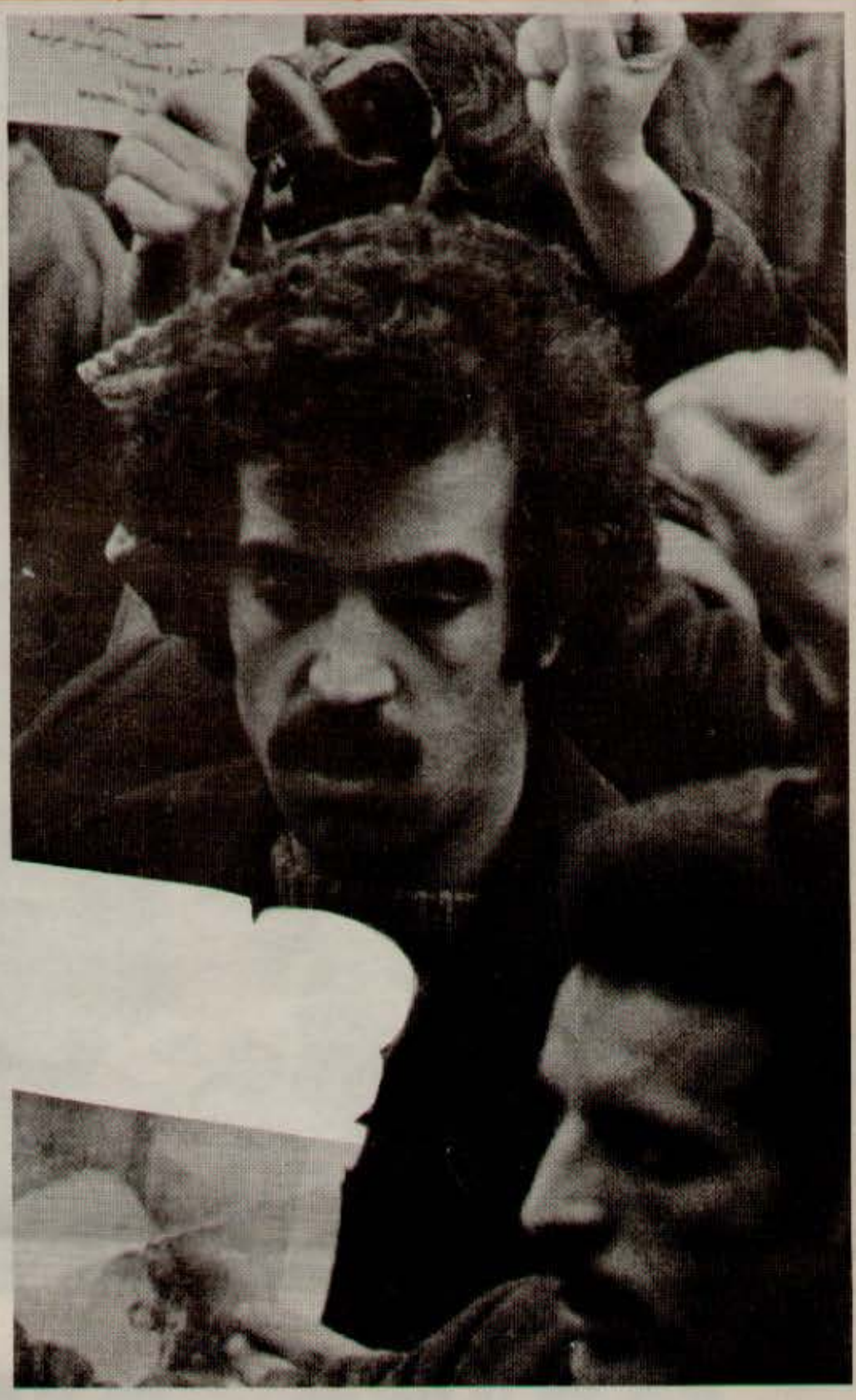
– Mais ce n'est pas la seule raison. Une politique semblable tend à être appliquée depuis quelques années dans presque tous les pays d'Europe. En France, même bien avant la circulaire Fontanet avait paru la circulaire Schumann du 29 juillet 68 qui en jetait les 1éres bases. Il est évident qu'un contrôle efficace de l'immigration offre au capitalisme avancé de grands avantages : non seuleement celui de mieux peser sur le marché du travail et d'en adoucir les fluctuations, mais aussi, celui de fixer les immigrés dans une branche professionnelle particulière, de museler par un contrôle policier leurs activités politiques ou syndicales, de manipuler l'introduction d'immigrés exactement comme l'importation de vulgaires marchandises : en choisissant les nationalités présumées les moins remuantes et lees plus facilemment exploitables (les Turcs par exemple) et même en réglant d'Etat à Etat le volume du contingent d'immigrés pour le réduire ou l'augmenter au fil des relations diplomatiques (cf. l'Algérie).

C'est pourquoi, derrière les bavardages idéologiques, l'orientation vers un contrôle policier accru a déjà bien commencé à passer dans les faits : aux frontières, on annonce un renforcement du filtrage grâce à des équipes de CRS, pour l'année 1972 – selon le journal patronal d'extrême-droite *Valeurs actuelles* – l'immigration clandestine est passée à 44 %. Prés de 38.000 immigrés en « situation irrégulière » ont été refoulés.

QUEL EST LE ROLE EXACT DES GROUPES FASCISANTS DANS CE CONTEXTE ?

Le racisme ne date pas d'hier. Il y a toujours eu des groupes d'extrême-droite prêts à casser du « bougnoul », du juif, ou du gitan, au nom d'une philosophie politique préchant la pureté de la race.

Depuis la fin de la guerre d'Algérie et surtout depuis mai 68, ils sont en complète perte de vitesse. Et la lutte antifasciste résolue d'une partie de l'extrême-gauche n'y a pas peu contribué.



« Occident » ou autre « Ordre Nouveau » n'ont pas souvent fait recette.

Mais des conditions existent aujourd'hui pour un regain d'activité dans ces eaux troubles sur des thèmes xénophobes. Le meeting du 21 juin à la Mutualité « contre l'immigration sauvage » en était un indice sérieux.

La politique actuelle du gouvernement permet en effet aux fascistes et racistes de tout poil à la fois d'y trouver une couverture et d'apparaître comme ceux qui poussent cette politique jusqu'à ses plus extrêmes conséquences : les « vrais » défenseurs du contrôle, les « vrais » ennemis de l'immigration clandestine. La similitude des thèmes développés est en effet frappante : Messmer a beau dire à la télé que la propagande pour ce meeting était raciste, la nauséabonde expression d'« immigration sauvage » n'est pas d'« Ordre Nouveau », mais bien de... Gorse lui-même qui *une semaine avant ce meeting nazi* disait dans une circulaire aux préfets : *« Il ne saurait être question désormais de tolérer la persistance d'une immigration anarchique et sauvage »* ! Est-il besoin de faire de larges commentaires ?

Mais l'affaire de Grasse, comme celle de Marseille ajoutent à cela des éléments nouveaux : à côté de groupuscules traditionnels d'extrême-droite on a vu entrer en action d'autres forces comme le CDR des Bouches-du-Rhône qui publie un communiqué tonitruant pour demander au gouvernement *« de prendre enfin des mesures pour que cesse une immigration incontrôlée dont se servent sans vergogne les syndicats à la solde de Moscou » (sic).*

Il ne s'agit pas simplement de «bavures» logiques émanant de la piétaille militante des hommes de mains de l'UDR. C'est peut-être l'amorce d'une polarisation à droite qui s'exerce au sein même de certains courants de la majorité et

CONTRO
L'IMMIG

5 QUES

5 REP

(1) Il n'est pas question ici de l'immigration politique qui ne représente en France qu'un faible % de l'immigration globale.

LE DE RATION TIONS ONSES

qui prépare – pour l'après Pompidou – une relève encore plus musclée. L'hystérie raciste peut donner un ciment idéologique à toute une racaille disparate, inquiète devant la montée des luttes ouvrières, en particulier celle des immigrés et les difficultés du gouvernement à appliquer une politique cohérente.

C'est pourquoi, une affaire comme celle de Marseille doit être prise au sérieux. Bien sûr les conditions pour que soit réalisée une telle opération, en montant en épingle un fait divers, étaient favorables : la présence de nombreux « pieds-noirs » dans tout le midi, concentrant un public réceptif.

Mais il faut suivre de près ce qui s'est passé là-bas (en particulier la tentative d'embrigadement d'une clientèle populaire dans un organisme comme le « Comité de Défense des Marseillais ») dont la devise est « Marseille ne sera pas Harlem ».

QUELLE EST LA POSITION DU PC SUR LE CONTROLE DE L'IMMIGRATION ?

La position du PCF a beaucoup changé au cours de son histoire. Mais, dans la dernière période, elle n'a pas varié : elle est claire et cohérente avec ses perspectives politiques réformistes :

* *Le PCF réclame un contrôle de l'immigration par l'ONI :*

La position actuelle du gouvernement est définie avec netteté par Gorse dans un interview au journal patronal « Entreprise,» (14-20 Août 1973) :

> *« Il s'agit d'abord de renforcer le contrôle des pouvoirs publics sur l'entrée des travailleurs étrangers en France afin de maîtriser et de limiter les flux migratoires. Une telle action suppose que l'on renforce les moyens mis à la disposition de l'Office National d'Immigration. »*

Or le PCF se référant à la période de l'après-guerre ou des ministres communistes étaient au gouvernement, demande lui aussi une « planification de l'arrivée des immigrés », une « extension des pouvoirs de l'ONI ».

Il se démarque seulement du pouvoir en affirmant qu'il est pour la « démocratisation » de l'Office et la réalisation de mesures sociales. Cette demande de « démocratisation » traduit un regret des années où patrons, gouvernement et directions syndicales décidaient en commun du volume et de la « qualité » de l'immigration. Loin de contrer les projets gouvernementaux, elles vont au-devant des désirs d'un Gorse, qui cherche précisément à « mouiller » les syndicats en les associant aux mesures de contrôle qui provoquent l'hostilité de la masse des immigrés : *« J'ai l'intention d'associer les partenaires sociaux à la mise en œuvre de la politique d'immigration (...) j'ai décidé d'instituer auprès du président du Conseil d'Administration de l'ONI, une comission consultative comprenant des représentants des partenaires sociaux et qui pourra être consultée sur toutes les questions intéressant l'Office ».*

(« Entreprise » le 14-20 août 1973)

* *Le PCF est pour la limitation du pourcentage d'immigrés dans la population française.*

Il n'est pas surprenant de voir un ministre appeler à son secours la sociologie bourgeoise pour parer de vertus scientifiques une politique froidement calculée en fonction des intérêts du capital. Ainsi Gorse déclare gravement :

« On ne peut nier que dans certains cas, le seuil de tolérabilité *(sic) soit atteint. »* Mais que des centaines de milliers d'immigrés crèvent la faim, payés moins que les autres, logés dans des conditions innommables, voilà une chose qui n'a jamais empêché Gorse de dormir. C'est pleinement tolérable...

Mais ce qui est nettement plus inquiétant, c'est de voir le PCF faire appel aux mêmes critères pseudo-sociologiques : le 10 juillet 73, 15 jours après le meeting d'Ordre Nouveau à la Mutualité, « L'Humanité » se pose la question : *« les sociologues ne disent-ils pas qu'à partir de 17 % le seuil d'incitation au racisme est franchi ?* (sic). ».

Et le même article cite en exemple la courageuse action de Joseph Blanchar, maire PCF de Saint-Martin-d'Hyères, dans une commune où le pourcentage d'immigrés est de 22,2 % !. C'est encore ce genre de considérations qui fait demander avec insistance aux maires PCF une limitation à 15 % du nombre d'immigrés par commune pour ne pas alourdir les charges et pour éviter d'atteindre le fameux « seuil ». Ce qui revient à réclamer de l'Etat bourgeois qu'il ventile impérativement les immigrés dans les communes par de savants dosages, c'est-à-dire en fait qu'il limite leur liberté de circulation sur le territoire...

Il y a là dans toute sa nudité une politique réformiste qui déserte tout point de vue de classe pour adopter le vocabulaire de l'« intérêt national » ou même de « l'intérêt communal ». La dernière résolution du BP du PCF « pour une solution démocratique des problèmes de l'immigration » du 13 juillet commence par ces mots : *« la France compte 4 millions d'immigrés... »* Une politique qui se manifeste par mille mesquineries et mille sous-entendus : témoin ce projet de loi déposé en avril qui donne à l'immigré le droit « d'être entendu » (sic) par une commission composée de magistrats, de fonctionnaires des préfectures et de représentants des organisations syndicales ouvrières » avant de se faire expulser... Ce même projet donnant un statut privilégié aux *« étrangers ayant un conjoint ou un enfant français », à ceux qui se sont battus « dans l'armée française ».* Lors des guerres coloniales sans doute ? Incroyable mais vrai ! Cette politique abouti à désarmer les travailleurs, au moment précis où se produit cette poussée de racisme qui se fait de la question du contrôle un véritable étendard.

QUELLE EST LA POSITION DES REVOLUTIONNAIRES SUR LE CONTROLE DE L'IMMIGRATION

Les débats sur le contrôle de l'immigration ne sont pas chose nouvelle dans l'histoire du mouvement ouvrier.

Entre la CGT et la CGTU (entre 1921 et 1935) des polémiques se sont succédées :

– La CGT réformiste de Jouhaux défendait le contrôle de l'immigration par des organismes tri-partites. Position soutenue par le PCF aujourd'hui.

– La CGTU de Frachon (dirigée par le PCF) y était violemment opposée.

En 1931, en pleine crise économique, au plus fort de la vague xénophobe, la CGTU défendit des positions internationalistes sur l'immigration : contre toute réglementation de la main d'œuvre étrangère en système capitaliste, libre jeu des courants migratoires, embauchage libre, suppression des contrats draconiens qui assujetissent la main d'œuvre étrangère au patronat, même droits de secours de chômage aux ouvriers étrangers afin de sauvegarder les droits et le travail de tout le prolétariat, suppression de tous les bureaux et offices de recrutement de la main d'œuvre étrangère, droit pour l'ouvrier immigré de changer à son gré de profession.

Les termes de ce débat ne sont pas aujourd'hui fondamentalement modifiés :

– Réclamer le contrôle de l'Etat bourgeois sur l'immigration, demander l'extension des pouvoirs de l'ONI dans une période où le chômage menace, c'est s'engager sur une terrible pente savonneuse : le contrôle de l'Etat aujourd'hui, cela ne peut rien vouloir dire d'autre que le renforcement des CRS aux frontières, l'existence d'investigations plus poussées de la police, un pouvoir accru des commissariats sur la main d'œuvre immigrée, le feu vert à la répression sous toutes les formes.

Réclamer le contrôle de l'Etat, c'est avaliser de fait les *critères* de contrôle, reconnaître le droit à sa bourgeoisie de choisir les étrangers les plus jeunes et les plus robustes, de faire jouer l'immigration comme un régulateur de marché, etc...

– Quant à demander le contrôle *tripartite* patrons-syndicats-gouvernement, cette revendication est l'image même de la collaboration de classe. Elle conduit les dirigeants syndicaux nationaux à discuter en commun avec leurs exploiteurs : combien « notre » économie a-t-elle besoin d'immigrés ? Où va-t-on les mettre ? Dans quel pays les chercher ? .

Les travailleurs n'ont rien à gagner à ce genre d'« union sacrée ».

La clarté des positions sur le contrôle de l'immigration est décisive dans toutes les luttes d'aujourd'hui :

* C'est parce qu'il avait une position en faveur du contrôle que le PCF après la parution de la « circulaire Fontanet » a d'abord commencé par souligner ses « aspects positifs » pour la critiquer ensuite, devant la montée des luttes d'immigrés.

* C'est parce qu'ils n'avaient aucune position bien définie que des militants sincères au premier rang de la lutte contre la circulaire Fontanet, avaient proposé de régulariser la situation des grévistes de la faim en *incluant leur nombre dans les contingents de l'ONI*, ce qui revient à retomber dans la logique réformiste de contrôle de l'Etat.

C'est pourquoi, la seule position de classe qui considère les intérêts généraux du prolétariat et non ceux qu'on suppose être de la main d'œuvre nationale, la seule position politiquement défendable pour des militants révolutionnaires, c'est le refus de tout contrôle de l'immigration, le libre jeu des courants migratoires et la lutte acharnée pour l'égalité des droits entre travailleurs français et immigrés.

DISSOLUTION DE L'ONI
TRAVAILLEURS FRANÇAIS-IMMIGRES,
MEME PATRON, MEME COMBAT.

F.LOURSON.

LE PCF ET L'IMMIGRATION

(virages et continuité)

1921-1935 :

C'est la période « dure » : le PCF et la CGTU se battent contre les réformistes de Jouhaux : libre jeu des courants migratoires ; contre toute forme de contrôle de l'immigration par l'Etat bourgeois ; contre la création d'organismes paritaires ou tri-partites associant les syndicats à ce contrôle ; pour des offices nationaux et internationaux strictement ouvriers visant à faire connaître l'état du marché du travail et les conditions d'existence de chaque pays aux candidats à l'émigration.

1935 :

La CGTU capitule devant les positions de la CGT au moment de la réunification syndicale : d'accord pour des « commissions paritaires de la main d'œuvre étrangère ».

1936 :

Pas de mots d'ordre particuliers en faveur des immigrés avancés pendant la grève générale de juin 36. Pas de résolution immigrés au congrès confédéral de Toulouse (1936) et de Nantes (1938). La SGI, société privée de recrutement de main d'œuvre, office de négriers patronal n'est pas dissoute par le gouvernement Blum.

1939-1945 :

Pendant la guerre, on mobilise les immigrés à part pour les associer au chauvinisme ambiant. Le CADI est fondé dans la clandestinité pour « mobiliser les immigrés dans l'effort de guerre et ensuite pour la reconstruction de la France » (L. Gani).

1946-47 :

A la Libération, le ministre du travail est Ambroize Croizat membre du PCF. Parti de gouvernement, celui-ci joue le jeu de la « reconstruction nationale » de l'économie capitaliste et s'oppose aux grèves. Croizat décide une immigration massive. Objectif : 3.000.000 de travailleurs immigrés à importer pour redresser le pays ; Thorez insiste même pour qu'on mette les prisonniers allemands au travail. Croizat créé l'ONI (organisme où siègent gouvernement, patrons et syndicats) prévu comme moyen de contrôle exclusif de l'immigration. Cela signifie en pratique : le refoulement d'immigrés italiens passés en fraude, la lutte contre l'immigration politique des pays de l'Est. Des lois sociales sont votées. Comme prévisible, les patrons tournent les lois (immigration clandestine, embauche au rabais...)

1947 :

Les ministres communistes sont exclus du gouvernement, les syndicalistes ne vont pas tarder à l'être de l'ONI, l'immigration « spontanée » se développe.

1948 :

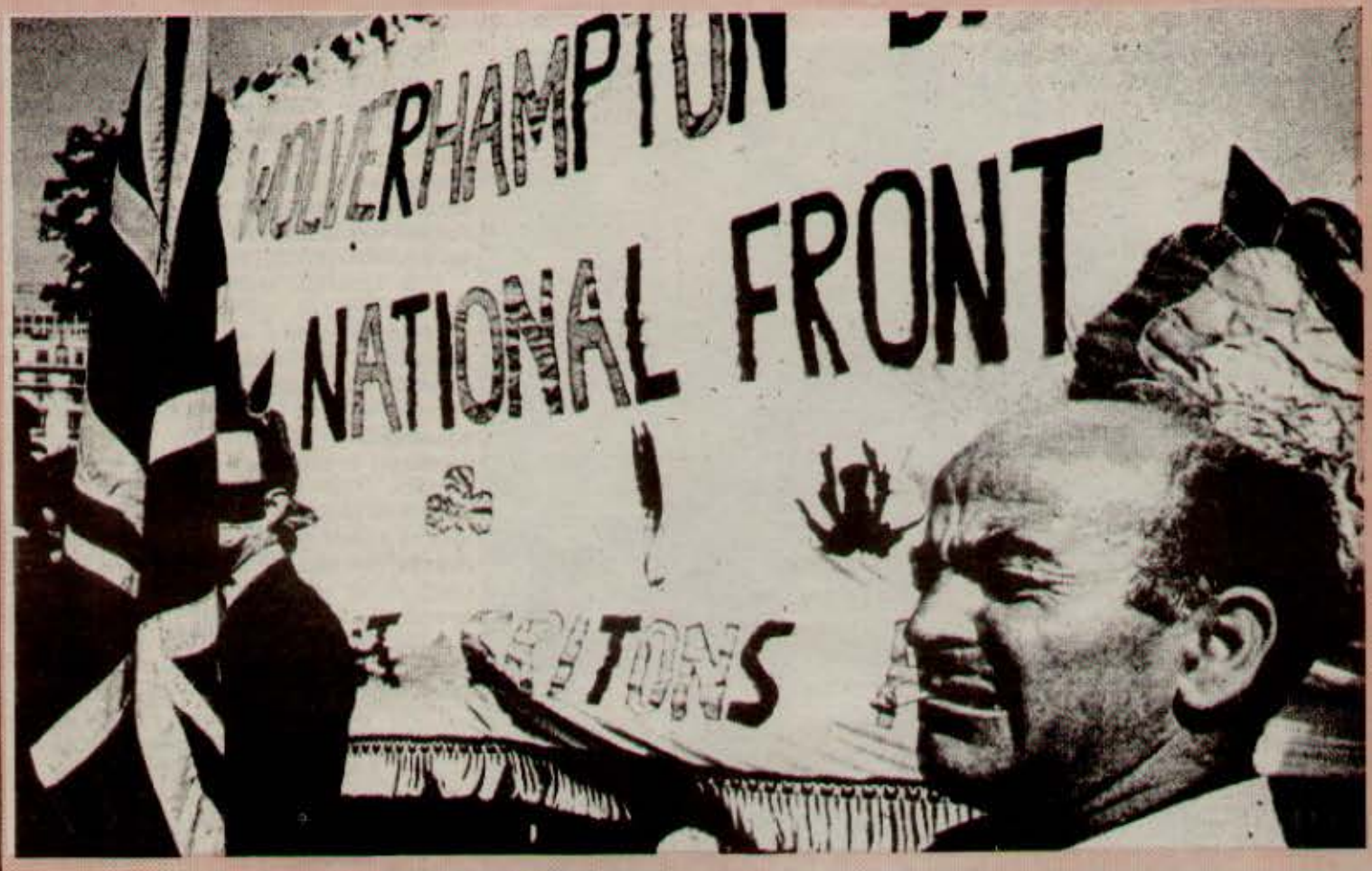
Le PCF est dans l'opposition. La CGT se prononce pour l'arrêt de toute immigration. Elle ne parle plus de contrôle.

1958 :

La CGT se prononce à nouveau pour un contrôle syndical de l'immigration et réclame le retour de ses représentants à l'ONI.

1963 :

Début de la remontée des luttes ouvrières (grève des mineurs). La CGT abandonne le mot d'ordre d'arrêt de l'immigration dont la dynamique est évidemment raciste, pour revenir à des mots d'ordre de contrôle.



GRANDE BRETAGNE

NON AUX LOIS RACISTES!

En juillet dernier, 25 des 36 immigrés « illégaux » détenus à la prison de Pentonville ont été expulsés de Grande Bretagne. Ce sont les premières victimes du décret de la chambre des Lords, selon lequel la loi sur l'immigration (Immigration act) de 1971 s'appliquerait aussi aux immigrés entrés « illégalement », AVANT le vote de cette loi

La manifestation de 8000 personnes à Londres le 22 juillet n'était que le premier pas de la riposte. Le 4 aout, l'International Marxist Group (section britannique de la IVème Internationale) appelait à nouveau à un piquet massif devant la prison de Pentonville.

En 1971 le gouvernement Tory (conservateur) a promulgué deux lois qui attaquent directement la classe ouvrière. La première était la désormais célèbre « loi sur les relations industrielles », loi anti-grève, qui a rencontré une large opposition de la part des syndicats, et une résistance de la base qui l'ont rendue presqu'inapplicable. En revanche les directions syndicales ont laissé passer sans un mot la loi sur l'immigration; les immigrés et les groupes de couleur ont été laissés à eux-mêmes pour protester contre cette loi répressive.

LA LOI SUR L'IMMIGRATION.

La loi de 1971 attaque la situation des immigrés de plusieurs manières. D'abord, elle renforce très durement les conditions d'admission des immigrés. D'après les lois de 1962 et 1968, tout immigré accepté était libre de s'établir avec sa famille pour une période illimitée. La loi de 1971 met fin à cette situation : dans la plupart des cas l'entrée est autorisée pour une période limitée (un an renouvellable en général) et pour une zone de résidence également délimitée ainsi que pour un emploi défini. Il suffit donc qu'un immigré change d'emploi ou de région pour que le permis de séjour lui soit retiré sans explication. Ceux qui sont admis sur ces conditions n'ont pas le droit d'amener des parents.

D'autre part la loi de 71 accroit le pouvoir du gouvernement d'expulser les immigrés jugés indésirables. La loi de 62 autorisait l'expulsion de ceux qui rompaient les clauses d'admission. La nouvelle loi introduit un nouveau motif d'expulsion : il suffit que le ministre de l'intérieur juge cette expulsion « conforme au bien public » ; de plus, si la décision du ministre de l'Intérieur repose sur des motifs politiques, elle est définitive et ne souffre aucun appel.

Tandis que, d'après la loi de 62, les immigrés étaient protégés de l'expulsion après cinq ans de résidence en Grande-Bretagne, ceux qui sont admis depuis la loi de 71 restent passibles d'expulsion jusqu'à ce qu'ils deviennent citoyens britanniques. Enfin, auparavant, un citoyen du Commonwealth qui résidait dans le pays depuis 5 ans au plus pouvait devenir citoyen britannique. D'après la nouvelle loi il doit prouver qu'il a une « bonne moralité » et une « connaissance suffisante de la langue anglaise ». Le ministre de l'Intérieur peut, malgré tout, opposer un refus arbitraire.

RACISME DANS LES SYNDICATS ?

L'impérialisme britannique, à l'époque de ses conquêtes, a tout fait pour diffuser une idéologie raciste dans la population. La classe ouvrière même n'y est pas restée imperméable. Ainsi, non seulement les directions syndicales ont laissé passer sans réagir la loi de 71, mais encore elles tolèrent et parfois couvrent localement, la discrimination raciale dans le travail.

En 1968 des sections de dockers londoniens ont participé à des marches de soutien au fasciste Enoch Powell; et il y eut même ça et là, des débrayages contre sa démission du contre-gouvernement.

Une récente lutte à Mansfield a révélé qu'une ouvrière blanche gagne 35 livres sterling par semaine de 42 heures, alors qu'une ouvrière de couleur gagne 27 livres pour 60 heures. Chez Cantaulds, à Preston, en 1965, les travailleurs de couleur devaient travailler une heure et demie de plus que les autres pour le même salaire.

Diverses pratiques discriminatoires existent au sein même du mouvement ouvrier : rattacher des travailleurs de couleur à des sections syndicales qui siégent à des kilomètres de leur travail; utiliser la clause de syndicalisation obligatoire à l'embauche pour écarter les noirs; leur interdire d'être délégués dans les comités d'entreprises ou délégués syndicaux.

La récente grève de Mansfield a mis en lumière tout ce problème de façon dramatique : les travailleurs noirs se battaient contre la discrimination qui les empêche d'être formés à des emplois qualifiés. La ligue sur les relations raciales établit que le syndicat national dont dépend l'entreprise a contribué, en violation de la loi sur les relations raciales, à maintenir ces pratiques. Pendant la grève, le syndicat a même attaqué physiquement les travailleurs indiens. Le Front national a développé son recrutement parmi les travailleurs blancs qualifiés en créant un groupe de soutien à Powell dans l'usine.

L'EXTREME-DROITE EN ACTION

Sir Frédérick Catherwood, ancien directeur du conseil national de développement économique et fonctionnaire respectable de la classe dominante, a jeté un cri d'alarme dans le Sunday Telegraph du 10 juin : « une révolution de droite fondée sur le nationalisme et la réaction est possible en Grande-Bretagne; les éléments en sont déjà présents dans les partis d'extrême droite de l'Ulster, dans le fort sentiment anti-marché commun, anti-immigrés. Il ne faudrait qu'une étincelle pour enflammer ces sentiments ».

Il est vrai que le Front national progresse, plus ou moins utilisé comme pion extra-parlementaire par l'extrême droite du parti conservateur, au sein même du gouvernement. Des motions contre les immigrés ont fait récemment leur apparition, émanant de sections syndicales, à l'ordre du jour des congrès annuels dans les grands syndicats comme ceux de la metallurgie. Récemment a même été créée une unité de police spéciale pour l'immigration illégale, qui se livre à une véritable chasse aux immigrés. L'influence du « powellisme » paraît s'étendre au sein des forces de police.

UNE TACHE URGENTE

C'est pourquoi la lutte anti-raciste constitue une des tâches urgentes des révolutionnaires.

Le racisme sert les intérêts du patronat. Il persuade les travailleurs blancs que leurs véritables ennemis ne sont ni les patrons ni le gouvernement, mais les travailleurs de couleur. Les Blancs s'en prennent alors aux noirs pour ramasser davantage de miettes tombées de la table des capitalistes, et les immigrés sont forcés de détourner leur énergie du combat anti-capitaliste pour se défendre de leurs compagnons de travail blancs. Pourtant la classe ouvrière blanche peut apprendre beaucoup des immigrés. Ils savent ce que c'est de vivre sous le talon de fer de l'impérialisme britannique, quelque chose que la classe ouvrière britannique commence à éprouver. Ils ont leurs propres traditions de lutte, et peuvent enseigner de nouvelles méthodes. Ils peuvent apporter au mouvement ouvrier britannique un type de militantisme et une énergie dont il aura besoin dans les combats à venir.

LIBERTE POUR TOUS LES IMMIGRES « ILLEGAUX »
PLUS D'ARRESTATIONS, PLUS D'EXPLUSIONS !
A BAS LA LOI SUR L'IMMIGRATION !

D'après Red Weekly, organe de l'I.M.G., numéro spécial d'aout.

10 Septembre 69 les cheminots du dépot d'Achères montraient la voie en décidant la grève.

CHEMINOTS: LA PRESSION MONTE

Juin 71 : une date que les cheminots ne sont pas prêts d'oublier. Aprés cette grève énorme sabotée par les directions syndicales, il n'y a pratiquement pas eu de lutte nationale à la SNCF. La direction en a profité pour marquer des points : report du retour aux 40 h, maintien de la politique contractuelle pour 73 (ratifiée à la sauvette par les syndicats jaunes), poursuite des mesures de rentabilisation forcenée.

Pourtant, depuis mai-juin 1973, les travailleurs ne sont pas restés passifs : devant le refus des directions syndicales d'organiser centralement le rapport de forces, les cheminots se sont battus isolément, centre par centre, contre la dégradation des conditions de travail.

DES ACTIONS LOCALES QUI ONT PAYE

Chaque année, la direction de la SNCF met en place ce qu'on appelle le *figeage* des triages : c'est-à-dire la réduction de leur activité. C'est pour elle l'occasion de grignoter au passage : centre par centre, elle en profite pour modifier les roulements de travail et supprimer des postes : 13 à Toulouse Jorry, 9 à Woippy dans l'Est, 7à Dijon-Gevrey, 8 à Tours, etc...

Cette année, les travailleurs ont résisté à ces mesures par des luttes locales souvent avec succès. Et la forme de lutte utilisée n'y a pas été pour rien ; à Woippy par exemple, les cheminots ont utilisé un moyen très simple : *l'application stricte* de la réglementation en vigueur, et la *grève du zèle*. L'effet fut immédiat : en 5 jours, 70 trains supprimés ! Et tous les autres ont subi des retards importants. Résultat : 15 postes supplémentaires créés, 9 suppressions en projet sont abandonnées.

De tels mouvement traduisent une combativité réelle qui ne demande qu'à s'exprimer. Mais tant qu'il s'agit de luttes qui restent locales, sans popularisation, elle ne peuvent suffire à empêcher la dégradation accélérée des conditions de travail dans la masse des autres centres laissés seuls, sans information, sans directives par les directions bureaucratiques.

EN PLEIN MOIS D'AOUT : GREVE CHEZ LES CONTROLEURS DE ROUTE

L'affaire est partie de la base : les contrôleurs de route de la région lyonnaise (sous l'impulsion de militants syndicaux révolutionnaires) se réunissent, discutent et définissent leurs revendications essentielles : sur les conditions de travail, les horaires, le retour immédiat aux 40 h, l'augmentation uniforme immédiate des salaires. Définie dans le cadre d'une démocratie syndicale vivante, cette plate-forme est ensuite envoyée aux autres centres. A Paris-Lyon, les contrôleurs refusent les revendications « de caractère national », mais ratifient l'ensemble de la plate-forme des revendications spécifiques aux contrôleurs).

Voilà comment sont nées ces grèves du contrôle au mois d'août, qui, parties du réseau Sud-est, se sont étendues sur le Sud-Ouest, la banlieue parisienne, l'Est, etc...

On sait qu'elles furent assez mal vues des directions syndicales.

DE LA MISE EN GARDE, AUX GREVES DE SOLIDARITE LIP

Devant ces mouvements, les fédérations CGT et CFDT se fendirent d'un communiqué : attention aux provocations toujours possibles, ce qu'il faut c'est une action responsable, mûrement pesée. Bref : le coup d'arrêt. C'est ainsi qu'un mouvement des contrôleurs, un des secteurs les plus combattifs des cheminots, décidé démocratiquement dans les centres, fut brutalement stoppé par en haut.

Mais le climat est bien celui d'une combativité ascendante. Aprés l'occupation de Lip par la police, la grève de protestation des cheminots fut massive. A Strasbourg, à Toulouse elle se prolongea plus que ne le prévoyaient les directives nationales. Ce sont là des signes qui ne trompent pas : les cheminots veulent se battre.

Chez les responsables syndicaux, le ton est toujours aussi réservé. Dans l'« Humanité » du 27 août, Argalon déclare sans ambage : « *On ne peut toutefois éviter que sur le problème des effectifs éclate ça et là (!) la colère, au moment où cette insuffisance se fait cruellement sentir.* ». La fraction du PCF dans la CGT n'est pas très chaude, c'est le moins qu'on puisse dire, pour voir se développer et se généraliser de grandes luttes à la SNCF.

Mais les cheminots sont disposés à se battre. Les revendications sont trop pressantes :

– *les salaires pour commencer*. Le point 100 est au 1er juin de 569,31 F et il existe encore 4 zones de salaires. Le contrat 1973 a augmenté pour le premier semestre les salaires de 3 % et un ajustement de... 0,5 % est venu ensuite. Non seulement se creuse un écart énorme avec les salaires du privé, mais – avec l'inflation galopante à laquelle on assiste – ces augmentations dérisoires reviennent dans les faits à une *diminution* du pouvoir d'achat. La revendication *d'échelle mobile des salaires* est à l'ordre du jour. Elle était avancée par les contrôleurs de Lyon.

– *Quant aux effectifs et aux conditions de travail* : la situation devient franchement insupportable. Au 31 janvier 1973, 10.100 emplois avaient été supprimés dans le seul service exploitation en 2 ans. Le manque d'effectifs est tel que le nombre de jours de congé non attribués n'a jamais cessé de croître. La hausse de la productivité est constante : en 1972, l'activité a été supérieure de 10 % à celle de l'année précédente.

Il est évident que l'explosion de la combativité des cheminots en pleine période de vacances, contre l'avis des directions syndicales n'a pas d'autre origine.

POUR VAINCRE: SE BATTRE EFFICACEMENT

Les grèves de solidarité avec Lip ont utilisé des formes de lutte radicales : à Besançon, à Strasbourg, les locaux ont été occupés. A Dôle, les cheminots ont mis en place des piquets de grève actifs (cf. « Rouge » de la semaine dernière), assurant leur auto-défense face aux provocateurs policiers. La prise du télex est aussi un atout considérable ; à Besançon depuis 71, elle est devenue une tradition, dans la région parisienne Sud-Est elle s'est faite aussi. Grâce à elle, les grévistes peuvent informer les autres centres et assurer l'homogénéité de la lutte, heure par heure !

Ceux qui ont engagé le combat les premiers montrent la voie : formes de lutte efficaces et démocratie ouvrière.

Les bureaucrates syndicaux avaient mis au point un rituel de rentrée : on demande l'ouverture de négociations, on attend la réponse de la direction etc... la rentrée 73 des cheminots risque de le bousculer sérieusement. Le gouvernement n'a rien a offrir. Rien. Les revendications, les cheminots devront les arracher, en contrôlant leur mouvement, en assurent l'auto-défense des centres en grève, en contrôlant eux-mêmes l'information et les transmissions.

le 28.7.73
Y. Jamard

BORDEAUX :

olibet en lutte

La classe ouvriére bordelaise n'a pas attendu septembre pour engager la lutte : Olibet est en grève depuis le 24 août.

Une entreprise d'alimentation qui fabrique des biscuits. Usine familiale, elle compte 300 personnes, surtout des femmes, la majorité étant syndiquée à la CGT, seul syndicat existant sur l'usine.
Les salaires sont trés bas : moins de 1 000 francs. Les conditions de travail et les cadences intenables. En juillet, la température à l'intérieur de l'usine atteignait 40 à 45 °.
La lutte démarre du 50 cts d'augmentation pour tous. Le patron fait mine de lock-outer. L'usine est alors occupée. Malgré les manœuvres, les grévistes tiennent bon : lorsque des camions viennent prendre livraison de marchandises, ils sont aussitôt bloqués. Le patron d'Olibet commence à l'avoir mauvaise : il a de grosses commandes à l'étranger...
Taupes Rouges et affiches de solidarité ont fait connaître la grève dans la région. La semaine qui vient sera importante car c'est celle de la rentrée des grosses boîtes comme Dassault.
Olibet ne paie pas
Le combat paiera

le 27-8-73
Correspondant.

FOYER DE GAGNY

LA POLICE OCCUPE !

Depuis 3 mois le F.J.T. est en grève des pensions, et occupé par les résidents dés début juillet. En même temps, la police augmentait sa pression (arrestation de vendeurs de Rouge) et les fascistes leurs méfaits (attaque du foyer).

UN COUP BIEN PREPARE:

Mais les attaques isolées et désordonnées qu'ont connues jusqu'ici les jeunes travailleurs se sont transformées samedi soir en véritable « blitz krieg » :direction du foyer, police, fascistes se sont retrouvés contre les résidents aprés avoir préparé chacun de leur coté l'offensive :

LA DIRECTION, qui a fait le mort pendant un mois, nous rapelle à son bon souvenir en convoquant les résidents devant le tribunal le mercredi 22. Aprés deux jours de débats le juge rend son verdict : EXPULSION IMMEDIATE SANS AUCUN DELAI.

VALENET, député-maire UDR de Gagny, entre lui aussi dans la danse. Dans 3 lettres envoyées à l'ALJT et au préfet, il demande la fermeture du foyer et l'accélération de la procédure d'expulsion de cette graine de gauchistes.

Couverts par cette décision d'un homme de loi, les truands vont pouvoir passer à l'action. La police rode toute la journée autour du foyer; les fascistes, en bons charognards, sentant la proie facile, relèvent la tête. Deux d'entre eux se présentent vendredi soir au foyer. Se croyant inconnus des jeunes travailleurs, ils « sympathisent » avec eux et les incitent à tout casser, à mettre le feu au foyer avant de partir.

Tout est donc en place pour la provocation. Celle-ci ne va pas tarder.

Le samedi soir à 22h30, le feu « se » déclare dans une chambre du 4éme étage. La police entre immédiatement en action. Mais à la surprise de la population présente, les policiers, matraques à la main, se mettent en chaine devant le foyer et refusent de porter secours à deux résidents asphyxiés par la fumée. Une fois l'incendie maitrisé par les pompiers, des renforts policiers arrivent. Alors immédiatement, sans raison et sans avertissement, la police charge, matraque. La chasse aux jeunes commence. Elle ne se terminera que le lendemain matin à 5 heures. Toute la nuit la police AIDEE DES FASCISTES QUI PARADENT DANS LA CITE, MATRAQUE A LA MAIN,« cherche du jeune », quadrille le quartier, fouille les caves...

Bilan :15 jeunes travailleurs arrêtés, 4 envoyés à l'hopital. Seul motif invoqué par la police : les résidents témoins de l'incendie doivent aider la bonne marche de l'enquête ! Les jeunes travailleurs, officiellement considérés comme témoins, ont donc été chargés, matraqués et arrêtés pour qu'ils puissent témoigner !!!

MAIS LA PROVOCATION A ETE UN PEU GROSSE...

Comment le feu a-t-il pu prendre dans une chambre inoccupée ?

Qui sont les individus qui se sont enfuis du foyer juste avant l'incendie ?

Ne seraient-ce pas les mêmes qui ont averti la police, LA VEILLE DE L'INCENDIE, lui signalant que les résidents allaient mettre le feu à leur foyer ?

Pourquoi Hallereau, fasciste notoire, était-il venu la veille inciter les résidents à tout casser, à mettre le feu au foyer ?

Comment expliquer la présence de ces mêmes individus le SOIR de l'incendie A L'INTERIEUR du foyer ?

LA RIPOSTE

La population scandalisée a r e c u e i lli les jeunes travailleurs expulsés et apport e des témoignages à la commission d'enquête créée par les résidents.

Le sénateur P.C. Goutmann intervient auprés du préfet et du commissariat pour exiger la libération des jeunes travailleurs arrêtés.

Le curé prête une salle aux résidents à la rue.

Un comité de défense des résidents s'est créé.

Tout le monde a donc réagi, population, curé, organisations. Face à ces réactions inattendues, la police recule :

Les 15 camarades sont libérés le dimanche soir.

Les résidents peuvent récupérer leurs affaires restées au foyer dés le lundi (ou constater la disparition de leurs papiers et de leur argent !)

Le mercredi la police évacue le quartier. Une date de négociation doit être fixée aujourd'hui mercredi par la direction, qui ne voulait pas en entendre parler en juillet et aout.

Notre force, un résident l'a indiqué dans une discussion :« Faut faire comme à LIP, toujours attaquer, toujours prendre l'initiative, ne jamais attendre ». C'est ainsi que nous pourrons obtenir :

La libération de notre camarade Serge, sérieusement blessé et hospitalisé à la suite du matraquage et qui a été mis à la disposition du parquet.

La réouverture du foyer et la réintégration des jeunes travailleurs.

Et dans l'immédiat leur relogement dans la localité.

COMITE DE DIFFUSEURS DE ROUGE DE GAGNY.

Mt de MARSAN L'AFFAIRE GERARD AUBAN.

Rouge dans un précédent numéro a publié la feuille de note de Gérard Auban, maître d'internat au CET des Arenes, à Mont de Marsan. Le texte était assez explicite : « Professionnellement Mr Auban donne satisfaction, mais en tant que chef d'établissement, je pense que ses fonctions politiques sont incompatibles avec ses fonctions de M.I. CET ».

Dans une lettre au Recteur de l'Académie de Bordeaux, Gérard Auban, qui avait refusé de signer la feuille en question, s'étonne de ce qu'on puisse déclarer ouvertement qu'il existe des incompatibilités de droit entre une fonction politique et une fonction dans l'Education Nationale. Comme seule réponse, le Recteur lui signale qu'il sera traduit le 5 juillet devant le conseil de discipline.

Lors de la consultation du dossier, précédant la réunion du Conseil de discipline, Gérard Auban, son avocat, ainsi que le délégué de la CFDT dont Gérard Auban est un militant de base, peuvent constater qu'il est à plusieurs reprises fait mention de ses opinions et activités politiques et syndicales à l'extérieur de son service. Le dossier contient même une lettre confidentielle de Deygout, haut fonctionnaire de l'Education Nationale, qui demande dès 71, alors que Gérard Auban avait des notes professionnelles excellentes (19) qu'il soit vidé de l'Education Nationale.

Le 5 juillet, le Conseil de discipline prend la sanction la plus élevée : *la révocation*. Les vraies raisons, tout le monde les connait dans le département, preuve en est l'unanimité dans les protestations contre la sanction et le soutien accordé à Gérard Auban (motions successives de la CFDT, CGT, PC, PS, JC, Ecole Emancipée, pétition de 400 enseignants, affiches, tracts, etc...). Les vraies raisons, c'est la présence de Gérard Auban dans les diverses apparitions de l'extrême gauche, dans le département, depuis 68, et plus récemment pendant le mouvement de la jeunesse des lycées et CET, pendant lequel, dans des meetings et des manifestations, il a pris à partie notamment l'Inspecteur d'Académie Laveau pour ses articles hyper réactionnaires dans la presse locale. Le prétexte essentiel – il a bien fallu en trouver un – : le ravitaillement en dehors des heures de service, des élèves de son CET qui occupaient les locaux. Nous apprenons, de source bien informée que l'Inspecteur d'Académie Laveau, qui est à l'origine de la révocation de Gérard Auban, serait – d'une façon quasi clandestine – membre du Parti Socialiste. Nous attendons sur ce point une prise de position officielle du Parti Socialiste. Il semble en effet étonnant qu'un parti qui se réclame de la défense des libertés puisse admettre en son sein, un collaborateur zélé des Fontanet et autres Marcellin.

Pour sa part, Gérard Auban a fait appel de la décision du Conseil de discipline auprés du Conseil Supérieur de l'Education Nationale.

BRIGADES 'ANTI-GANG' CONTRE LES MILITANTS

Les hommes de main de Marcellin se préparent pour la rentrée : fin juillet à Rennes, des militants du Comité contre la dissolution de la Ligue Communiste ont vu leur collage interrompu par l'une des fameuses brigades « anti-gangs ». Pas par hasard ! En effet, comme leur nom ne l'indique pas, ces individus se spécialisent dans la chasse aux colleurs d'affiches politiques.

Ce soir-là, ayant manqué de peu une voiture de colleurs, le commando de flics spéciaux s'est mis en chasse dans tout le centre de la ville. Place du Champ de Mars, il tombe sur une autre équipe de colleurs et c'est le début du western. Le commando agresse les militants. Comme à aucun moment les agresseurs n'ont décliné leur profession, les militants ripostent : prudence oblige à Rennes où les hommes de main de la CFT ne dédaignent pas, de temps à autre, la chasse au gauchiste...

Toujours incognito, les agresseurs sortent leur artillerie et l'un des militants qui tente de dégager un de ses camarades s'entend interpeller : « arrête-toi ou je t'allume ». Le camarade resté aux mains du commando armé s'apercevra que ce sont des flics une fois arrivé au commissariat. « Une brigade anti-gangs, des durs, des bagarreurs » lui dira l'un des flics de garde.

Déjà lors de la campagne anti-CFT menée au début de l'année, des camarades avaient été pourchassés et mis en joue par des flics en civil qui n'avaient sorti leur carte qu'aprés le revolver.

Encore merci aux gardiens de la paix !

LIBERATION ATTAQUÉ

Le 21 août à 4 heures du matin, un incendie a détruit les bureaux de la rédaction locale du journal « Libération » à Lyon. D'après l'officier de garde de la Compagnie des pompiers de Lyon, un coktail Molotov a été trouvé sur les lieux du sinistre.

Il ne fait pas de doute que cet incendie est d'origine criminelle. Un mois avant la reparution en kiosques de « Libération », cet attentat est une tentative de plus pour baillonner la liberté de la presse surtout lorqu'on connaît les difficultés financières dans lesquelles « Libération » se débat.

« Libération » appelle ses confrères, tous ceux qui sont attachés à l'expression d'une presse libre, toutes les organisations démocratiques et révolutionnaires à s'associer à sa protestation et à manifester leur solidarité.

Cet attentat fasciste ne peut que renforcer notre conviction en une presse libre et démocratique et notre détermination à poursuivre le combat entrepris. Et cela, dés *le 17 septembre prochain.*

althusser, terray : UNE « DEVIATION STALINIENNE » ?

Dans le Monde du 17 août, E. Terray, ex-militant du PSU publie un article sur le dernier livre d'Althusser, article qui s'intitule : « Un événement politique ». L'article consiste en un résumé, parfois une paraphrase fidèle de l'opuscule, sans qu'après lecture il ressorte clairement en quoi il s'agit d'un événement politique.

Serait-ce par le contenu du travail d'Althusser ? par son apport ? En ce cas Terray comme Althusser pécheraient par ignorance ! Suffit-il en effet qu'Althusser indique au passage qu'il faut, à propos du stalinisme, « toucher à la racine : aux conditions de la construction du socialisme », pour que s'ouvre un nouveau continent théorique ? Althusser se contente d'évoquer le problème, sans même aborder les grandes polémiques qui depuis quarante ans sont entrées dans le vif du sujet ; polémiques dont le mouvement trotskyste, le courant conseilliste (avec Korsch et Pannekoek en particulier), les Rizzi, Burnham, Djilas, le groupe « Socialisme ou Barbarie » ont été entre autres les protagonistes. Au moment où une édition de poche réédite les textes conseillistes et les thèses de Castoriadis, où Pierre Naville consacre plusieurs volumes de son nouveau Léviathan à présenter ces débats, où les œuvres de Trotsky sont de plus en plus diffusées, où les textes de Modzelewsky, de Ota Sik ont porté largement sur la place publique les débats à propos de l'économie de transition, il n'est plus possible de prendre des airs importants et lourds de sous-entendus en se contentant de soulever pudiquement un coin du voile.

Nous espérons donc pour Althusser que, s'il en reste là, ce n'est pas par ignorance, mais encore une fois par tactique, tout comme il s'est déjà tu si souvent ; ce qui le rend, bon gré mal gré, complice consentant de la politique stalinienne. Nous ne voyons pas où niche dans tout celà l'« événement » promis par Terray.

En revanche, Terray met en évidence dans son article apologétique une régression théorique (une rupture ?) présente dans le texte d'Althusser. La « déviation stalinienne » selon Althusser, se raméne d'abord à une déviation théorique, de type économiste, qui constituerait « la revanche posthume de la IIéme Internationale ». Halte-là ! Quand Lénine (dont Althusser se réclame) ou Rosa Luxembourg (dont il ne se réclame pas) font dans *La Faillite de la IIéme Internationale* et dans *La Crise de la social-démocratie* l'analyse des déviations, ils s'efforcent (par économisme ?) de les rapporter à une base sociale. Les notions d'aristocratie ouvriére, de bureaucratie, de conservatisme d'organisation sont, tour à tour ou conjointement utilisées. De tout celà, aucune trace chez Althusser qui en reste au niveau de la stricte déviation théorique. Son défenseur Terray qui a la formule plus grossiére pousse la démonstration à la caricature : « que cette déviation économiste soit à *la racine* de toute politique de l'URSS dirigée par Staline à partir des années 30, il serait facile de le montrer... » A la racine ! Rien que ça !

Da ns la foulée, si la critique de Staline par Kroutchev reste idéologique et inefficace, ce n'est pas d'abord, d'aprés Terray, parce que Kroutchev reste un bénéficiaire, un représentant et un défenseur de la bureaucratie, c'est encore par péché théorique : « La critique de Staline au XX et au XXII éme Congrés du PCUS est une critique de droite, *puisqu'elle* est inspirée par cet humanisme et ce libéralisme dans lesquels Althusser ne voit qu'un effet du droit bourgeois ». Ce n'est donc pas une critique de droite en raison des intérêts précis qu'elle incarne, mais en raison de sa démarche méthodologique. Terray et Althusser nous introduisent ainsi dans un monde où les erreurs théoriques infléchissent par leur propre logique l'histoire pour quelques décades. A croire que leur hantise de l'économisme les pousse aussi à prendre des distances avec le matérialisme, ni plus ni moins.

Notons enfin que Terray ne s'épargne aucun ridicule. Il relève avec le plus grand sérieux universitaire dont il est capable : « cet économisme, Althusser prouve qu'il est l'effet de la pénétration de l'idéologie bourgeoise dans le mouvement ouvrier ». Heureusement qu'Althusser vient prouver aujourd'hui en grande pompe ce que Lénine énonçait en toute simplicité dans *Que Faire*, en 1903 !

Il y a tout de même plus sérieux. Althusser explique les raisons de sa lutte contre le couple économisme-humanisme. La critique superficielle du stalinisme, des procès et des camps a mis en mouvement un courant humaniste, dont Lewis, Schaff, Garaudy représentent diverses variantes, et qui, loin de toucher à la critique radicale, révolutionnaire du stalinisme, servent de couverture théorique au réformisme. Soit, sur ce point nous pouvons tomber d'accord, encore qu'Althusser nous paraisse sous-estimer le ressort de cette réaction humaniste face aux crimes staliniens, et sa légitimité. Nous ne voyons pas en quoi cet humanisme qu'il accepte comme légitime, parce que « populaire » dans le printemps de Prague, serait par ailleurs à traquer avec une telle intransigeance dans les rangs du mouvement ouvrier international.

En fait, la question de l'humanisme sert pour Althusser à déplacer le vrai débat. L'important, c'est ce qu'Althusser développe en annexe dans une « Remarque sur une catégorie : procès sans sujet ni fin ».

A proprement parler, l'histoire n'a pas, selon lui, de sujet, mais un moteur : la lutte des classes. La proposition est fondamentale mais incomplète. Elle ne permet en rien de rendre compte du problème de la conscience de classe, de ses différents niveaux, à commencer par celui que représente le parti lui-même. Or, il s'agit là d'un problème crucial tant du point de vue de la théorie marxiste de la connaissance que du point de vue des conditions de possibilité du socialisme.

A la page 70 de son opuscule, Althusser distingue entre une question de « nature scientifique » qui releverait du matérialisme historique, et une question de « nature philosophique » qui releverait du matérialisme dialectique. Tout ce démembrement du marxisme entre science et philosophie, entre matérialisme historique et dialectique, paraît passablement suspect. Car le marxisme révolutionnaire ne se démembre pas en science et philosophie, il est théorie, c'est-à-dire guide pour l'action, qui se vérifie en permanence par la pratique (la politique !) qu'elle fonde. L'ensemble de cette théorie et de cette pratique tendues vers un but révolutionnaire, définit une stratégie ; et comme cette stratégie n'est pas une figure géométrique au royaume des idées pures, elle est le produit théorique et pratique de l'activité collective d'une avant-garde consciente, groupe, organisation ou parti, et peu importe alors qu'on lui accorde à quelque degré le titre de sujet de l'histoire. L'important, c'est que le moteur de l'histoire dont parle Althusser ne suffit pas pour rendre compte du rôle subjectif de l'avant-garde et de ses responsabilités.

Au demeurant, il est intéressant de noter que Marx, Lénine et bien d'autres ont parlé de socialisme scientifique et non de science socialiste. Il y a dans cette petite différence une conception de la connaissance à l'encontre de laquelle marche Althusser. Son ardeur à combattre l'humanisme couvre bel et bien une interprétation positiviste, scientiste du marxisme, grâce à laquelle sont estompées les responsabilités historiques concrétes du stalinisme.

D'autre part, la planification socialiste substitue aux lois aveugles du marché l'organisation consciente de la production. En ce sens, la part de conscience nécessaire à l'accomplissement de la révolution prolétarienne (qui se distingue sur ce point de toute révolution antérieure) constitue une anticipation logique d'une nouvelle société dans laquelle les hommes exercent sur leur histoire un contrôle sans précédent.

C'est ainsi que l'on peut comprendre d'un point de vue politique (et non philosophique !) les petites phrases de Marx et d'Engels selon lesquelles il s'agit désormais de « transformer le monde », de passer « du régne de la nécessité à celui de la liberté », « de la préhistoire à l'histoire ».

Le problème n'est donc pas de pourfendre en général la déviation humaniste et ses dangers ; mais bien de définir une politique révolutionnaire actuelle. Par rapport à une telle politique seulement, un humanisme révolutionnaire est possible ; les militants qui doivent pour agir commencer à se transformer un peu eux-mêmes, sans qu'aucune science ne leur en donne la recette, le savent bien. C'est en quoi l'humanisme révolutionnaire de Che Guevara par exemple, se distingue radicalement aussi bien de l'humanisme réformiste de Garaudy que de l'anti-humanisme d'Althusser !

L'œuvre d'Althusser exprime dans un domaine particulier et limité la crise du mouvement communiste international d'origine stalinienne. C'est à ce titre qu'elle nous intéresse. Sans pour autant en faire, comme Terray et autres un événement d'une telle importance. Le grand bruit que l'on fait autour de ces publications ne fait qu'illustrer crûment la faiblesse de la tradition théorique et historique du mouvement ouvrier français ; faiblesse due en grande partie à l'abdication massive de ses intellectuels devant le stalinisme.

D.B.

Deux remarques.

Si Terray se donnait la peine de lire aussi attentivement Trotsky qu'Althusser, il ne pourrait pas écrire aussi sommairement cette énormité : « Pour Trotsky aussi et même pour Trotsky avant Staline, la croissance des forces productives est le moteur unique de toute l'évolution historique et la productivité du travail est le critére décisif pour juger d'un régime social » !

Il n'est pas possible aujourd'hui d'évoquer allusivement (Althusser en est coutumier !) la critique de gauche, critique en actes du stalinisme que représenterait la révolution chinoise sans amorcer un bilan un peu sérieux de la révolution culturelle, de l'exercice de la démocratie prolétarienne en Chine, de sa politique internationale !

VERS LA GUERRE CIVILE

Les choses vont vite en ce moment au Chili. La plupart des observateurs estiment que l'affrontement est non seulement inévitable mais proche. Depuis que cet interview d'une militante révolutionnaire chilienne a été faite, l'histoire s'accélère : la droite, en faisant voter par le parlement l'illégalité d'Allende, a contraint l'armée à choisir son camp. Les rumeurs de coup d'Etat se multiplient, les provocations et exactions fascistes augmentent tous les jours: En riposte, la centrale unique des travailleurs (CUT) a appelé à une manifestation monstre de soutien à l'Unité Populaire.

Des deux côtés, la radicalisation et la mobilisation s'amplifient. Les prochains jours, les prochaines semaines vont être décisives. A l'heure où le gouvernement Allende se débat dans des contradictions que son impuissance réformiste a entretenues et développées, les marxistes révolutionnaires doivent marquer leur solidarité active avec les travailleurs chiliens. Devant le danger d'une nouvelle « Opération Djakarta » la vigilance ne doit pas se relâcher afin que la classe ouvrière ne paye pas dans un bain de sang, la veulerie et la trahison de ses dirigeants. On peut faire confiance aux travailleurs chiliens pour répliquer comme il se doit à toute velléité fasciste.

le 27.8.73

Q.— : Dans quelle situation se trouve le Chili ?

R.— : Le Chili se trouve aujourd'hui au bord de la guerre civile. Il ne s'agit pas de reprendre ici une formule typique de la presse bourgeoise pour caractériser la situation chaotique où se trouve le pays depuis plus d'un an. Il s'agit de souligner le fait que la situation actuelle ne peut pas avoir d'autre issue à court terme qu'un affrontement ouvert et violent entre la bourgeoisie et les secteurs réactionnaires de la petite-bourgeoisie d'un côté et les masses populaires de l'autre. L'inévitabilité de cet affrontement à court terme est déterminée par trois facteurs :

1) l'épuisement de l'expérience réformiste qui a réalisé tout ce qui est humainement possible pour « avancer vers le socialisme » sans recourir à la violence révolutionnaire et sans s'attaquer aux institutions bourgeoises ;

2) la mobilisation croissante des masses chiliennes, qui ont déjà largement montré qu'elles ne se laisseraient pas déposséder de leurs conquêtes et qu'elles ne reculeraient pas dans leur lutte pour la création d'organes de pouvoir populaire ;

3) enfin, tout à fait classiquement, la réaction de la bourgeoisie alliée à l'impérialisme qui ne peut pas tolérer la radicalisation des masses ouvrières et populaires.

Il faut comprendre qu'une guerre civile au Chili aura des conséquences extrêmement importantes pour l'ensemble de la lutte révolutionnaire en Amérique Latine. De fait, il s'agira de l'événement le plus important depuis la révolution cubaine, qui se situera dans une conjoncture continentale beaucoup plus « chaude » que dans les années 50.

Q.— : Quels sont les événements marquants dans l'aggravation des affrontements entre la classe révolutionnaire et ses alliés, et la bourgeoisie ?

R.— : On peut dire que l'histoire de l'affrontement qui va se produire au Chili commence en **octobre 72**, avec la grève organisée par la bourgeoisie. Cet événement sanctionne la rupture des illusions réformistes dans la conscience des masses, l'échec des directions réformistes qui n'ont même pas assuré le droit au travail de ceux qui refusaient la grève, l'échec de la gauche révolutionnaire (du MIR en particulier) qui n'a pas pu présenter d'alternative, et **l'initiative victorieuse des masses.**

La grève en octobre a été organisée par la bourgeoisie. Profitant de ce qu'elle détient encore les moyens de production, la bourgeoisie a paralysé les transports inter-urbains (immobilisation des camions) et urbains (transports en commun), l'ensemble du commerce (sauf les pharmacies et les épiceries) ; elle a coupé l'alimentation en combustible et a dévié vers le marché noir tous les produits de consommation de base (huile, beurre, cigarettes, allumettes, lait, viande, savon, pâte dentifrice, riz, farine, pain...). Et cela a duré un mois, sans que le gouvernement réformiste fasse respecter le moins du monde les lois bourgeoises. Si, au départ, les commerçants se sont joints volontairement à la grève, au bout d'une semaine, les petits et moyens commerçants ont dû ouvrir leurs magasins car ils ne pouvaient pas tenir sans vendre. La police et l'armée bourgeoises furent incapables de garantir leur sécurité contre les attaques terroristes de « Patrie et Liberté », qui a joué le rôle de gendarme de la grève bourgeoise.

La riposte est venue de la classe ouvrière et des masses. Les réformistes avancèrent comme seul mot d'ordre de « continuer à travailler et à produire pour le gouvernement populaire ». Mais les ouvriers ne se contentèrent pas de produire. C'est à cette occasion que sont nés les Cordons Industriels, coordination des organismes représentatifs des travailleurs de chaque entreprise, d'un secteur déterminé, mobilisés en assemblée permanente et ne discutant pas seulement de la production mais aussi de l'auto-défense. C'est aussi à ce moment-là que sont apparus les Commandos Communaux, coordination de groupes de voisins de diverses agglomérations d'un secteur déterminé de la ville, avec le même objectif. Evidemment, il ne s'est pas agi seulement d'une initiative de la base : les cadres de base du P.S. (l'aile gauche), les militants du M.I.R., des secteurs de gauche au sein de l'Unité Populaire et de la gauche révolutionnaire en général y ont joué un rôle d'éducation et d'organisation très important.

Cette période marque donc l'apparition d'organismes représentatifs des masses comme produits de leur mobilisation révolutionnaire ; ces organismes échappent dès le départ à la structure syndicale bureaucratique de la C.U.T. Il est vrai que leur niveau de mobilisation et de représentativité est resté très limité et est retombé après octobre. Mais c'est une expérience extrêmement précieuse de ce que peut être une véritable **démocratie ouvrière**.

Quand les commerçants ne purent plus tenir et après que la résistance populaire ait forcé la victoire, les réformistes ont tendu la main à la bourgeoisie en lui offrant un « gouvernement militaire » avec le général Prats comme ministre de l'Intérieur, garant du retour à l'ordre. C'est ainsi que sont entrés en scène les militaires, les officiers dits « constitutionnalistes » qui étaient supposés servir de médiateurs entre la droite et la gauche. Mais cela a mis fin à l'espoir et à la confiance que les masses gardaient dans le réformisme.

Q.— : Comment expliques-tu alors la victoire écrasante de l'Unité Populaire aux élections de mars dernier ? Quelles sont ses répercussions ?

R.— : La droite est sortie apparemment renforcée de la grève d'octobre. Elle s'est alors acharnée à noircir l'image du gouvernement pour obtenir sa défaite aux élections, en forçant sur la pénurie. Après octobre, les magasins sont restés ouverts mais la situation de pénurie s'est même aggravée progressivement et faisait de la vie des pauvres surtout un véritable calvaire quotidien. Face à la pénurie, au marché noir qui est devenu un fait décisif dans la vie du pays, le gouvernement n'a pu donner aucune solution car il refusait de recourir à la « manière forte » avec la bourgeoisie. C'est ce qui a fait penser que l'Unité Populaire subirait une grave défaite aux élections de mars. Mais les travailleurs ont alors fait preuve d'une maturité politique exceptionnelle en votant pour l'Unité Populaire. Ils l'ont fait en comprenant que voter Unité Populaire contre le front Démocratie Chrétienne Parti National, c'était voter contre la bourgeoisie. Ils l'ont fait conscients de l'échec de l'Unité Populaire et du projet réformiste, en marquant leur défiance. Le mot d'ordre des secteurs de gauche du P.S., « avancer sans transiger », qui fait allusion aux tendances « transigeantes » du P.C. et d'Allende, reflète cette conscience.

Le résultat des élections est une confiance accrue des masses et des partis qui réalisent que le désenchantement ne pousse pas les masses vers la Démocratie Chrétienne. Cela précipite une polarisation croissante au sein de l'Unité Populaire entre les réformistes « durs » (P.C. et Allende) et les réformistes de gauche. Par la suite, deux ailes apparaissent clairement : une aile gauche (Gauche Chrétienne, PS de gauche, MAPU-Garriton, MIR et autres secteurs de la gauche révolutionnaire) et une aile droite (P.C. et P.S. Allende). Le MAPU-Garriton est le produit d'une scission qui se produisit au sein du MAPU au lendemain des élections : une minorité, le MAPU-Gazmuri, s'oppose au tournant gauche défini par le congrès et se range sur les positions du P.C. au sein de l'Unité Populaire.

Cette polarisation a des répercussions importantes au sein même du P.C. où les tensions provoquent une crise latente et expliquent les positions gauche adoptées à partir de la mi-juin face à la menace d'un coup d'Etat réactionnaire.

Q.— : Comment ont réagi les diverses formations politiques de gauche face au virage tactique qu'a pris alors la bourgeoisie ?

R.— : Suite à son échec électoral, la droite change en effet de tactique. Les secteurs « golpistes », favorables à un coup de force, prennent le dessus. C'est à partir de ce moment que se déchaîne la violence des commandos terroristes de « Patrie et Liberté », du Parti National et de la Démocratie Chrétienne.

Face à cette situation, l'Unité Populaire ne se contente plus d'appels « au calme », à « augmenter la production » mais organise des manifestations de rue pour « balayer le fascisme ». C'est en fait la C.U.T. qui prend cette initiative, consciente que sinon d'autres partis ou les masses elles-mêmes le feraient.

Le premier choc se produit alors avec l'assassinat d'un camarade ouvrier, membre du PC – José Ahumana – atteint par des balles tirées du siège central de la Démocratie Chrétienne fin avril. Une semaine plus tard, des secteurs de gauche de l'Unité Populaire exécutaient deux dirigeants de « Patrie et Liberté ». A partir de ce moment, la droite et la gauche sont descendues dans la rue, se sont affrontées et ont gardé sensiblement le même degré d'initiative. Mais la faiblesse des partis de gauche (y compris le MIR) a pesé lourd. Personne n'a lancé le mot d'ordre de « former des milices ouvrières » ; les plus audacieux ont parlé de « comités d'auto-défense ». La différence n'est pas une subtilité : il s'agit d'adopter une attitude clairement défensive face à la droite ou de passer à l'offensive. A cette époque, le P.C. centrait toute sa propagande sur l'affirmation qu'il était « opposé à la guerre civile ». Ce crétinisme a pu contaminer la gauche de l'Unité Populaire et le MIR lui-même. Dans un éditorial du « Rebelde », celui-ci discutait comment éviter la guerre civile et, dans le cas où la bourgeoisie maintiendrait ses projets, comment gagner la guerre.

Cela illustre bien la crise de direction de la révolution chilienne où l'initiative vient toujours des masses avec toutes les limites que cela implique.

Q.— : Comment s'est déroulé le coup d'Etat manqué du 29 juin ?

R.— : La droite s'est trouvée dans une situation très favorable quand s'est déclenchée la grève des travailleurs de la mine « El Teniente ». Le conflit strictement revendicatif a posé un problème délicat aussi bien au gouvernement qu'à la gauche révolutionnaire. Les mineurs réclamaient une augmentation des salaires proportionnelle à celle des autres secteurs. Mais une telle augmentation, basée sur des grilles de salaires datant du gouvernement Frei, auraient signifié un salaire astronomique à peu près six fois plus élevé que pour la moyenne des ouvriers. Le gouvernement a proposé une augmentation moins forte. Les travailleurs se sont divisés entre les partisans de l'Unité Populaire qui acceptaient cette proposition et les indépendants et ceux de la Démocratie Chrétienne qui la refusaient. En juin, le conflit s'est « politisé » quand les ouvriers se sont rangés sous la protection de la droite qui s'est soudain mise à défendre les intérêts des travailleurs.

La droite a alors appelé à des manifestations de rue et la C.U.T. a organisé la riposte. Les affrontements ont été beaucoup plus violents. Le 15 juin, un révolutionnaire brésilien était tué, Nilton da Silva, militant du MIR, alors qu'il défendait le siège du P.S. contre les commandos fascistes du Parti National et de « Patrie et Liberté ». La situation se tend alors.

Le MIR revendique clairement son militant assassiné comme exemple d'internationalisme prolétarien et impulse la lutte à partir de la mobilisation de protestation.

La C.U.T. appelle à son tour à la grève générale le 21 juin. Cette journée est apparue comme une démonstration de force et de combativité de la classe ouvrière absolument exceptionnelle.

Après son échec électoral et la faillite de ses opérations terroristes, la droite a eu recours à une troisième tactique : le coup de force, à l'initiative des secteurs les plus réactionnaires de l'armée. Mais cette tactique a connu un échec cinglant avec le coup d'Etat manqué du 29 juin, le « tankazzo ». Quelques jours auparavant, le gouvernement était déjà au courant de ce qui se tramait et prenait des mesures préventives. Le soulèvement du 2ème Régiment blindé n'a été qu'une aventure ridicule et isolée : il a montré que la bourgeoisie au Chili est relativement acculée, sur la défensive, hésitante quant à la tactique à suivre. En deux heures et demie, l'attaque était écrasée. Mais la violence de la première demie-heure a montré clairement quel était le comportement des réformistes quand leur pouvoir est menacé. Allende a appelé les ouvriers par radio à se rassembler dans les usines et l'ensemble des masses populaires dans leurs lieux de travail et leurs écoles pour défendre le gouvernement. La C.U.T. a proposé la prise des usines. Finalement, les réformistes « durs » eux-mêmes ont réagi pour leur auto-défense, ce qui donne une image de l'affrontement futur au Chili.

Q.— : Qu'y a-t-il de changé après l'échec du coup de force ?

R.— : Le Chili se trouve dans une situation nouvelle. Le poids de l'armée se fait sentir beaucoup plus directement. Le prestige du « pacificateur » Prats est tombé très bas et la plus grande partie des généraux

exige du gouvernement des mesures trés importantes : attaques contre la classe ouvriére et la gauche (évacuation des usines occupées, répression contre la gauche révolutionnaire, en particulier le MIR, expulsion de 1500 « terroristes » étrangers qui vivent au Chili, etc...).
Par ailleurs, les entreprises et les usines sont restées occupées aprés le 29, et sont devenues des centres de mobilisation permanente, d'organisation et d'éducation révolutionnaires. Il s'est ainsi institué une situation qui avance vers une dualité de pouvoirs et que la bourgeoisie ne peut pas tolérer durablement.
Aprés avoir maintenu une position « gauche » pendant deux semaines, le secteur de droite de l'Unité Populaire semble à nouveau tenté par le « dialogue » avec les secteurs « mous » de la Démocratie Chrétienne. Cela peut donner lieu à un répit avant l'affrontement décisif.

Q.– : Quelles sont les perspectives ?

R.– : Cette situation d'équilibre relatif des forces, où personne ne semble vouloir prendre l'initiative décisive, pourrait faire penser à la continuation de la situation actuelle. Ce qui rend cette perspective improbable, c'est la situation économique du pays. On a voulu désarmer économiquement le capitalisme, par morceaux, sans toucher son centre névralgique, l'Etat bourgeois. De tous les points de vue on peut parler d'une situation chaotique. Ce que l'on voit au Chili illustre en pratique les thèses classiques du marxisme : le socialisme ne peut commencer à se construire que sur les ruines de l'Etat bourgeois.
L'équilibre actuel n'est que relatif. La bourgeoisie, surtout du point de vue militaire, est plus forte que la classe ouvriére et ses alliés, d'autant plus que la poussée des masses se fait empiriquement, sans direction révolutionnaire. C'est pourquoi l'initiative viendra de la bourgeoisie. C'est un coup de force de la droite qui déclenchera la guerre. Le moment où cela se produira et la réaction immédiate de la gauche seront décisifs. Si, dans un premier temps, la résistance reste limitée à la gauche révolutionnaire, à l'aile gauche de l'Unité Populaire, il y aura défaite militaire et la lutte tendra à se poursuivre de façon irréguliére, probablement sous la forme de guerillas. Mais si, ce qui paraît le plus probable, outre ces secteurs, la droite de l'Unité Populaire et avec elle une partie de l'armée bourgeoise se mobilisent, alors s'ouvrira un processus de guerre civile.
Dans ces deux cas, particuliérement dans le second, l'affrontement transforme le panorama latino-américain. On se trouvera face à un processus de guerre prolongée avec des tendances à se transformer en une guerre continentale.

le 15 juillet 1973

extrait de

chili: le socialisme sans la revolution?

DOCUMENT ROUGE 21
janvier 1973

Miser sur les traditions démocratiques de l'armée chilienne, c'est encore oublier tragiquement qu'une telle armée bourgeoise (il faut le dire et le répéter car elle ne saurait être neutre socialement !) ne peut rester en dehors de la lutte de classe. Si le conflit s'aiguise entre les classes elle devra choisir son camp. Non entre la légalité et l'illégalité, mais entre la bourgeoisie et le prolétariat. Si elle s'engage à rester fidéle à la loi, elle choisit déjà, puisque cette loi, personne ne doit l'oublier, reste la loi des patrons, la loi de la bourgeoisie. Au mieux peut-on espérer que l'armée ne basculera pas dans son entier du côté de la bourgeoisie qui l'a nourrie et formée, peut-on espérer qu'elle sera divisée. Mais il ne suffit pas de l'espoir. Il faut y œuvrer. En y travaillant en son sein, en y développant les idées révolutionnaires. Il ne suffit pas de convaincre quelques têtes galonnées de l'état-major, de les amadouer en multipliant les concessions comme le fait l'Unité Populaire. Il faut travailler à la base de l'armée.

Au lieu de cela, comme pour conjurer le sort, le PC chilien se prosterne lamentablement devant cette armée de sabreurs de demain ; devant les Gallifet, les Suharto, les Papadopoulos, les Banzer chiliens qui attendent leur heure. Au lieu de se montrer résolu à la lutte, de s'acquitter de ses tâches anti-militaristes révolutionnaires, l'organe du PC « Puro Chile » publie à l'occasion de la féte nationale une photo d'un corps de bérets noirs (corps anti-subversif dont les officiers sont entraînés à Panama) avec la légende effarante que voici : « leur aspect martial et leur étrangeté leur ont attiré les faveurs de la foule » !!

Le PC chilien ne ménage donc pas ses efforts pour camper une image de l'armée chilienne démocratique telle qu'il la souhaiterait pour confirmer sa thèse des voies pacifiques. Dans cette besogne, la Vie Ouvriére, organe de la CGT française, lui prête main forte en écrivant :

« Remarquons d'abord que l'armée chilienne, à la différence des armées de la plupart des autres pays d'Amérique Latine et de beaucoup d'autres pays du monde est respectueuse de la légalité (quelle légalité ? celle de la bourgeoisie, bien sûr) et du suffrage universel. L'ex-chef d'Etat-Major, le général Schneider, s'est fait assassiner par des hommes de l'extréme-droite pour avoir refusé d'organiser un putsch contre l'Unité Populaire. D'autre part, les militaires se sont opposés à toutes les tentatives d'insurrection fomentées par les groupes fascistes. Sans brutalité excessive, mais avec fermeté, ils ont maintenu l'ordre ».

Sans brutalité excessive ? Et quel ordre ? Et le massacre de la Hermida ? La Hermida, c'est un bidonville. Au printemps dernier, à la suite d'échauffourées entre la police et des sans-logis, deux auto-mitrailleuses et trente cars prennent position à l'aube autour du bidonville. Par haut-parleur, ils appellent les habitants à sortir « pour soutenir l'Unité Populaire, renversée par un coup d'Etat ». Et ils ouvrent le feu. Bilan : 4 morts, 15 blessés, 160 arrestations. L'affaire n'a jamais été démentie. Qui a décidé le massacre ? On ne le sait. Seule mesure prise : la suspension de leurs fonctions du secrétaire (membre du PS) et du sous-secrétaire (membre du PC) des renseignements généraux.

Pourtant, le secrétaire général du PC (Luis Corvolan) ne cesse de réaffirmer sa confiance dns les « vents nouveaux » qui traversent l'armée. L'armée, elle, se montre plus lucide, plus consciente de sa réelle fonction. Le « Mémorial de l'Armée », organe de l'Etat-Major, rappelle que sa mission reste de « garantir la continuité de la démocratie formelle et de la solidarité occidentale » !!

urss

LES NOUVEAUX PROCES DE MOSCOU

L'histoire se répète et pourtant ce n'est pas une farce. Prés de 40 ans aprés les procés de Moscou, plus de 20 ans aprés les procés Rajk et Slansky, 17 ans aprés le rapport Krouchtchev qui dénonçait les procés truqués, des accusés avouent et s'accusent des pires méfaits. Piotr Iakir a avoué, selon l'agence Tass, avoir *« fabriqué des informations à l'intention de la presse étrangère sur l'internement des contestataires soviétiques dans les hôpitaux psychiatriques »*.

Piotr Iakir n'est pourtant pas un opposant ordinaire. Fils du général Iakir, condamné à mort au procés de Toukhatchevski et fusillé, Piotr Iakir a passé 17 ans dans les camps. Réhabilité en 1956, historien, membre de l'académie des Sciences, fondateur du Groupe d'Action pour la Défense des Droits Civiques en 1969, il a été à la pointe du combat contre toute tentative de réhabilitation de Staline.

En septembre 1967, il est co-signataire, avec d'autres enfants de communistes victimes de Staline, d'une lettre au Comité Central du Parti Communiste d'URSS, qui critique le stalinisme au nom du communisme :

« Aujourd'hui, les discours, la presse, la radio vantent les mérites de Staline... La renaissance du passé met en cause les idées du communisme, jette le discrédit sur notre systeme et légalise l'assassinat de millions d'innocents ». Et plus loin : *« Comment peut-on louer Staline après tout ce que l'ensemble de notre peuple et l'ensemble du mouvement communiste international ont subi par sa faute ? Ces louanges... rendent impossible le triomphe du communisme »*.

Le 2 mars 1969, Iakir adresse une lettre à la rédaction de la revue Kommounist *« pour l'ouverture d'une action pénale contre Staline »*. Il y dresse la liste des crimes de Staline.

Dans une autre lettre qu'il signe avec deux autres opposants, Iakir décrit le mécanisme d'un procés fabriqué, celui de Guinzbourg. Ces lignes sont aujourd'hui d'une tragique actualité :

« L'atmosphère qui entourait le procès a constitué un chaînon supplémentaire dans la chaine de l'illégalite. Les services officiels ont honteusement menti à la presse communiste occidentale... Les autorités ont donc, une fois de plus, organisé un prétendu « procès public ».

Et Iakir concluait :

« Des hommes qui ont osé penser croupissent dans les camps de travail forcé. Le silence de chacun de vous sera un pas de plus vers le procès d'un autre Daniel ou d'un autre Guinzbourg. Avec votre consentement silencieux, on verra alors s'avancer lentement une nouvelle année 1937 ».

On sait depuis London par quels mécanismes atroces de tortures physiques et morales un homme de la trempe de Iakir a pu être amené *« aux aveux »*.

Au-delà de l'écœurement que provoquent chez tous les révolutionnaires qui luttent pour le socialisme de telles méthodes, il s'agit du sort de l'opposition communiste en URSS. L'avenir est sombre si les héritiers de Staline qui n'ont rien à lui envier arrivent à briser les intellectuels qui poursuivent le combat contre la bureaucratie.

SAKHAROV

UNE FAUTE GRAVE DE L'OPPOSITION DEMOCRATIQUE

Quand l'académicien soviétique Andréï Sakharov s'adresse aux puissances impérialistes pour leur suggérer de conditionner leurs accords économiques avec l'URSS à la démocratisation de son pays, il manifeste les plus grandes illusions sur les brigands cyniques et sanglants à la Nixon pour qui le régime policier de la bureaucratie a deux puissants avantages dialectiquement liés : 1) lui servir de repoussoir pour sa propre classe ouvrière, 2) être protégé de la dynamique révolutionnaire de la démocratie communiste.

VINGT ANS DEJA, COUCOU, ME REVOILA !

La lutte contre le régime bureaucratique a fait perdre de vue à l'académicien ce qu'était la réalité de la « démocratie bourgeoise ». Ce faisant, il a rendu le pire des services à l'opposition qu'il compromet et offre ainsi à de nouveaux coups de la répression, au moment où s'ouvre le procès truqué de Iakir et Krassine. Il aide les nouveaux Vichinsky à taxer les oppositionnels de « pro-impérialisme ». C'est d'ailleurs la raison pour laquelle la police soviétique, d'habitude si efficace, a laissé Sakharov s'enferrer à plaisir.

Mais cette faite énorme s'explique aussi par l'isolement d'une certaine opposition intellectuelle — et légaliste — en URSS, née des illusions de la « déstalinisation ». Sa déconfiture sera une victoire à la Pyrrhus pour les bureaucrates, car elle ne peut manquer de faire comprendre à la masse des opposants souterrains qu'il n'est pas d'autre voie que la préparation de la révolution politique, anti-bureaucratique.

M.L.

rfa

LE REVEIL DU GEANT

Le 22 août, les 17 000 ouvriers de l'usine Opel à Bochum ont débrayé. Depuis, la grève s'est étendue dans toute la Ruhr, échappant au contrôle des directions syndicales.

Le 27 aout, la grève continuait aux usines Adam Opel de Bochum, malgré un accord intervenu dans la nuit de jeudi à vendredi sur une augmentation de 15 pfennings du salaire horaire ; en effet, les ouvriers réclament désormais le paiement des jours de grève. Deux usines du groupe Rheinstal AG à Duisbourg s'étaient également mises en grève le jeudi 23 aout. A la fin de la semaine, deux nouvelles usines du groupe rejoignaient le mouvement, ainsi que deux usines de production de cables du groupe AEG-Telefunken qui exigent une prime de vie chère globale de 400 Deutch-marks pour compenser la hausse du coût de la vie.

D'autres usines ont débrayé. A Cologne, le vendredi 24 août au soir, ce sont six mille ouvriers de l'usine Ford qui ont décidé de se mettre en grève pour protester contre la mise à pied de 300 travailleurs turcs.

Déjà cette vague de grèves indique l'écho international que rencontre la lutte des travailleurs de Lip ; chez Opel, trois comités d'entreprise font circuler de la main à la main des pétitions demandant le contrôle sur la gestion de l'entreprise.

LA DETERIORATION DU POUVOIR D'ACHAT

Ce mouvement « sauvage » ainsi que le désigne la presse allemande, répond à la rapide détérioration du pouvoir d'achat des travailleurs.

D'abord en raison du taux d'inflation : les prix grimpent de 8 % par an en moyenne ; les mesures prises par le gouvernement pour bloquer les prix et les salaires commencent surtout à faire sentir leurs effets sur les seconds. A cela, il faut ajouter l'extraordinaire augmentation des impôts directs qui constitue l'une des principales causes de mécontentement : leur taux de progression a été de 54 % par rapport à juillet 72 ! Or, ces atteintes contre le niveau de vie des travailleurs risquent de s'accentuer, si la concurrence internationale devient plus aigue.

En effet, les firmes allemandes sont largement tournées vers l'exportation : un ouvrier sur six travaille en moyenne pour l'exportation. De sorte que la bourgeoisie allemande peut redouter une sérieuse crise de débouchés au cas où la conjugaison à l'échelle internationale de mesures inflationnistes, mettrait fin au boom de 72 ; déjà certains industriels se plaignent de vendre à perte pour la conservation de leurs marchés. Or, selon les statistiques patronales, entre 1969 et 1972, la productivité du travail aurait augmenté de 11,9 % seulement contre 44 % d'augmentation pour les salaires. C'est une façon pseudo-scientifique d'annoncer que les travailleurs devront faire les frais des prochaines difficultés !

LE SYSTEME EN QUESTION ?

Vendredi 24 août, la « Bilt Zeitung » qui tire à 4 millions d'exemplaires, titrait spectaculairement sur 8 colonnes : *« La bataille des salaires devient de plus en plus chaude sur le Rhin et dans la Ruhr »*.

C'est que ce mouvement gréviste revêt aussi une importance directement politique. La bureaucratie syndicale, partenaire docile depuis la fin de la guerre d'une politique de collaboration de classes, baptisée cogestion, est débordée et coincée : la détérioration de leur situation rend les travailleurs, les jeunes en particulier, de plus en plus sceptiques ou méfiants quant aux résultats de cette politique sociale. Leur grève, déclenchée en dehors des directions syndicales et donc « illégales », met à l'épreuve leur prestige, leur influence, leur représentativité.

Elle exprime aussi les questions politiques qui commencent à se poser ; en quoi la situation des travailleurs s'est-elle améliorée depuis que les sociaux-démocrates sont au gouvernement ? Le porte-parole du gouvernement, M. Armin Guenenwald n'a d'ailleurs pas manqué de voir dans ces grèves sauvages la main « d'extrémistes de gauche » qui exploiteraient le mécontentement des travailleurs.

Gouvernement, patronat, syndicat, tous sont intéressés à éteindre le plus tôt possible cette flambée. Des dimanche 26 août, Willy Brandt a rencontré les dirigeants syndicaux, dont Eugène Loderer secrétaire de l'IG-Metall, syndicat des métallos, fort de 2,2 millions de membres. Dés lundi 27, il rencontre une délégation des chefs d'entreprises pour envisager une solution.

Toutes ces manœuvres ne peuvent masquer un fait fondamental : ces grèves sauvages doivent être interprétées comme les premiers étirements d'un géant qui s'éveille, le prolétariat allemand.

Et ce, dans un contexte de mobilisation ouvriére à l'échelle de l'Europe

27 aout.

grande bretagne

SUR LES ATTENTATS DE LONDRES

Déclaration de l'IMG, section britannique de la IVème Internationale, sur les bombes incendiaires de Londres.

Le Groupe Marxiste Internationaliste (IMG) soutient inconditionnellement le droit du mouvement républicain irlandais d'entreprendre des actions armées contre l'impérialisme britannique. Mais nous ne prétendons pas que ces actions armées doivent par principe être cantonnées sur l'autre rive de l'Irish Channel.

Ceux qui se lamentent à propos du développement de la violence en Grande-Bretagne oublient que la « paix » dans ce pays a toujours été fondée sur la violence exercée contre d'autres au-delà des mers. La tradition britannique de compromis et d'harmonie sociale repose sur les sauvageries perpétrées par l' armée britannique en Inde, en Malaisie, à Chypre, à Aden, en Irlande, pour ne citer que peu d'exemples.

Ce mardi même, le Coroner de Derry a reconnu que la fusillade du Dimanche Sanglant, où 13 personnes tombèrent sous les balles de l'armée britannique, constituait « un crime pur et simple ». selon qu'elle fait avancer ou non le combat. Quand, par exemple le Front de Libération du Québec a kidnappé un ministre en 1971 dans le cadre de la juste lutte du peuple québécois pour sa libération nationale, nous avons critiqué cette action parce qu'elle ne faisait pas progresser concrètement le combat.

En Amérique Latine, en revanche, nous estimons que les actions armées de groupes comme l'ERP Argentine ont joué un rôle important dans la preparation de la chute de la dictature militaire et nous les avons soutenus en conséquence.

Nous estimons que la présente campagne d'attentats à la bombe à Londres est une erreur. Les actions armées qui ont précédé la chute de Stormont faisaient progresser la lutte de masse et produisaient des divisions au sein de la classe dominante, parce qu'elles étaient parties intégrantes de la stratégie globale du combat. Les actions actuelles ne paraissent pas avoir ce caractère.

Nous pouvons avoir des divergences avec les tendances du mouvement républicain irlandais, quant à leur tactique, mais nous ne condamneroons jamais leur combat.

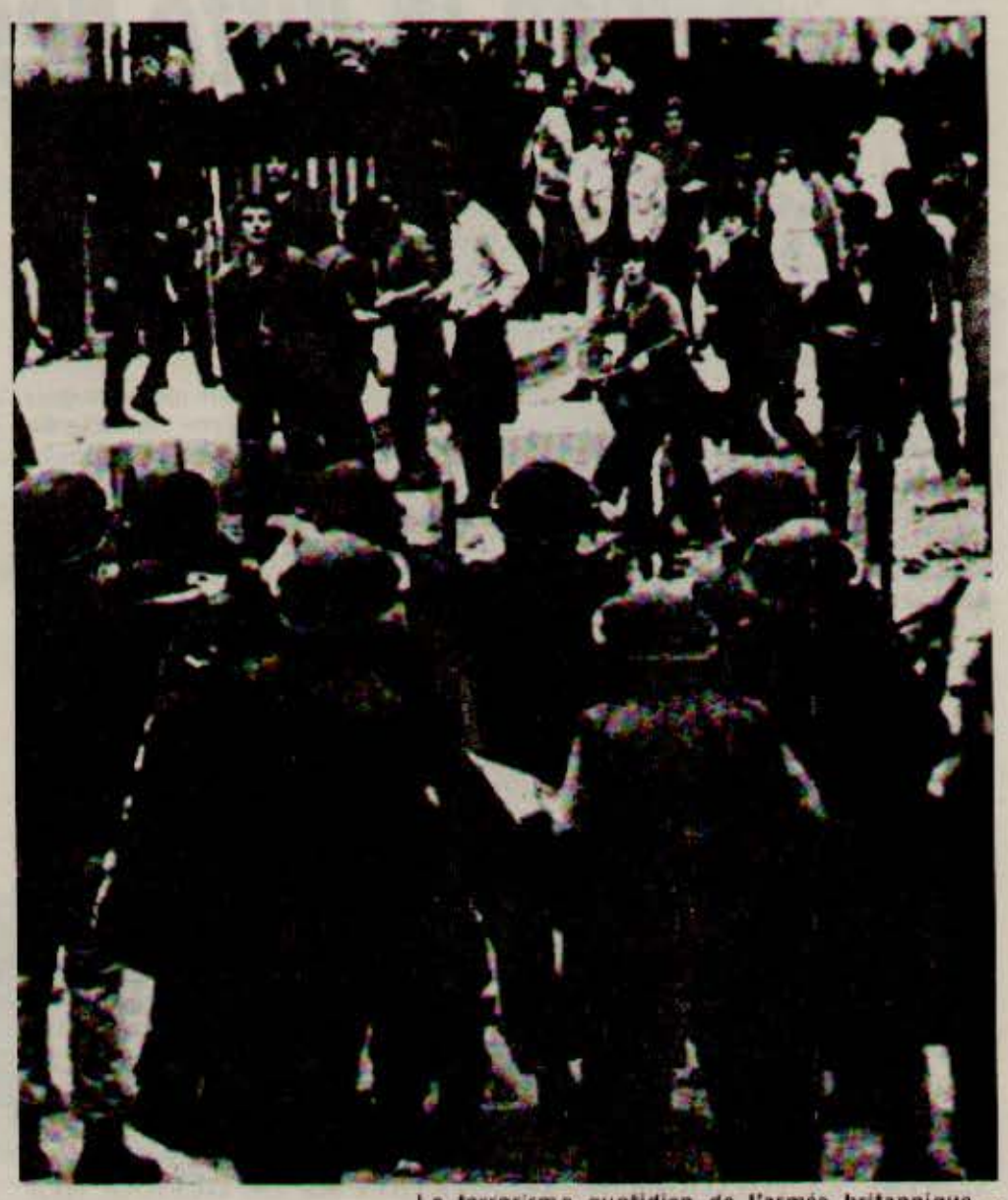
Solidarité avec l'IRA !

Vive sa lutte armée contre l'impérialisme britannique !

Seuls les porte-paroles de la classe capitaliste peuvent mettre sur le même plan cet acte de brutalité délibérée avec la tentative d'incendier quelques vitrines.

Les actions armées en Grande-Bretagne et l'utilisation en général de l'action armée au service de justes causes ne peut être jugée que d'un point de vue tactique,

Publié dans « Red Weekly », organe de l'IMG, le 24 août).



Le terrorisme quotidien de l'armée britannique ...

le charme discret des lambertistes

Le N° 617 de *Informations Ouvrières* nous apprend sous le titre « Les provocations dans la IVéme Internationale » que Balazs Nagy-Varga « sur la base de faits contrôlés, documents à l'appui, est un agent de la Guepeou ». Rien de moins, et, à vrai dire, au long de ce laborieux pensum, rien de plus.

En d'autres termes, un ancien dirigeant de l'octobre 56 en Hongrie, devenu à grands coups de trompette (méthode OCI) la figure proéminente du travail en direction des pays de l'Est des Lambertistes, n'est rien d'autre qu'un flic, vendu non seulement à la Guepeou mais encore... à la CIA ! Citons : « anticommuniste forcené, colonialiste éhonté, l'individu, au moment même où il écrivait ces lettres, en écrivait d'autres où il assurait de sa fidélité au socialisme, à la révolution hongroise des Conseils. Nagy-Varga est un agent de la Guepeou qui s'est infiltré dans la IVéme Internationale pour mener un travail de sape contre le trotskysme. Nagy-Varga connaît la musique. Il sait ce qu'il fait lorsqu'il propose ses services à l'impérialisme américain contre la montée de la révolution politique. Il sait ce qu'il fait lorsqu'il apporte son appui à l'impérialisme belge qui, avec le « noir raisonnable » Mobutu, a perpétré l'assassinat de Patrice Lumumba. Nagy-Varga sait ce qu'il fait. Nous ne savons pas, quant à nous, quelles sont les raisons qui ont peut-être (sic !) conduit la CIA à ne pas accepter plus longtemps ses services. Peut-être la CIA qui, elle aussi, sait bien des choses, a-t-elle percé l'agent double ? Quoi qu'il en soit, Nagy a dû se reconvertir ».

Un mois plus tard, sort une petite plaquette ronéotypée de la *Ligue Internationale de reconstitution de la IVème Internationale* et signée par : la Ligue des Révolutionnaires Socialistes de Hongrie, l'Organisation Trotskyste d'Espagne, le Groupe Trotskyste du Maroc, le Groupe Proletar de Tchécoslovaquie, le Groupe Proleterska Avangarda de Yougoslavie et le Groupe Trotskyste Walka Klas de Pologne. C'est à dire plus d'une vingtaine de militants, essentiellement émigrés des pays de l'Est.

Ils se solidarisent complétement avec Varga, odieusement attaqué par « une émule de Vichinsky ».

Enfin, le N° 620 de I.O., dans un long article encore anonyme intitulé « A nouveau sur une provocation de la IVéme Internationale », répond si on ose dire à cette plaquette.

L'ensemble est pitoyable et ne vaudrait pas une ligne si toute cette comédie n'était pas imprimée à des milliers d'exemplaires au nom du trotskysme.

Varga, nous dit-on, est un flic. L'accusation est grave. Quelle en est la preuve matérielle ? « Des documents (qui) sont entrés en notre possession par l'entremise d'un vieux militant trotskyste chez qui Varga-Nagy avait entreposé ses archives. Varga-Nagy qui a toujours (pendant prés de dix ans) abusé de la confiance des militants ouvriers, pensait que cela pourrait durer ». Bref, quasiment, il avait laissé sa carte d'officier de la Guépeou et ses chaussures cloutées chez un militant de l'OCI... Un flic amateur, quoi. Mais le plus convaincant, aux dires de l'OCI, n'est pas là. La conclusion de l'article de I.O. affirme : « bien évidemment, il a fallu que Nagy-Varga, qui, avec la plus extrême prudence, a évité pendant plus de dix ans de s'affirmer politiquement, fasse un faux pas. Ce faux pas, il l'avait commis une première fois en 1966 en essayant de saboter contre l'OCI la conférence du Comité Internationale de la IVéme Internationale. Défait, il s'est replié, prétextant qu'il n'avait pas bien compris l'enjeu politique en cause. En juillet 72, en défendant des positions d'ailleurs exactement inverses à celles qu'il présentait en 1966, Nagy-Varga a fait un deuxiéme et décisif faux pas. L'OCI n'a plus accepté de prétexte. Elle a demandé, puis elle a imposé que Varga-Nagy présente ses positions. Il a dû s'y résoudre. La méthode politique du marxisme a pu dès lors s'affirmer. Varga-Nagy a pu être qualifié comme agent politique stalinien dés octobre 72. Les archives de Nagy-Varga qui nous ont été transmises en mai 73, dont nous venons d'extraire quelques passages d'une nombreuse correspondance, attestant qu'un agent provocateur du Guépéou a été démasqué ».

En bref, Varga est *non seulement* un flic, mais encore un flic qui a de graves divergences idéologiques et qui les affirme, avec Lambert-Just. A ceci Varga et l'ensemble des militants ex-lambertistes émigrés répondent :

« Cette attaque contre le trotskysme au nom du trotskysme est un nouveau pas franchi par la direction Lambert-Just dans sa campagne hystérique contre les groupes et organisations qui, refusant l'abandon opportuniste du Comité International pour la reconstruction de la IVéme Internationale par l'OCI aprés la scission de la S.L.L., formérent la fraction internationale pour le maintien et le développement du C.I.

Pour Lambert-Just, cette opposition organisée à leur politique capitularde et liquidatrice de la IVéme Internationale, devenait trop dangereuse parce qu'elle est l'héritière de tous les acquis du Comité International, du bolchévisme et la continuatrice de l'œuvre de Léon Trotsky !

La proclamation de la Ligue Internationale de Reconstruction de la IVéme Internationale, qui pose le problème de la reconstruction de la IVéme Internationale comme une tâche immédiate en jetant les bases d'un centre organisationnel dirigeant cette lutte, centralisé à l'échelle internationale, a fait basculer Lambert-Just dans le camp de ceux qui utilisent les méthodes bannies du mouvement ouvrier, de ceux qui préférent la calomnie à la bataille politique, de ceux qui, sur la base de « preuves irréfutables » qui n'en sont pas, excluent, exilent, fusillent les opposants !

La Ligue Internationale de Reconstruction de la IVéme Internationale dénonce ces méthodes étrangéres à la démocratie ouvriére ! Aux calomnies, nous opposons la clarification politique de la lutte pour la reconstruction de la IVéme Internationale ».

On sent clairement chez eux la crainte d'être victimes demain d'agressions qui ne seraient pas seulement littéraires.

En fait, les militants de la Ligue Internationale de Reconstruction de la IVéme Internationale, ont été à leur tour victimes du petit jeu auquel ils ont déjà joué quand ils décrivaient les « pablistes » (c'est à dire nous) comme ayant du sang de travailleurs polonais sur les mains, comme étant responsables de l'écrasement du mouvement étudiant en Yougoslavie, etc... On espére qu'ils réfléchiront.

On pourrait facilement ironiser sur cette nouvelle décomposition de l'Internationale lambertiste, mais de tels « débats » ne contribueront certainement pas au rayonnement du trotskysme dans les pays de l'Est.

L.M.

Sources : N'ayant pas eu la place de retransmettre l'intégralité de ces articles (plus de 20 000 mots), nous renvoyons les lecteurs intéressés à Informations Ouvrières N° 617, 620 et à la plaquette éditée par la Ligue Internationale de Reconstitution de la IVéme Internationale, titrée :

« BAS LES PATTES DEVANT LES MILITANTS DES PAYS D'EUROPE DE L'EST !

A BAS LES NOSTALGIQUES DES PROCES DE MOSCOU!

A BAS LES CALOMNIATEURS !

DEMOCRATIE OUVRIERE ! »

vive la lutte des travailleurs de la tap !

Marginal dans l'Europe capitaliste, le Portugal semblait jusqu'à présent n'avoir été qu'à peine effleuré par la profonde montée révolutionnaire qui se dessine depuis cinq ans. Contrairement à l'Espagne franquiste qu'ébranlent de puissantes luttes étudiantes et ouvrières, le Portugal de Caetano semblait avoir résolu sans trop de mal, sans heurt frontal avec la classe ouvrière, les problèmes du post-Salazarisme.

Mais cet élément clé d'une certaine stabilité de l'impérialisme portugais, la passivité du prolétariat, tend à perdre beaucoup de sa force : la lutte des ouvriers et des employés des transports aériens en juillet dernier a montré que le prolétariat portugais commençait à sortir de sa longue léthargie et à s'approprier les exemples les plus avancés du prolétariat européen. Barricadés dans les hangars de l'aéroport les travailleurs ont réussi à faire évacuer les forces de police qui avaient brutalement ouvert le feu, en menaçant de faire sauter un avion.

Nos camarades de la TOUPEIRA VERMELHA, la Taupe Rouge, sont intervenus dans cette grève en appelant à la solidarité active, en la popularisant et en soulignant son importance. Nous reproduisons un tract qu'ils ont sorti à cette occasion. Déjà présents dans les luttes universitaires qui ont secoué cette année Porto Coïmbra et Lisbonne, ils sont également apparus lors du voyage de Marcelo Caetano à Londres en saluant l'intervention de nos camarades de l'IMG. Dans leur dénonciation des manœuvres de la bourgeoisie internationale qui serre les rangs pour défendre au mieux ses intérêts, ils assuraient la Ligue Communiste de leur solidarité après sa dissolution par le gouvernement français.

La naissance d'un groupe marxiste-révolutionnaire au Portugal est particulièrement importante pour l'avenir de la lutte de classe dans ce pays, dans l'ensemble de la péninsule ibérique et de l'Europe capitaliste. Nous devons nous ranger résolument aux côtés de ces camarades dans la lutte pour le renversement de l'impérialisme portugais.

CONTRE LA POLITIQUE D'EXPLOITATION ET DE GUERRE DES CAPITALISTES ET DE LEUR ETAT !
POUR LE SOUTIEN AUX LUTTES DES OUVRIERS ET DES EMPLOYES DE LA T.A.P. !
OUVRIERS, EMPLOYES, ETUDIANTS,
UN SEUL COMBAT !

Camarades,

Au Portugal, la lutte contre l'intensification de l'exploitation, les licenciements collectifs et l'aggravation des conditions de vie de la classe ouvrière et des masses travailleuses, contre la poursuite de la guerre colonialo-impérialiste, contre la militarisation et la rentabilisation capitaliste de l'enseignement s'étend et s'approfondit.

Des luttes récentes des dockers de Dours et Leixões, des ouvriers de Gefa, Cometna, Somões, Messa, Babcok-Wilcox, Gialco, Abelheira, Bras & Bras, Transul, des ouvriers agricoles d'Alpiarça ; les luttes des travailleurs des CTT de Lisbonne, des ouvriers et employés de Carris, des Eaux et Sanitaire et du Gaz et de l'Electricité de Porto ; les luttes des employés de banque de Lisbonne, Porto, Coïmbra, Braga, Guimarães ; les actions armées contre l'appareil militaire colonialiste de la bourgeoisie ; les luttes anti-colonialistes des étudiants de Lisbonne, Porto et Coïmbra ; les luttes récentes des étudiants de Porto contre la tenue du Festival des Coros fascistes et contre la répression qui s'est déclenchée en représailles ; la lutte des étudiants de Lisbonne contre l'assassinat de Ribeiro dos Santos ; les luttes contre l'introduction des « vigiles » qui a culminé dans les puissantes manifestations de Graça et Sete-Rios ; les luttes actuelles des étudiants du Technique pour le boycott des examens.

Toutes ces luttes diverses démontrent un essor de la combativité des ouvriers, des masses laborieuses et des étudiants contre *la politique d'exploitation et de guerre* que mène la dictature fasciste du Capital.

Par ailleurs, le gouvernement se voit confronté, avec l'aggravation de sa situation militaire en Guinée, en Angola et au Mozambique, qui s'accompagne d'un essor de la *Solidarité Internationale* avec la lutte armée du prolétariat et des masses laborieuses des colonies.

Sa riposte à l'ensemble de ces luttes a consisté en une escalade de la violence répressive contre les ouvriers, les employés et les étudiants ; une intensification de sa politique de génocide contre les masses travailleuses des colonies ; le renforcement continu de son appareil répressif, militaire et policier, de ses milices fascistes (légion, congrès des combattants...) ; la tentative d'embrigadement de la jeunesse ; mais aussi des tentatives de neutraliser les luttes révolutionnaires par des promesses de « progrès dans la paix », « d'élections libres au Parlement», de «réformes et projets de développement », etc...

De ce fait des secteurs toujours plus larges de la jeunesse ouvrière et étudiante ont non seulement démasqué dans la pratique, par l'expérience de leurs luttes, les manœuvres démagogiques du gouvernement fasciste, mais ont aussi commencé à comprendre la véritable nature de classe de ce gouvernement. C'est-à-dire que l'Etat fasciste est un instrument au service des patrons, au service de leur politique d'exploitation et de guerre, au service de la perpétuation de leur domination de classe. De ce fait également des secteurs toujours plus larges de travailleurs et d'étudiants comprennent la nécessité de combattre cette politique du pouvoir capitaliste par les seuls moyens qui peuvent faire reculer la répression de l'Etat et des patrons ; qui se traduisent par des victoires matérielles et un progrès décisif dans la lutte de la classe ouvrière et des masses laborieuses ; qui détruisent l'appareil militaire de l'agression colonialiste en Angola, en Guinée–Cap Vert et au Mozambique ; qui, en un mot, assurent des pas décisifs vers le renversement du pouvoir capitaliste et colonialiste et assurent la victoire du prolétariat et des masses travailleuses du Portugal et des colonies : *la voie de la lutte revolutionnaire anticapitaliste.*

VIVE LA LUTTE DES OUVRIERS ET DES EMPLOYES DE LA T.A.P. !

Ces jours derniers, la lutte contre l'exploitation capitaliste au Portugal a revêtu des formes et des proportions qui marquent un pas décisif dans le développement de la combativité du prolétariat portugais. Le 11 juillet, après l'interdiction d'une réunion des ouvriers et des employés de la T.A.P. (Transports Aériens Portugais) à la « Voz do Operário » au sujet du contrat collectif de travail, la police a chargé les camarades qui s'y étaient rassemblés et qui, malgré cela, sont partis en manifestation vers l'aéroport. Le lendemain, la lutte se poursuit dans les bureaux de l'aéroport, les ouvriers et les employés refusent d'envoyer une délégation isolée pour parlementer avec l'Administration. Les sbires armés du capital attaquent à nouveau, mais se heurtent à la résistance ferme des ouvriers et des employés qui en s'aidant des instruments à leur portée font face courageusement aux charges de la police ; plusieurs camarades sont grièvement blessés par des rafales de pistolets-mitrailleurs. *Grève* dans les bureaux, *paralysie* et « fermeture » en solidarité de tout le personnel de l'aéroport ; les ouvriers remportent une victoire en forçant le retrait de la police. Le lendemain 13 juillet se produisent de nouveaux rassemblements, attaqués par les forces de l'ordre. De nouveau les ouvriers organisent leur *auto-défense* et empêchent ainsi l'entrée de la police. La lutte se poursuit et s'étend à l'aéroport de Pedras Rubras et des travailleurs d'autres secteurs manifestent leur soutien.

Cette lutte d'autant plus importante qu'elle se déroule dans un secteur lié à l'exploitation coloniale et à l'appui logistique de l'armée colonialiste, rencontre un écho chez les étudiants de Lisbonne qui organisent aussitôt un meeting de solidarité. Mais il ne suffit pas d'envoyer des motions de soutien, de dénoncer les crimes de la dictature et se croiser les bras. Il faut que les étudiants de Lisbonne et de tout le pays, que les travailleurs et les masses laborieuses appuient activement, par tous les moyens en leur pouvoir, la lutte des ouvriers et des employés de la T.A.P.. Il faut que le caractère exemplaire de ces luttes, le recours à de nouvelles formes de lutte, que leurs manifestations, leurs grèves et débrayages, l'organisation de leur autodéfense soient donnés en exemple à l'ensemble des travailleurs ; que leur exemple soit repris, *que leur lutte soit étendue* à d'autres fronts et que le combat des camarades de la T.A.P. ne reste pas isolé et puisse résister efficacement à la répression fasciste.

APPUYONS LA LUTTE DES OUVRIERS ET DES EMPLOYES DE LA T.A.P. !

Il nous revient donc, camarades, de passer des intentions aux actes, de la solidarité verbale au soutien direct, effectif, aux ouvriers et aux employés de la T.A.P.

REALISONS DES ASSEMBLEES DE SOUTIEN AUX OUVRIERS ET EMPLOYES DE LA T.A.P. !

EXIGEONS LA LIBERATION DES CAMARADES OUVRIERS EMPRISONNES !

ORGANISONS DES PIQUETS D'INFORMATION DE LA POPULATION SUR LA LUTTE DES CAMARADES DE LA T.A.P. !

ORGANISONS DES CAISSES DE SOLIDARITE POUR LES CAMARADES EN LUTTE !

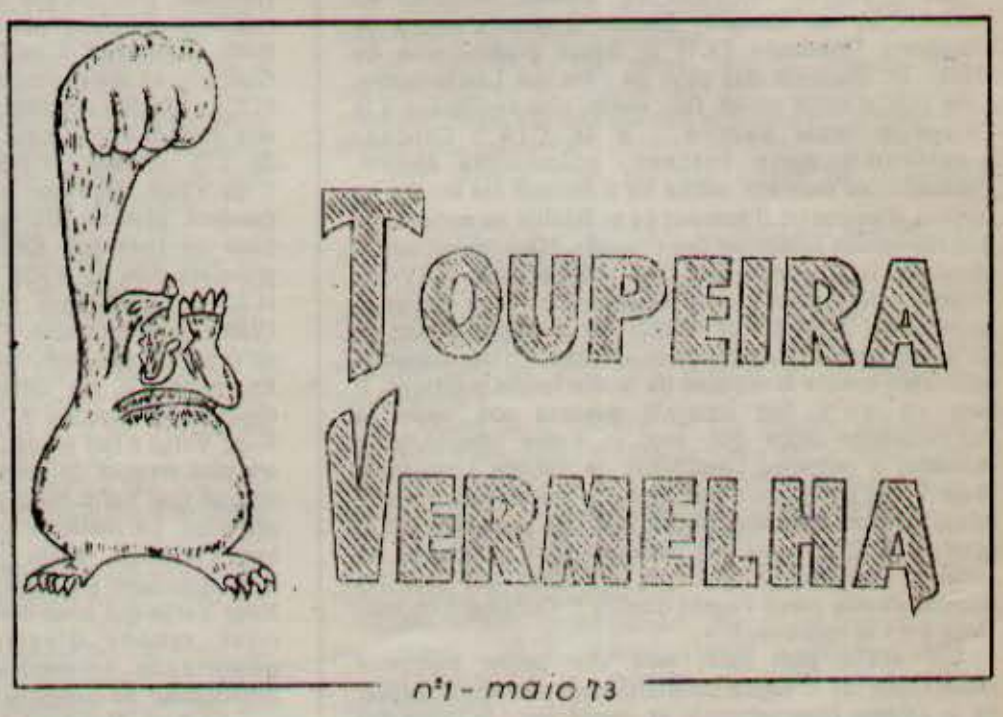
JOIGNONS NOUS A TOUTES LES MANIFESTATIONS DE PROTESTATION CONTRE LA REPRESSION DE L'ETAT CAPITALISTE !

CONTRE LA POLITIQUE D'EXPLOITATION ET DE GUERRE DES CAPITALISTES ET DE LEUR ETAT !

OUVRIERS, EMPLOYES, ETUDIANTS : UN SEUL COMBAT !

TOUPEIRA VERMELHA (Taupe Rouge)

juillet 73.



Je désire prendre contact avec Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

.....

Age.....**Profession**.....

Lieu de travail *(facultatif)* .....

Rouge
hebdomadaire d'action communiste

10, imp. Guéménée -Paris 4 -
téléphone 272 88 96 ou 272 68 82

ARGENT :
C.C.P. Pierette CHENOT
4501-42 Paris
(avec mention: soutien à ROUGE).

Directeur de publication : Henri Weber
Les articles signés n'engagent pas nécessairement le point de vue de la Rédaction.

tarif des abonnements

pour	la france		l'étranger	
sous pli	ouvert	fermé	ouvert	fermé
un an	90	150	110	180
six mois	45	75	55	90

par avion: écrire à ROUGE
Seules les demandes d'abonnement accompagnées de leur règlement immédiat sont prises en considération.
Pour tout changement d'adresse, joindre 1 fr.50 et la dernière bande.

Impression : SAIE Moriamé
61, faubourg Poissonnière - Paris (9)

TENSION CROISSANTE AU SUD VIETNAM

Le 13 juin, un document était signé par les « quatre parties » engagées au Vietnam. Il portait sur la décision et les moyens de l'application des accords du 27 janvier au Sud-Vietnam. La tension allait-elle brusquement tomber ? Elle n'a cessé depuis de monter et semble atteindre aujourd'hui un nouvel échelon.

Les soi-disant élections sénatoriales organisées dimanche 26 août dans les zones sous contrôle de Saigon en sont le symptôme le plus éclatant. Non du fait de leur truquage, il est de tradition pour un régime fantoche, mais tout d'abord parce qu'elles représentent une violation ouverte, publicitaire presque des accords du 27 janvier dans un nouveau domaine. Et ensuite parce que Thieu se débarasse ainsi d'un des derniers lieux où l'opposition légale (qui a refusé de se présenter aux élections) s'exprimait et gênait, le Sénat. Il accélère ainsi la « bipolarisation » de la vie politique au Sud-Vietnam.

Dans les zones « contestées », où les deux pouvoirs coexistent, la bataille pour l'application des accords semble prendre une grande ampleur de masse (si, par contre, elle semble encore rester largement souterraine à Saigon). « Sud-Vietnam en lutte », l'organe central du FNL, en donne régulièrement des échos. Elle se concentrerait essentiellement autour de deux thèmes principaux : le droit de retour des soldats de l'armée fantoche dans leur village et la liberté pour les « réfugiés » ou paysans regroupés de quitter leurs hameaux stratégiques et les camps. Les chiffres de « Sud-Vietnam en lutte » indiquent que dans de nombreuses provinces, des dizaines de milliers ou des centaines de milliers de personnes ont participé à des actions, des meetings ou des manifestations de protestation contre l'administration fantoche, ou on réussit à rejoindre les zones libérées. Plusieurs révoltes de l'armée fantoche sont par ailleurs relatées.

Mais cette bataille pour la liberté de déplacement n'est pas toujours facile. A la conférence de la Celle-Saint-Cloud, Nguyen Van Hieu pour le GRP a violemment dénoncé les rafles opérées par les troupes fantoches dans le Quang Ngai (province côtière du centre). 90.000 personnes auraient ainsi été « regroupées » dans des camps

Les combats militaires, par ailleurs, ne cessent de croître en importance. Un duel d'artillerie s'est déroulé autour de Hué. La « bataille du riz » serait engagée, notamment dans le delta du Mékong. Une très violente bataille s'est déclenchée dans la région de Pleiku (hauts-plateaux). Ce seraient les plus violents combats depuis la signature des accords.

Or, déjà le 4 juillet, le commandement des FALP de la province de Kontum (au nord de Pleiku) avait rendu publique cette déclaration :

« Si (les dirigeants de Saigon) abusent du fait que nous exécuteront scrupuleusement l'ordre de cessez-le-feu pour attaquer et empiéter sur les régions sous contrôle du GRP, nous sommes déterminés à leur infliger une punition méritée... S'ils canonnent, bombardent, lâchent des commandos, font des raids de reconnaissance et de sabotage dans la zone libre, non seulement nous riposterons sur place, mais encore nous contre-attaquerons sur leurs bases à l'arrière. Si une offensive des forces de Saigon est lancée à un endroit déterminé, non seulement elle sera arrêtée sur place, mais pourra attirer des contre-offensives dans d'autres secteurs. « Et Sud-Vietnam en lutte » ajoute que « cet avertissement du commandement des FALP de la région de Kontum est également celui des forces armées populaires de libération dans tout le Sud-Vietnam. Et les attaquants ont reçu plus d'un châtiment exemplaire » (S.V.E.L. No 206).

Le FNL et le GRP montrent qu'ils ne sont pas prêts à se laisser paralyser face à un adversaire qui ne tient aucun compte des accords signés. Le GRP a révélé dernièrement que des officiers fantoches capturés dans la province deltaïque de Chuong Thieu n'étaient tout simplement pas au courant de l'existence même des accords !

Les organes d'information passent généralement sous silence l'évolution de la situation au Sud-Vietnam, France-Inter ne craint pas de déclarer lapidairement que 90 % de la population sud-vietnamienne a soutenu lors des dernières élections, le général Thieu. Il appartient aux militants anti-impérialistes de combattre au premier chef cette quiétude dangereuse.

LAOS : APRES L'ECHEC DU COUP D'ETAT D'EXTREME DROITE

Lundi 20 août, une tentative de coup d'Etat au Laos était rapidement mise en échec par le régime de Vientiane. Elle était le fait de militaires d'extrême-droite laotiens, exilés en Thaïlande après de précédentes et tout aussi malheureuses tentatives (général Thao Ma, colonel Phrany, colonel Bouleuth Sagkocic). Ils sont aujourd'hui morts ou incarcérés. L'histoire risque pourtant de ne pas s'arrêter là. Ce coup d'Etat, même manqué, met en effet, partiellement en lumière le jeu des forces qui sont à l'œuvre au sein du régime fantoche laotien. Le régime de Vientiane s'était divisé à nouveau sur les accords du 21 février passés avec le Front Patriotique Lao. Son extrême-droite, à la tête de l'Assemblée Nationale, avait récusé la signature qu'y avait apposé Souvanna Phouma qui bénéficiait, semble-t-il de l'accord de Washington. Or le putsch avorté de Thao Ma bénéficiait d'importants appuis qui restent actifs. En Thaïlande d'abord, auprès d'un gouvernement qui craint la contagion révolutionnaire et de Phoumi Nosavah, exilé depuis 1965, chef de l'aile la plus réactionnaire de la droite laotienne. Au Laos même, ensuite, auprès de la « famille », fort puissante, des Sannanikone, porte-parole de l'opposition à Souvanna-Phouma. Le Laos des fantoches a vécu de nombreux coups d'Etat de droite. Les forces vives qui les alimentent n'ont pas été décapitées par l'exécution ou l'arrestation des comploteurs du 20 août.

De sont côté, Washington semble bien jouer deux cartes à la fois. Il n'a pas retiré son appui à Souvanna-Phouma. L'armée est restée fidèle au gouvernement fantoche. Et les « loyalistes » semblent aussi obtenir un appui discret de la CIA pour venir à bout des conjurés. Mais cet apui pèse dans le sens de *l'enlisement* des accords. Les accords du 21 février n'ont pas connu de début d'application. Les « fuites certaines » de la fin juillet, début août qui annonçaient la signature d'un nouvel accord (voir « Rouge » N0 216) n'ont pas connu de suite. En même temps, le gouvernement Nixon « tolère » avec bienveillance l'activité de l'opposition d'extrême-droite. Une carte qu'il ne faut pas encore abattre, mais qu'il faut garder en réserve, en quelque sorte.

Au Laos non plus, la lutte n'est pas terminée. A nous de nous en souvenir.

CAMBODGE : L'ETRANGLEMENT

Penn Nouth, premier ministre du GRUNK, avait vertement répondu aux « Isvestia » soviétiques qui « conseillaient » au FUNK de s'élargir politiquement (voir « Rouge » No 217). C'est maintenant Sihanouk qui se tourne vers Washington pour mettre à nouveau les points sur les i, le 24 août à Pékin.

« Si Lon Nol ne peut se sauver, déclare-t-il, les américains essaieront de me remettre en place à Phnom-Penh afin d'établir un gouvernement de coalition et d'empêcher le Cambodge de tourner au « rouge ». Mais ils viennent trop tard ». (Le Monde du 24 août).

Pendant ce temps, le régime de Lon Nol en appelle aux Thaïlandais et à Thieu. L'armée fantoche sud-vietnamienne fait plusieurs incursions (de 3 km) dans le territoire cambodgien. La pression du FUNK s'accentue autour des capitales provinciales (Siem Réap, Kompong Spen et surtout Kompong Chom). Toutes les routes qui mènent à Phnom-Penh sont à nouveau coupées, le Mékong restant la seule voie d'accès avec l'aviation. L'aéroport de Pochentong (Phnom-Penh) a reçut ses premières roquettes depuis l'arrêt des bombardements US. Cependant rien n'indique qu'une offensive en règle sur la capitale du Cambodge se prépare, alors que les crues du Mékong et du Ton Léap en rendent la réalisation de plus en plus difficile.

Il semble donc bien que le FUNK compte plus sur le pourrissement du régime fantoche et l'intervention du mouvement urbain pour achever la libération du Cambodge que sur son armée régulière. Si tel est le cas il court un risque, minime, la stabilisation relative du régime fantoche. Mais il pourrait aussi libérer Phnom-Penh au moindre coût humain, rendre toujours plus difficile à Thieu ou Nixon l'envoi de leur aviation et consolider au maximum le caractère populaire et révolutionnaire de la libération, et donc assurer la solidité maximale à la victoire ultime. La révolution Cambodgienne est en effet la plus jeune des trois révolutions indochinoises et semble préférer se consoliser progressivement, plutôt que d'emporter une victoire plus rapide, à l'arrachée.

NOUVELLES QUESTIONS SUR LE ROLE D'AIR FRANCE EN INDOCHINE

On savait que les compagnies d'aviation françaises Air France et UTA avaient prolongé au maximum leurs vols sur Phnom-Penh pour des raisons politiques. (Voir « Rouge » No 217). On a vu que dès le 21 août, ces deux compagnies ont repris leurs vols réguliers. Mais le coup d'Etat manqué de l'extrême-droite laotienne semble lever un peu le voile sur les relations (d'affaires ?) d'Air France en Indochine).

Le chef, sur le terrain, de cette tentative de putsch était le général Thao-Ma. Il s'était réfugié en Thaïlande après un premier coup manqué en 1966. Et l'agence de presse Reuter nous apprend qu'à Bangkok (capitale de la Thaïlande) il était... conseiller technique au bureau d'Air France. Notre compagnie gouvernementale semble bien peu inquiète de l'activité de ses « employés ». Les exilés laotiens en Thaïlande ne cachaient pas la nature de leurs projets.

_Flics hors de l'usine !

_Non aux licenciements !

_Non au démantèlement !

PARTOUT DES COMITES DE SOLIDARITE UNITAIRES !